

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
Appellations d'Origine

(LOI DU 6 MAI 1919)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 novembre 1919, à 1 heure et demie

PAR

Raymond GUÉRILLON

Président : M. LYON-CAEN, *Professeur*
Suffragants } MM. PERCEROU, *Professeur*
 RIPERT, *Agrégé*

PARIS

IOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

—
1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
Appellations d'Origine

(LOI DU 6 MAI 1919)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 24 novembre 1919, à 1 heure et demie

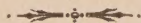


PAR

Raymond GUÉRILLON

Président : M. LYON-CAEN, Professeur

Suffragants { *MM. PERCEROU, Professeur*
RIPERT, Agrégé



PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine (VI^e)

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Loi de dessaisissement et loi de revision, comme l'a si justement qualifiée M. Clémentel, la loi du 6 mai 1919 constitue désormais comme le statut général de la protection des appellations d'origine. Quelle est l'exacte signification et la portée précise de ce dessaisissement qui, retirant à l'autorité administrative les pouvoirs que le législateur lui avait confiés et dont elle avait usé pour délimiter quelques grandes régions françaises de production de produits réputés, remet aux mains du pouvoir judiciaire le soin de décider sur le droit aux appellations d'origine, comme il possède la prérogative d'en réprimer tout usage illicite ? Quelle est aussi la portée de cette revision dont la loi a préparé le terrain ; quels en sont les possibilités et les moyens ? En d'autres termes, quel est le régime sous lequel se trouvent désormais placés, d'une part ceux que les règlements administratifs avaient englobés dans le périmètre de leurs délimitations et, d'autre part, ceux qui n'avaient pas été compris dans ces mêmes délimitations ; quels sont les droits des uns et des autres et quelles sont les conditions d'usage de ces droits ? D'une façon plus générale, quelles sont les conditions de l'emploi régulier d'une appellation d'origine quelconque, comment et par qui le droit d'user de cette appellation peut-il être contesté ; quels seront en la matière les pouvoirs et les bases d'appréciation des tribunaux ; telles sont tout d'abord les idées directrices de cet ouvrage.

J'ai procédé, sur tous les points de cette étude, à l'examen des travaux parlementaires. Ces références sont parfois indispensables et du plus vif intérêt, en ce qui concerne par exemple les conséquences de l'abrogation des décrets de délimitation et la portée de la présomption légale de l'article 24 de la loi.

Chaque fois qu'il a été possible, j'ai cherché à éclairer le sujet par l'examen de la législation antérieure et des décisions de jurisprudence, j'ai insisté à dessein, en particulier, sur l'importante élaboration de la jurisprudence en ce qui concerne l'action des syndicats en justice, car c'est aux décisions dernières de la Cour de cassation en cette matière que la loi, en ses dispositions qui visent les syndicats et les associations, a entendu donner une consécration législative.

La loi impose aux producteurs et aux négociants quelques obligations nouvelles. J'ai tenté de joindre à leur exposé quelques commentaires utiles et j'ai reproduit à leur sujet les termes des circulaires du Ministère de l'Agriculture et de la Direction générale des Contributions indirectes qui ont suivi la promulgation de la loi.

Dans une seconde partie, j'ai étudié, d'une façon aussi résumée que possible, les dispositions législatives visant, quant aux appellations et indications d'origine, l'introduction en France de produits étrangers.

La troisième partie est consacrée à l'examen des dispositions internationales. Sur ce terrain aussi la loi du 6 mai 1919 est riche de conséquences. Elle a permis l'introduction dans le traité de paix avec l'Allemagne de dispositions spéciales sur le respect et la protection des appellations d'origine, et le régime ainsi inauguré recevra sans aucun doute son application dans nos relations avec nombre d'autres pays,

Enfin, étant donné tout l'intérêt qui s'attache à l'opinion des groupements de producteurs et de négociants sur le droit à l'appellation d'origine qu'ils emploient, j'ai donné en Annexe les premiers résultats d'une consultation entreprise auprès de ces groupements. Les documents de cette enquête, faute de temps, ne sont pas nombreux encore. On y trouvera cependant quelques importantes indications, particulièrement sur les produits vinicoles.

Une édition ultérieure de cet ouvrage aura sans doute la chance de réunir des documents plus nombreux et d'apporter aussi au lecteur les premières décisions de jurisprudence sur l'application de la loi nouvelle.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550427_0028

Les Appellations d'Origine

(LOI DU 6 MAI 1919)

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES. HISTORIQUE

De longues et subtiles discussions se sont élevées au sein du Parlement lorsqu'il s'est agi de définir et d'inscrire, en tête des textes dont l'élaboration minutieuse et souvent délicate devait aboutir au vote de la loi désormais fondamentale du 6 mai 1919, le « droit de propriété » sur les appellations d'origine.

On cherchait, sans parvenir à réaliser sur ces points divers un accord nécessaire, quels devaient être le nombre et la qualité des titulaires, la nature et la « consistance » même de ce droit dont la reconnaissance était considérée par certains comme une innovation des plus hardie et dont on prétendit même qu'elle allait bouleverser les principes directeurs de nos Codes et qu'elle devait instaurer dans notre législation comme une sorte de « collectivisme au petit pied ».

Envisageant l'ensemble de la loi et son but final, une majorité put cependant s'établir à la Chambre sans autre difficulté pour admettre que le résultat tangible de ce travail parlementaire pouvait se passer de considérations théoriques préliminaires et que le droit sur lequel on dissertait longuement dût-il se résoudre ou seulement se traduire en une action, le résultat législatif que l'on recherchait serait atteint lorsqu'on aurait solidement établi la possibilité d'agir contre un emploi déloyal et préjudiciable d'une appellation d'origine et qu'on aurait nettement

défini, pour cette action devant la justice, les conditions d'intérêt et les modalités d'exercice.

C'est ainsi qu'en avril 1919 la Chambre des députés qui, dans ses votes de novembre 1913, ne s'était pas préoccupée de laisser trace dans les textes de telles considérations plutôt abstraites, supprima le frontispice quelque peu imposant sur lequel le Sénat, adoptant les conclusions de son savant rapporteur M. Jénouvrier, avait gravé le « droit de propriété » sur les appellations d'origine pour les « habitants et propriétaires des communes ou régions auxquelles elles s'appliquent ». Le Sénat ratifia par la suite cette économie générale de la rédaction où se trouvaient exposées sans préambule les données pratiques sur les actions civile et correctionnelle dont on trouvera plus loin les textes et le commentaire.

Aussi bien était-ce là véritablement l'essentiel de la réforme dont la nécessité ne rencontrait plus d'opposition active. La protection des appellations d'origine y devait trouver son statut, statut rénové et, pour la première fois, généralisé. Les textes antérieurs, en effet, loi du 28 juillet-4 août 1824, loi du 23 juin 1837, lois du 1^{er} août 1903 et du 3 août 1908 suivies de leurs décrets d'application, n'assuraient pas aux appellations d'origine une protection générale et absolue.

La théorie qu'il fallait faire triompher, et qui triompha finalement sans réticence, n'est pas autre en son essence que la suivante : C'est que, à part quelques dénominations employant un nom d'origine, mais devenues génériques à tel point que le nom de lieu qui s'y trouve ne saurait induire quiconque en erreur, personne n'a le droit de prendre, sans conformité rigoureuse avec la réalité ou avec l'extension consacrée par des usages d'une loyauté indiscutable, le nom des villes, des provinces, des terrains du

sol français, et que toute pratique contraire est une pratique de concurrence déloyale.

Il n'est pas difficile de légitimer la protection des appellations d'origine ; la loyauté des transactions et des intérêts de tout premier ordre commandent de les protéger d'une façon efficace ; leur respect est nécessaire à tous et garantit à la fois le très légitime acquis du long labeur et des efforts répétés de la production comme le droit indiscutable du consommateur de n'être pas trompé sur les produits qu'il acquiert ; il est indispensable pour assurer sur les marchés de l'étranger, comme sur les marchés de l'intérieur, la place et le crédit que méritent les produits de notre sol et de notre industrie.

On lit dans l'exposé des motifs de la loi du 28 juillet 1824, qui visait les produits fabriqués, qu'il est des villes de fabrique dont les produits ont atteint une réputation qu'on peut appeler collective : « les draps de Louviers ou de Sedan sont distingués dans le commerce comme des espèces particulières et il importe aux fabricants de ces villes d'empêcher que d'autres tissus plus ou moins semblables ne se confondent avec les leurs à la faveur d'une déclaration mensongère qui aurait le double inconvénient de les discréditer et de tromper le consommateur ».

Rien n'est plus exact et rien ne peut empêcher d'appliquer ces mêmes considérations aux produits naturels, aux produits du sol. Si quelque producteur terrien, ou quelque artisan, prétend offrir à la consommation, sous une appellation d'origine réputée mais inexactement appliquée, des produits de la terre ou des ateliers, des produits de l'élevage ou d'industries extractives, de valeur égale à celle des produits dont l'origine est exactement l'origine (entendue dans son sens large d'« aire de production » voir p. 49) indiquée par la dénomination qui les couvre, rien n'est

plus légitime que de lui dénier le droit d'appliquer de tels procédés, d'affirmer que la qualité précisément, mais elle seule, doit réaliser la conquête des marchés, que s'il trouve avantage à se servir de telle appellation d'origine, cet avantage est de toute évidence acquis au détriment de ceux à qui cette même appellation doit sa célébrité et sa faveur, et qu'il ne saurait être d'une concurrence plus honnête ni plus licite d'user inexactement d'un nom d'origine que d'un nom commercial qui n'est pas le sien, pour bénéficier sans effort et sans titre d'une avantageuse réputation.

Depuis un temps aussi reculé que le commerce des hommes est ancien (le miel de l'Hymette et le vin de Falerne évoqués devant la Chambre en sont des typiques témoins) l'indication de leur origine donne à certains produits une valeur spéciale et un mérite particulier ou plutôt, les appellations d'origine sont employées pour désigner des produits devenus fameux grâce à l'ingéniosité, au travail de ceux qui les découvrirent, les ont créés ou les ont perfectionnés.

Sans doute des termes géographiques ont été employés parfois avec une signification autre et sans que l'indication d'origine soit visée : tels par exemple le « savon du Congo », les « choux de Bruxelles » dénomination particulièrement typique par sa généralité ; sans doute encore, sous l'effet d'une concurrence active et envahissante, du fait de l'impuissance à se défendre ou de l'abandon de leurs créateurs ou de leurs successeurs, des appellations qui primitivement désignaient véritablement l'origine ont perdu cette signification et sont tombées dans le domaine public : (1)

1. L'article 10 de la loi du 6 mai 1919 décide que les appellations d'origine des produits vinicoles (vins et eaux-de-vie) ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Il en est ainsi de l' « eau de Cologne », du « blanc d'Espagne » etc... Mais ces deux catégories ne constituent que des dérogations exceptionnelles à la règle générale.

Dans l'immense majorité des cas les appellations géographiques ont désigné « le berceau d'une production, le lieu où les premiers artisans, les premiers cultivateurs, ou ceux qui les premiers avaient fait un effort, avaient créé quelque chose et avaient accru le renom, et par conséquent la valeur de leur propriété » (1). Il est d'autre part un principe qu'il faut fermement maintenir et qui paraît incontestable, c'est que si quelques appellations comportant un nom géographique qui concordait au début avec l'origine réelle du produit ont pu devenir des indications de genre et tomber dans le domaine public, la prescription en cette matière ne peut résulter que d'une très longue négligence ou que d'un abandon réellement volontaire des légitimes propriétaires de cette sorte de marque collective.

La plupart des possesseurs de ces appellations n'ont pas manqué de soutenir une lutte incessante contre tout ce qu'ils considèrent comme une usurpation. Tout au cours de l'ancien régime l'histoire de ces luttes est intimement liée à l'histoire même et à l'organisation des corporations. Une organisation, qu'on peut dire syndicale, étroite jusqu'à l'excès, jusqu'au privilège et jusqu'à l'arbitraire, trouvait une protection facile dans l'établissement de véritables monopoles, monopoles d'autant plus puissants qu'à l'entrée même de la profession il était possible pour les gros personnages de la corporation d'écarter ceux qui n'avaient point le don de leur plaire.

1. Chambre des députés, 14 novembre 1913, discours de M. Clémentel, ministre de l'Agriculture.

Supprimant les contraintes et proclamant la liberté, la révolution française a renversé cet édifice artificiel. La lutte se transportait sur un autre terrain et pour assurer la protection des appellations d'origine certains fabricants, car c'est des produits industriels qu'il était alors principalement question, s'adressèrent au pouvoir pour en obtenir des textes réglementaires. Ainsi les couteliers de Thiers, sur le rapport de Chaptal, obtinrent un arrêt du 23 Nivôse an XI leur garantissant la possession exclusive d'une marque collective avec un poinçon spécial ; un arrêté du 7 Germinal an XI consacra le droit à la dénomination d'origine pour la bonneterie d'Orléans, un autre du 23 juillet 1810 concernait les draps de Louviers ; le décret du 22 décembre 1812 punissait d'une amende de mille francs « tout particulier établi dans une autre ville que Marseille qui versera dans le commerce des savons revêtus de la marque spéciale à cette ville ».

Il s'agissait en somme, comme on le voit, dans ces textes divers de la protection seulement de « marques de fabrique » collectives, et c'est aussi de marques industrielles que s'occupait la loi du 22 Germinal an XI qui demeura, en fait, inappliquée, à cause de sa rédaction défectueuse et de son extrême sévérité.

LA LOI DE 1824 ET LA JURISPRUDENCE

Le premier texte législatif sur lequel il est utile de s'arrêter est la loi du 28 juillet 1824 « relative aux altérations ou suppositions de noms dans les produits fabriqués ». Ce texte est resté capital jusqu'à la loi du 6 mai 1919 ; c'est lui qui pendant près d'un siècle a protégé d'une façon parfois efficace, mais avec une portée restreinte, les appellations d'origine.

L'article 1^{er} de la loi de 1824, le seul intéressant est ainsi conçu :

« Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, au enfin *le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication*, sera puni des peines portées en l'article 423 du Code pénal (1), sans préjudice des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés ».

Dans le rapport présenté à la Chambre des Pairs par le compte Chaptal, on lit le passage suivant ;

« Ces dispositions sont justes, elles sont nécessaires. Elles sont justes en ce qu'elles donnent une garantie à la propriété industrielle. Je dis propriété et en est-il de plus sacrée que le nom d'un fabricant... ce que je dis ici des individus je le dirai des villes où des fabricants sont parvenus à créer des genres d'industrie...

« Le nom d'un fabricant devenu célèbre, de même que celui d'une ville qui a créé un genre d'industrie connu et réputé dans toutes les parties du monde sont donc plus qu'une propriété privée, ils forment une propriété publique et nationale ».

Il fut admis dans l'application première de la loi 1824 que sa protection n'était due qu'aux produits de l'industrie manufacturière, qu'elle ne devait point s'appliquer aux produits de l'agriculture ou des industries extractives. Les

1. La loi du 1^{er} août 1905 (art. 14 et 15) a abrogé l'art. 423 du Code pénal et substitué les dispositions pénales de son article 1^{er} aux pénalités de l'art. 423 C. P. dans l'application de la loi de 1824.

travaux préparatoires, les déclarations comme celle du compte Chaptal qui vient d'être citée, les expressions de la loi « nom du fabricant », « raison commerciale d'une fabrique », « lieu autre que celui de la fabrication » paraissent bien justifier cette opinion.

Pour remédier à cette étroitesse de la loi, des auteurs cherchèrent un critérium qui pourrait guider les Tribunaux vers une extension, la plus large possible, du sens du terme « fabrication ». Dans son *Traité des marques de fabrique et de la concurrence déloyale* (n^{os} 423, 424) M. Pouillet a poussé cette tendance à l'extrême ; il affirme que l'expression « objet fabriqué » désigne « toutes choses que produit l'activité humaine dans son acception la plus étendue » ; il soutient aussi qu'en présence des dispositions formelles de l'article 20 de la loi du 23 juin 1857 les produits agricoles sans exception doivent être compris dans ces expressions : objets fabriqués : « la loi de 1857 qui a incontestablement pour objet de compléter la loi de 1824, dit-il, vaut tout au moins sur ce point comme interprétation. »

L'argument n'est pas décisif car, comme l'a fait remarquer M. Lyon-Caen (1), ces deux lois, ayant des objets différents, l'une visant la marque de fabrique, l'autre le nom commercial, ne sauraient se compléter l'une l'autre.

La Cour de cassation n'a consenti à appliquer les dispositions de la loi de 1824 à des produits du sol que d'une façon exceptionnelle, à une époque très récente, et comme par ricochet, en se basant, comme nous le verrons un peu plus loin, sur les termes de la loi du 1^{er} juillet 1906 et des conventions internationales de Paris, 20 mars 1883 et Washington, 2 juin 1911. La jurisprudence jusqu'alors n'avait accordé la protection de la loi, quant au nom d'origine, qu'aux pro-

1. Syrey, 82-2-201, note.

duits qu'elle pouvait considérer comme « fabriqués » à cause des manipulations importantes qu'ils avaient subies.

C'est aux produits vinicoles que profitèrent très principalement ces considérations et c'est une jurisprudence vraiment assez intéressante pour qu'au moment du retour à la protection judiciaire des appellations d'origine, il soit utile d'en rapporter les plus importantes étapes :

Le 12 juillet 1845, la Chambre criminelle de la Cour de cassation, statuant sur une poursuite intentée contre les marchands de vins mousseux de Touraine qui avaient apposé sur les bouchons de bouteille le nom de « Veuve Cliquot » et ceux de « Ay » ou « Verzy », estima qu'il y avait là une usurpation de nom, sur des produits rentrant dans la classe des produits fabriqués ou manufacturés, tombant sous le coup de la loi du 28 juillet 1824 (1).

Le 8 juin 1847 la Chambre des Requêtes décida que les propriétaires et les vignerons ont droit à la protection de cette loi pour les produits de leur récolte et que les propriétaires d'un cru réputé ont *seuls* mais aussi qu'ils ont *tous* le droit de marquer les vaisseaux contenant leurs vins par une estampille qui rappelle ce cru, c'est-à-dire, le lieu où le raisin est récolté (2).

Le 4 mars 1870 la Cours d'Angers faisant l'application de ces principes, a jugé que les propriétaires des vignobles d'un cru réputé (Ay, Verzy, Sillery) et les négociants qui justifient être les acquéreurs habituels des produits de ces vignobles sont recevables à réclamer contre l'emploi abusif que des négociants d'une autre contrée font du nom de ce vin pour faciliter le placement de produits d'une origine différente (Anjou).

Le 19 juillet 1887, la Cours d'Angers jugea que l'appel-

1. D. 45. 1. 327.

2. D. 47. 1. 164.

lation Champagne devait être exclusivement réservée aux vins de provenance et de fabrication champenoises.

Le 11 avril 1889, la même Cour décidait que l'indication frauduleuse du mot Champagne pour du vin qui n'avait pas été fabriqué et récolté en Champagne constituait le délit prévu par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 ; elle estimait qu'il fallait entendre par Champagne ou vin de Champagne le vin tout à la fois récolté et fabriqué en Champagne, ancienne province de France géographiquement déterminée et dont les limites ne sauraient être étendues ni restreintes.

La Cour de cassation, saisie du pourvoi contre cet arrêt proclamait le 26 juillet 1889 (1) que « le mot Champagne n'est pas tombé dans le domaine public et ne s'applique qu'au vin récolté dans la province de France qui porte ce nom. » Le 18 novembre 1892 la Cour de Paris a confirmé un jugement du Tribunal de commerce de Reims du 17 juillet 1891 contenant le considérant suivant : « Attendu dès lors que la désignation « Champagne » ou « vin de Champagne » n'étant pas tombée dans le domaine public ne peut s'appliquer à des vins mousseux non champenois ; qu'il importe peu que des fabricants, même de la Marne , aient fait entrer dans leurs cuvées des vins par eux achetés ailleurs que dans l'ancienne province de Champagne, ni que des vins mousseux fabriqués à l'étranger soient vendus sous le nom de Champagne ; qu'en effet un abus ne saurait en justifier un autre. »

On peut citer encore notamment : Bordeaux 26 juillet 1885 (Ann. 85-346), Cour de Besançon, 9 mars 1910 (Ann. 1919, art 4912).

La même solution est intervenue pour les eaux-de-vie et spiritueux en général (Tribunal Bordeaux, 19 novembre 1906), pour le Cognac (Douai, 18 mars 1900, Ann. 1900-177).

La dénomination d'origine a été protégée aussi pour les

1. D. 90. 1. 239.

fromages (Roquefort) (Trib. Seine, 21 juillet 1904, Ann. 1903-88 ; Trib. Lyon, 4 juin 1911 Ann. 1911, art. 568), pour les cafés même (C. de Paris, 13 juillet 1887 Ann. 88-99).

Pour tous ces produits on peut à la rigueur faire intervenir l'idée de fabrication qui permet d'appliquer la loi de 1824. Dans ces dernières années la Cour de cassation paraissait décidée à étendre le bénéfice de la loi à des produits purement naturels.

Dans un arrêt de la Cour de cassation du 3 mai 1913 (D. P. 1916. 1. 80.) on lit en effet : « Attendu que l'arrêt attaqué déclare la Société demanderesse non recevable à invoquer la loi du 28 juillet 1824, motif pris de ce que les eaux minérales de Vittel sont des eaux naturelles et de ce que cette loi ne protégerait que des objets ou produits fabriqués contre d'autres objets fabriqués ; mais attendu que la loi du 1^{er} juillet 1906 autorise les Français à revendiquer en France l'application des dispositions de la convention internationale pour la protection de la propriété industrielle signée à Paris le 20 mars 1883, ainsi que des arrangements, actes additionnels et protocoles de clôtures qui ont modifié ladite convention ; que, d'autre part, le protocole de clôture de ladite convention porte que les mots « propriété industrielle » doivent être entendus dans leur acception la plus large, en ce sens qu'ils s'appliquent non seulement aux produits de l'industrie proprement dite, mais également aux produits de l'agriculture (vins, grains, fruits, bestiaux etc.) et aux produits minéraux livrés au commerce (eaux minérales, etc. .) ; attendu qu'en vertu de ces dispositions légales, la protection du nom du produit établie par la loi du 28 juillet 1824 se trouve étendue aux eaux minérales naturelles et que, par conséquent, en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a méconnu lesdites dispositions... »

Plus récemment, dans une affaire qui concernait encore les eaux minérales, la Chambre civile de la Cour de cassation, par un arrêt du 9 décembre 1918(1), a fait sienne la jurisprudence établie par la Chambre criminelle en 1913.

La convention de Paris du 20 mars 1883, comme la convention de Washington du 2 juin 1911 qui l'a modifiée, étend un texte protégeant la *propriété industrielle* aux industries agricoles et extractives. Était-il très légitime d'en conclure, pour l'application de la loi du 1^{er} juillet 1906 et, par conséquence, de la loi du 28 juillet 1824, qu'on pourra donner la même extension aux termes *produits fabriqués* ?

La question est douteuse.

INSUFFISANCE DE LA LOI 1824

En tous cas, malgré l'extension, ou restreinte, ou peut-être précaire, apportée par la jurisprudence aux dispositions de la loi de 1824, cette loi qui, durant de si longues années était comme l'assise même de la protection des appellations d'origine, mérite bien en réalité les deux grands reproches qui lui ont été adressés et que résumait très clairement M. Jénouvrier dans son rapport au Sénat :

1^o Elle ne protège d'une façon certaine que les objets fabriqués ; elle laisse sans défense les produits purement naturels, ceux qui sont simplement détachés du sol ou des végétaux : les fruits, les graines, les plantes elles-mêmes ; les produits extraits des mines ou des carrières ; les produits de la pêche ou de l'élevage. Parmi ces produits il en est un grand nombre qui, grâce à une culture plus scientifique, aux caractères géologiques du terrain, à des soins particuliers, à des précédés plus perfectionnés, ont obtenu une renommée très spéciale, une valeur très grande. On

1. *Gazette du Palais*, 22 janvier 1919.

pourrait citer comme exemples dans ces différents ordres d'idée les prunes d'Agen, les truffes du Périgord, les asperges d'Argenteuil, les chasselas de Fontainebleau ; les granits des Vosges, les marbres des Pyrénées ; les huîtres d'Arcachon, de Cancale, de Marennes ; les chevaux du Perche, les ânes et mulets du Poitou, les poulardes du Mans... etc., etc.

L'application du nom d'origine de ces produits, à des produits d'origine différente n'est pas réprimée par la loi de 1824.

2° La loi de 1824 ne prévoit que la juridiction correctionnelle. Et pourtant une dénomination d'origine ne peut-elle pas, en dehors de toute idée de mauvaise foi, être employée hors du périmètre précis que peut désigner le terme géographique. Des lieux de fabrication, de production, très précis et très déterminés tout d'abord par leurs limites, ont souvent, sous la poussée du progrès économique, franchi ces anciennes limites ; des productions se sont installées dans des lieux voisins limitrophes ; elles sont comme des annexes ou comme l'extension de la production première étroitement limitée ; n'ont-elles pas droit à l'appellation d'origine, selon des usages locaux loyaux et constants ? Va-t-on soumettre les litiges que la question peut faire naître à la juridiction correctionnelle, à la juridiction des délits, toujours douloureuse quelle que soit l'issue de l'affaire. En l'absence de toute manœuvre frauduleuse, les tribunaux civils ne devraient-ils pas être exclusivement saisis ?

LES LOIS SPÉCIALES

On a peut-être cru protéger le droit sur les appellations d'origine des produits de toute nature par la loi du 23 juin

1857 sur les marques de fabrique et de commerce qui a pris soin de préciser, en son article 20, que toutes ses dispositions sont applicables « aux vins, eaux-de-vie et autres boissons, aux bestiaux, grains, farines et généralement à tous les produits de l'agriculture ».

Mais l'emploi de la marque est relativement compliqué, il oblige, pour bénéficier des effets de la loi de 1857, à un dépôt dont la garantie n'a qu'une durée restreinte s'il n'est renouvelé ; et surtout, vice fondamental, la loi de 1857 ne pouvait pas s'appliquer aux produits d'origine désignés par la seule désignation géographique ; parce que ce qui distingue la marque c'est la spécialité et la nouveauté, c'est-à-dire le contraire même des caractères généraux des produits d'origine.

Cependant, durant une trentaine d'années, on ne relève dans ce domaine d'idées aucun effort législatif. Dans les années suivantes au contraire, l'activité parlementaire est abondante en la matière, mais tout d'abord comme dispersée et sans vue d'ensemble. Il faut citer toute une série de lois spéciales, ou d'articles à visée spéciale insérés dans les lois de finances ou les lois douanières :

C'est l'article 19 de la loi du 23 juin 1857 ; l'article 13 de la loi du 11 janvier 1892 qui interdit l'importation et le transit de tous produits étrangers naturels ou fabriqués, portant un nom, un signe ou une marque susceptible de faire croire qu'ils sont d'origine française (1).

La loi du 1^{er} février 1899 dont l'article 2 prohibe à l'entrée, exclue de l'entrepôt, du transit et de la circulation tous vins étrangers ne portant pas sur les récipients une marque indélébile indicatrice du pays d'origine (2).

1. Voir II^e partie.

2. *Idem*.

La loi du 31 mars 1903 (art. 23) qui indique le procédé de délivrance des acquits d'origine (acquits blancs aux eaux-de-vie).

La loi du 6 août 1903 (art. 25) sur les acquits blancs s'appliquant aux eaux-de-vie et alcools naturels.

La loi du 15 juillet 1907 portant obligation de locaux séparés pour les produits bénéficiant de l'acquit blanc.

La loi du 11 juillet 1906 sur les conserves de sardines, de légumes et prunes étrangères qui oblige à mettre sur les boîtes une marque estampée d'origine (1).

La loi du 28 juin 1913 qui rend les dispositions de la loi du 11 juillet 1906 applicables à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France (2).

Il faut noter aussi les accords internationaux :

Convention de Paris du 20 mars 1883 sur la protection industrielle, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, puis à Washington le 2 juin 1911 ; concernant plus spécialement les indications d'origine : l'arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé également à Washington en 1911 (3).

LOI DU 1^{er} AOÛT 1903. — DÉCRETS DE DÉLIMITATION

J'ai laissé hors de l'énumération de cette législation copieuse la loi du 1^{er} août 1903 à laquelle il est indispensable de s'arrêter parce qu'elle est d'une portée générale, d'une importance extrême ; parce que c'est cette loi, complétée en 1908, et les mesures prises pour son exécution qui ont établi le régime de la protection administrative, et que cette loi est bien le point de départ réel de l'expérience

1. Voir II^e partie.

2. *Idem.*

3. Voir III^e partie : Législation internationale.

qui devait aboutir au vote de la loi du 6 mai 1919 dont cette expérience avait rendu les réformes nécessaires.

La loi de 1905 porte en son article premier.

« Quiconque aura tenté de tromper le contractant : Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toute marchandise ;

Soit sur leur espèce *ou leur origine*, lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées devra être considérée comme la cause principale de la vente ».

Pour la première fois les termes « origine des produits » figuraient dans un texte législatif avec une portée générale. Mais cette loi de 1905 ne visait pourtant pas l'origine en elle-même, elle ne donnait pas à cette origine, prise à sa source si l'on peut dire, une valeur législative, elle ne la considérait point en tant que propriété. Ce qu'elle visait, sur ce point de l'origine évoqué au sein de textes très complets sur les fraudes et falsifications (1), c'était la tromperie, c'était la protection de l'acheteur.

C'est le moment d'indiquer en quelques mots une distinction sur laquelle il faudra revenir, une distinction générale très nette et très nécessaire, souvent perdue de vue, au grand détriment de la clarté, au cours des débats sur le texte de la loi du 6 mai 1919.

La protection des appellations d'origine a deux domaines, elle doit s'envisager sous deux aspects : 1° domaine des producteurs, domaine de la propriété collective ; 2° domaine des transactions, de l'acheteur, de la tromperie.

A la lumière de cette grande classification le sujet s'éclaire et les droits qu'il s'agit de protéger viennent se

1. Sur la législation générale des Fraudes et Falsifications, voir Xaxier de Borssat ; *Législation et Jurisprudence nouvelles sur les Fraudes et Falsifications* (Marchal et Billard).

ranger tout naturellement dans ces deux cadres voisins, avec leurs caractères distinctifs, comme les actions qui les doivent sanctionner. On évite ainsi particulièrement la confusion entre la question de propriété et la question de délit, entre la juridiction civile et la juridiction correctionnelle, entre la bonne et la mauvaise foi.

Mais pour que tous les intérêts soient sauvegardés, pour que la protection des appellations d'origine soit assurée d'une façon intégrale, il est indispensable que ces catégories juridiques soient toutes deux reconnues et réglementées par la loi. La loi de 1903 n'en envisage qu'une seule ; elle permet simplement de poursuivre celui qui aura trompé l'acheteur ; elle est faite en faveur de l'acheteur contre le vendeur de mauvaise foi, mais elle ne protège pas les appellations d'origine au regard des producteurs divers et entre eux ; elle n'affirme pas, sur ces appellations, le droit collectif de propriété.

On s'est bien rendu compte que pour que le mot « origine » pût servir de base certaine à des poursuites correctionnelles, serait-ce même à de simples demandes de dommages-intérêts, il était nécessaire que l'appellation d'origine reposât sur un principe bien déterminé, qu'il fût possible de dire d'une façon exacte où le produit mis en vente avait dû naître pour porter légitimement l'appellation d'origine.

On pensa trouver le droit et le moyen d'établir de telles définitions dans la loi de 1903 elle-même, en son article 11 qui porte qu'« Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne : 1^o... ; 2^o Des inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit *l'origine* des marchandises, soit les *appellations générales* et de crus particuliers que les

acheteurs pourraient exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ».

C'est en vertu de ce texte que le ministre de l'Agriculture, voulant faire réglementer « les appellations régionales et de crus particuliers », s'adressa au Conseil d'Etat et lui exposa qu'un tel règlement lui incombait en vertu de l'article 11 de la loi, et qu'il ne pouvait être établi qu'au moyen d'une délimitation préalable des régions intéressées.

Or, le Conseil d'Etat, malgré des interventions parlementaires passionnées et les sollicitations les plus pressantes, se refusa catégoriquement à rendre des décrets de délimitation ; il estima qu'en procédant à une telle œuvre, c'est-à-dire en accordant aux uns et en refusant aux autres le droit de donner à leurs produits une appellation d'origine, il statuerait sur des questions de propriété et qu'il sortirait ainsi complètement de ses attributions ; il persista dans cette attitude malgré le vote par les Chambres de résolutions qui, pensait-il, ne pouvaient lui donner la compétence qui lui faisait défaut.

On s'est décidé alors à contraindre le Conseil d'Etat à rendre des décrets de délimitation et, dans ce but, M. Caze-neuve déposa une proposition de loi qui devint la loi du 5 août 1908 qui ajoutait à l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 énumérant les matières sur lesquelles il serait statué par des règlements d'administration publique :

« La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux ; les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation ; les caractères qui les rendent impropres à la consommation ;

la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenance des produits ».

Cette délimitation, ajoutait la loi, « sera faite en prenant pour base les usages locaux constants ».

On s'acheminait ainsi vers une nouvelle définition des appellations d'origine reposant sur l'usage et l'habitude constatés par des règlements administratifs ; le gouvernement allait s'efforcer de fournir aux tribunaux une base précise d'application de la loi sur les fraudes, en même temps qu'il donnait aux producteurs un moyen de se protéger contre la concurrence déloyale que la loi de 1824 ne leur procurait pas. Le souci d'assurer à l'étranger la protection de nos produits français dont le nom d'origine est synonyme de valeur et garant du succès commercial, protection qui nécessitait tout d'abord une définition et une garantie intérieures, n'était pas non plus étranger à ses préoccupations et à son désir énergique d'aboutir.

Le Conseil d'Etat devant un texte aussi précis ne pouvait maintenir plus longtemps son refus.

Une série de décrets, pris en application de la loi de 1908, vinrent délimiter les régions au sein desquelles pouvait être employée l'appellation d'origine de certains produits.

Ce sont les décrets : (1)

Du 17 décembre 1908 délimitant les territoires auxquels serait exclusivement réservée l'appellation d'origine « Champagne ».

Du 1^{er} mai 1909 délimitant la région ayant pour ses eaux-de-vie un droit exclusif à la dénomination de « Cognac ».

1. Voir annexe à la I^{re} partie, les textes de ces décrets qui conservent un intérêt du fait que l'article 24 de la loi du 6 mai 1919 permet aux producteurs de les invoquer à titre de présomption légale en tant qu'ils leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Du 25 mai 1909 délimitant la région d'Armagnac, Bas-Armagnac, Ténarèze, Haut-Armagnac.

Du 18 septembre 1909 délimitant les territoires dont les vins ont un droit exclusif à la dénomination « Banyuls. »

Du 21 avril 1910 pour la dénomination « Clairette de Die ».

Du 18 février 1911 délimitant la région ayant pour ses vins un droit exclusif à l'appellation « Bordeaux ».

Du 7 juin 1911 désignant les territoires constituant une région dénommée « Champagne deuxième zone » distincte de la région « Champagne » délimitée par le décret du 17 décembre 1908 et seule soumise au régime de la loi du 10 février 1911 (1).

Il faut ajouter, à côté de ces décrets, la loi du 10 février 1911 fixant les mesures à prendre dans la région délimitée pour garantir l'origine des vins de Champagne (2).

Ces règlements ont été rédigés, bien entendu, après qu'il fut procédé à des informations et des enquêtes nombreuses, après aussi de multiples démarches engagées de leur propre mouvement.

La tâche de l'administration, il faut très sincèrement le reconnaître, était extrêmement ardue et terriblement ingrate, et je crois qu'il n'est pas excessif de dire qu'en certains cas les intéressés, les plus influents, ont fait montre de conceptions à courte vue, et qu'ils ont obéi à des mobiles d'un particularisme un peu étroit. Telle région délimitée selon leurs vœux par exemple serait devenue absolument incapable de fournir à la consommation étrangère les quantités qu'elle réclame, alors qu'aux limites

1. Cette délimitation et l'appellation « Champagne 2^e zone » ont toujours été repoussées par les intéressés.

2. La loi du 6 mai 1919 a abrogé la loi du 10 février 1911, mais elle en a repris les dispositions dans les articles 16 et 17. Voir page 43.

mêmes de cet enclos privilégié et dans la province même dont le nom constitue l'appellation d'origine, la production fournit des produits semblables à l'extrême, sinon identiques. Il en résulterait au total une diminution notable des avantages économiques que pourrait retirer le pays de la renommée de ses produits couverts par une appellation d'origine fameuse, sans qu'il soit question évidemment de laisser amoindrir cette renommée par l'écoulement de produits de qualité médiocre, de nature différente de celle que la consommation veut trouver sous l'appellation d'origine.

D'autre part, selon la remarque faite par M. Pams, alors ministre de l'Agriculture, à la commission du Sénat, on est parti de ce principe qu'on ne devait faire qu'un bloc de la délimitation ; en sorte que, pour éviter d'avoir des îlots viticoles séparés, on a été amené à rejoindre les deux bouts du trait de délimitation et à incorporer dans la région ainsi bornée des communes qui n'étaient nullement viticoles.

Quoi qu'il en soit, si l'on met à part la délimitation du Cognac, les grandes délimitations administratives jetèrent dans le pays un trouble considérable. Le Gouvernement fût fréquemment accusé de se laisser influencer par des considérations étrangères à la justice ; multiples furent, au parlement comme dans le pays, ceux qui jugèrent que les décrets rendus administrativement l'avaient été après des enquêtes mal dirigées et dans un esprit d'interprétation arbitraire des usages locaux et constants. Les démarches, les interpellations se multiplièrent, l'Aube se dressa contre la Marne ; des communes, des parties de communes entrèrent en guerre les unes contre les autres, des troubles se produisirent, de côtés et d'autres, souvent fort graves.

La responsabilité du gouvernement paraissait lourde et

c'était bien lui le seul responsable en dernière analyse puisqu'il avait décrété seul, après avis du Conseil d'Etat. Aussi le Gouvernement songea-t-il à se décharger de cette responsabilité sur le Conseil d'Etat lui-même ?

« J'ai immédiatement pensé, disait M. Monis, président du Conseil, à ouvrir aux deux parties en litige l'accès d'un grand tribunal... la juridiction chargée de trancher cette question présente de telles garanties d'impartialité...

Le Gouvernement s'interdit toute espèce de discussion ou de direction dans cette affaire ; les juges seront laissés maîtres souverains de leur décision... C'est donc un tribunal souverain qui se prononce. »

L'erreur était fondamentale qui voulait, par la voie gouvernementale, faire du Conseil d'Etat l'arbitre souverain du droit de propriété sur les appellations d'origine ; elle fut rectifiée par M. Raymond Poincaré : « Le Conseil d'Etat n'est pas un tribunal dans l'espèce », disait-il ; elle fut du reste immédiatement reconnue par le président du Conseil qui déclara : « Nous sommes d'accord, le Conseil d'Etat sera libre de donner l'avis qu'il voudra. Quand cet avis sera donné, j'assumerai toute la responsabilité des décisions que j'aurai à prendre ».

Les décrets administratifs allaient-ils être revisés et ne seraient-ils plus par suite considérés que comme des mesures provisoires, à la merci d'une poussée d'opinion ?

Le seul résultat de cette tentative fut le décret du 7 juin 1911 faisant entrer le département de l'Aube dans la Champagne délimitée, mais dans une Champagne « deuxième zone », décret qui ne contenta personne et ne souleva que des protestations.

Des efforts furent également faits pour faire prendre par la Chambre des décisions en la matière ; mais le Parlement ne doit pas entrer dans l'appréciation d'une

question judiciaire et l'établissement d'une « délimitation parlementaire » ne saurait que renouveler, avec plus de flottement et de passion, les difficultés dont on avait tant souffert, et qu'à les aggraver.

L'idée s'était fait jour déjà du retour à la protection judiciaire, protection étendue, précisée et munie de pouvoirs nettement définis ; après l'expérience malheureuse de la protection administrative elle devait rallier facilement des partisans nombreux.

Au cours d'une des multiples interpellations qui ne tarissaient pas sur le sujet, M. Pams, ministre de l'Agriculture, s'écriait le 13 juin 1911 :

« Nous ne pouvons pas rester dans cette équivoque, il n'est pas possible de laisser l'administratif régler des questions de délimitation, il n'y a en réalité qu'une juridiction définitive, reconnue par tous les Français, qui juge en fait et en droit, les cas d'espèces et de propriété : le tribunal et, derrière lui, la Cour de cassation. Il faut que la Cour de cassation rende des décisions régulatrices et tranche définitivement la question. »

C'était l'aurore de la loi du 6 mai 1919 avec déjà l'idée définie de préciser nettement les pouvoirs conférés à la Cour de cassation.

LA LOI DU 6 MAI 1919. — SON PLAN GÉNÉRAL

M. Pams, au nom du Gouvernement ; déposa le 30 juin 1911 sur le bureau de la Chambre des députés un « Projet de loi ayant pour objet la protection des appellations d'origine ». Un premier rapport fut déposé le 7 juillet 1911 par M. Fernand David puis, celui-ci étant devenu ministre, le travail fut repris M. Dariac qui, pénétré de l'importance et

de la délicatesse de la tâche, y déploya une activité et une conscience remarquables. Après s'être livré à de nombreux travaux de documentation, M. Dariac déposait un premier rapport le 8 juillet 1912 ; il dut par la suite déposer des rapports supplémentaires, motivés par l'intervention de groupements intéressés qui firent adopter, par la commission, des modifications au texte primitivement établi ; il fut tenu compte particulièrement de « l'accord de Bordeaux » conclu aux dates des 17 et 18 septembre 1913 par les représentants de divers groupements de négociants et de viticulteurs de la Gironde, accord auquel acquiesça ensuite le Syndicat national du commerce en gros des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France.

La discussion s'ouvrit devant la Chambre à la première séance du 13 novembre 1913, elle se poursuivit aux séances des 11, 20, 24 et 27 novembre, date à laquelle fut voté l'ensemble du projet de loi.

Le Sénat fut saisi du projet le 17 novembre 1913 et il lui fût distribué le 3 juillet 1911 un rapport très étudié de M. Jénouvrier, rapport que la commission avait adopté à l'unanimité de ses membres.

La guerre survint et le projet ne fut remis en discussion devant le Sénat que le 27 février 1919. M. Clémentel, devenu ministre du Commerce, exposa la nécessité qu'il y avait d'assurer sans plus attendre la protection intérieure des appellations d'origine afin de faire introduire dans le texte du prochain traité de paix les clauses garantissant cette même protection chez les nations étrangères (1), et le projet fut adopté à cette même séance. Ce projet qui avait apporté des modifications au texte adopté par la Chambre en 1913 fut présenté à la Chambre par M. Victor Boret, ministre de l'Agric-

1. Voir III^e partie.

culture et du Ravitaillement, il vint en discussion sur rapports de M. Dariac au nom de la commission de l'agriculture, puis de M. Paisant au nom de la commission de la législation civile et criminelle, dans la deuxième séance du 19 avril et la première séance du 24 avril 1919. Ce même jour, 24 avril, le Sénat votait le projet sur rapport de M. Servant et la Chambre le votait définitivement à son tour dans sa séance de l'après-midi.

* * *

L'exposé des motifs du projet de loi du 30 juin 1911 reste juste après les vicissitudes et les modifications que ce projet a subies au creuset parlementaire :

« Le but à atteindre est d'assurer, aussi rigoureusement que possible, la protection des appellations d'origine, c'est-à-dire de défendre les producteurs de toute région intéressée contre des usurpations de nom qui les ruinent, et, en même temps, de protéger l'acheteur contre les tromperies concernant l'origine des produits, lorsque l'origine de ceux-ci est la cause principale de la vente. Au régime des délimitations réglementaires, que l'expérience nous contraint d'abandonner, doit succéder un ensemble de mesures qui tendent aux mêmes fins par des voies différentes et dont le caractère essentiel est de faciliter aux producteurs et négociants, individuellement ou groupés dans leurs syndicats, la défense de leurs intérêts légitimes concernant la propriété collective des dénominations géographiques de provenance des produits. »

Il faut relever seulement dans cette définition générale, reproduite plus tard par des circulaires administratives (1)

1. Circulaire du 6 juin 1919 du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, voir annexe à la I^{re} partie.

que la protection de l'acheteur contre les tromperies concernant l'origine des produits « lorsque l'origine de ceux-ci est la cause principale de la vente », est assurée déjà et continue d'être assurée par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Remarquons aussi en passant, et j'y insisterai, lors du commentaire de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919 (1), que si dans cette loi, les mots « nature » et « qualités substantielles » ont été supprimés après d'abondantes discussions, ils figurent toujours en propres termes dans la loi du 1^{er} août 1905 assurant la protection de l'acheteur contre les tromperies possibles.

C'est bien l'occasion de rappeler la distinction nécessaire dont j'ai parlé déjà plus haut (2) entre les deux aspects, tous les deux indispensables, de la protection des appellations d'origine : protection visant les rapports des producteurs entre eux, protection visant les relations de l'acheteur et du vendeur.

L'innovation capitale de la loi du 6 mai 1919 est précisément d'assurer aux producteurs de produits naturels une protection contre la fraude, protection qui jusqu'alors leur avait fait presque complètement défaut.

La loi de 1824, on l'a vu, n'avait pas, malgré les efforts de la jurisprudence, une portée générale ; la loi du 1^{er} août 1905 et ses décrets d'application n'avaient établi le régime de la protection administrative que pour quelques produits et ce régime se trouvait condamné après une expérience qui en avait fait ressortir et l'instabilité et les dangers : l'article 1382 du Code civil restait d'un maniement trop rare et trop délicat. Le texte législatif nouveau devait

1. Voir p. 60 et suiv.

2. Voir p. 24.

apporter aux producteurs l'arme indispensable pour défendre leurs légitimes intérêts et la loyauté de leurs produits.

La distinction nécessaire, la distinction essentielle dont il s'agit, a été établie par le rapport Jénouvrier au Sénat (3 juillet 1914) et elle a été définie lors du rapport Paisant à la Chambre des députés, rapport annexé au procès-verbal de la deuxième séance du 19 avril 1919 et qui s'explique ainsi :

« Il fallait trouver aux produits d'origine un statut qui ne fût critiqué par personne et qui donnât aux appellations contestées la force d'une jurisprudence qui ne le fût pas. C'est dans ces conditions que toute la première partie du projet de loi qui vous est soumis trace les règles d'une procédure purement contentieuse qui, poussée ou pouvant l'être jusqu'à la Cour de cassation tranche définitivement, sans condamnation pénale et sans dommages-intérêts, la question de propriété de l'appellation d'origine.

Une de ces appellations est-elle prise ? Toute personne, tout syndicat ou association ayant un intérêt direct ou indirect a une action devant le Tribunal du lieu d'origine du produit contesté et peut mener cette action, toujours susceptible d'intervention, jusqu'à la Cour de cassation qui statue définitivement au fond et en tout état de cause.

Alors, mais alors seulement, s'ouvre la question pénale, et la responsabilité proprement dite ; nous entrons dans le droit commun ; mais jusque-là la question de principe est seule en jeu et la bonne foi est présumée. »

Ainsi se trouve nettement tracées la portée et la ligne de démarcation des actions civile et correctionnelle dont les conséquences sont détaillées plus loin dans le commentaire des textes (1).

1. Voir p. 43, etc.

La loi nouvelle devait en quelque sorte « codifier » ou mieux réunir en un texte général les dispositions législatives concernant la protection des appellations d'origine ; le renvoi à la loi de 1824, proposé d'abord, fut supprimé au cours des débats ; elle devait assurer la protection des produits naturels comme des produits fabriqués ; elle devait être à la fois, pour les premiers tout au moins, une loi de désaisissement et une loi de revision, selon les termes de M. Clémentel : Désaisissement : l'autorité administrative se voyait enlever la possession des litiges pour qu'ils fussent rendus aux tribunaux de droit commun ; revision : l'obstacle légal absolu qui s'opposait à toute revendication est renversé ; mais à ceux qui avaient obtenu le bénéfice de délimitations administratives on maintient la jouissance des dispositions de ces décrets à titre de présomption légale pour le droit à l'appellation d'origine (1). La porte est par ailleurs largement ouverte à toutes les légitimes prétentions comme à toute protestation qui jugerait l'une de ces prétentions illégitime.

Ce retour à la protection judiciaire, cette réforme essentielle n'est-elle pas raisonnable ? Les questions d'appellation d'origine ne sont pas des questions d'administration, mais des questions de droit. Ce sont des questions de droit et des questions d'espèces et il n'est pas mauvais non plus que la politique en soit désormais bannie.

Les grandes innovations de la loi du 6 mai 1919 portent sur les points suivants :

Pouvoirs de la Cour de cassation (2).

Effets généraux des jugements et arrêts (3).

1. Voir commentaires de l'art. 24.

2. Voir table analytique des matières.

3. *Idem.*

Prescription acquisitive sur les appellations concernant les eaux-de-vie et le Champagne (1).

Extension des droits d'action et d'intervention pour les syndicats et associations (2).

Etablissement du contrôle quantitatif (3).

Réciprocité éventuelle de certaines dispositions de la loi au point de vue international (4).

* * *

Les articles de la loi seront étudiés et commentés, avec des références aux travaux parlementaires qui pourront le cas échéant et comme il est utile bien souvent, éclairer les intéressés, la jurisprudence et l'administration même sur les intentions du législateur.

Cette étude sera suivie des documents administratifs concernant l'application de la loi (5), du texte et du commentaire des lois spéciales (6), des arrangements internationaux (7) et des clauses des traités de paix de 1919 (8), concernant la protection des appellations d'origine ; enfin des résultats d'une vaste enquête faite au lendemain du vote de la loi, et qui constituera une documentation très autorisée pour l'étude et la solution des litiges éventuels, auprès des principaux groupements de producteurs de l'agriculture et de l'industrie employant une dénomination d'origine réputée (9).

1. Il est difficilement explicable que la portée de ces dispositions soit restreinte à ces seuls produits. Voir commentaires des art. 15 et 17.

2. Voir page 63.

3 et 4. Voir commentaires de l'art. 12.

5. Voir annexe à la I^{re} partie.

6. Voir II^e partie.

7 et 8. Voir III^e partie.

9. Voir annexe en fin du volume.

J'ai peut-être écourté quelque peu l'exposé de cet historique et de ces considérations générales, m'étant fixé le but et donné l'ambition que cet ouvrage serait empreint d'un caractère véritablement pratique. En abordant l'étude détaillée de tous les textes qui concernent la matière que j'ai voulu traiter, j'exprime le vœu, le vœu unanime que la confiance avec laquelle on a remis entre les mains du pouvoir judiciaire la protection des appellations d'origine soit, dans un avenir prochain, complètement justifiée.

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DU 6 MAI 1919.

TEXTE DE LA LOI

Loi relative à la protection des appellations d'origine.

ACTIONS CIVILES

ART. 1^{er}. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

ART. 2. — L'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 3. — Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales, de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du tribunal saisi, une note succincte indiquant ses noms, prénoms, profession et domicile, les noms, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours après la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

ART. 4. — Toute personne, tout syndicat et association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier pourra intervenir dans l'instance.

ART. 5. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la Cour que quinze jours après ces insertions.

ART. 6. — Les arrêts de la Cour d'appel pourront être déferés à la Cour de cassation.

En cas de pourvoi devant la Cour de cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article premier.

Le pourvoi sera suspensif.

ART. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

ACTIONS CORRECTIONNELLES

ART. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque, sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes sera puni d'un emprisonnement de trois mois au moins, d'un an au plus et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 francs) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

ART. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier, pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX APPELLATIONS D'ORIGINE S'APPLIQUANT
AUX VINS ET AUX EAUX-DE-VIE.

ART. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

ART. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Le service chargé de la protection des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement procédera à l'enregistrement et à la publicité des déclarations faites dans les mairies par les récoltants lorsqu'elles comporteront l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant.

L'enregistrement de ces déclarations, prévu au deuxième paragraphe du présent article ainsi que leur insertion dans un recueil officiel donneront lieu à la perception de taxes à déterminer par un règlement d'administration publique.

ART. 12. — A dater du 1^{er} septembre 1919, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie, ou, plus généralement, toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie, sera soumise, pour les produits achetés ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrée et de sortie sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et l'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants.

Les quantités, espèces et dénominations des produits susceptibles d'être vendus avec la désignation d'origine existant en magasin seront déclarées par le négociant à l'expiration du délai fixé au paragraphe 1 du présent article et inscrites à cette date.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 3 du présent article, et en ce qui concerne les eaux-de-vie porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel demandera une expédition de régie mentionnera le nom du cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Les dispositions prévues au présent article pourront, par décret, soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

ART. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine, figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

ART. 14. — Tout distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation d'origine à des eaux-de-vie ne bénéfiant pas de la présomption légale inscrite dans l'article 24 ci-dessous, devra en faire la déclaration tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont communication sera faite à tout requérant.

ART. 15. — L'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise, si dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, lorsqu'elles proviendront de régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans les locaux séparés n'ayant, avec

ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication excepté par la voie publique.

Si l'appellation d'origine est contestée avant l'expiration de ce délai, l'obligation des locaux séparés sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX VINS MOUSSEUX.

ART. 16. — Les récoltants et fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne », devront, en outre, des justifications exigées par l'article 12 de la présente loi, emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés, sans aucune communication, autre que par la voie publique avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

ART. 17. — L'appellation d'origine « champagne » donnée aux vins mousseux dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, et jusqu'au jugement définitif s'il y a contestation, les vins mousseux auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée, devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés, n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges, aucune communication excepté par la voie publique.

ART. 18. — Un délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente loi, est accordé, pour se conformer aux prescriptions de l'article précédent, aux commerçants qui, détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 :

1° Font ou ont fait, depuis le 1^{er} avril 1914, à la fois le commerce des vins, devant recevoir l'appellation d'origine « champagne » et celui des vins sans appellation ;

2° N'ont qu'un seul magasin ou, s'ils en ont plusieurs, ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Dans le même délai de trois mois de la promulgation de la présente loi, les récoltants des régions non délimitées par le décret du 17 décembre 1908 pourront faire la déclaration prévue à l'article 11 ci-dessus.

ART. 19. — Par exceptions aux dispositions de l'article 16 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article, les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie, dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le directeur départemental des contributions indirectes.

ART. 20. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux articles 16 et 17 ci-dessus sans que les bouteilles soient revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

ART. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vins mousseux » en caractères très apparents.

De même, les bouteilles des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter en caractères très apparents, la mention « vins mousseux gazéifiés ».

ART. 22. — Les infractions aux dispositions des articles 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins et de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extrait dans les journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'article 25 de la loi du 6 août 1903, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

ART. 23. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

ART. 24. — Sont et demeurent abrogés :

1° L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ;

2° L'article 1^{er} de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits ;

3° La loi du 10 février 1911 ;

4° Tous règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

ART. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat (1).

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 6 MAI 1919

TITRE I

ACTIONS CIVILES

Le législateur a pensé, que l'emploi d'une appellation d'origine fait de bonne foi, quoique sans droit, soulève une question civile de propriété qui doit être soumise aux magistrats compétents, c'est-à-dire aux tribunaux civils.

Le texte voté par la Chambre en 1913 avait pour base seulement l'action pénale ; il parlait bien, à propos de l'ac-

1. Voir les circulaires du ministère de l'Agriculture et du ministère des Finances sur l'application de la loi du 6 mai 1919, annexe à la I^{re} partie.

tion reconnue aux syndicats, d'une action devant le Tribunal civil, mais il lui donnait comme fondement exclusif l'article 1382 du Code civil, c'est-à-dire un délit ou un quasi-délit. Or un fait, même nuisible à autrui et imputable à son auteur, ne constitue un quasi-délit, qu'autant qu'il y a eu de la part de ce dernier, soit faute positive, soit tout au moins négligence ou imprudence (Aubry et Rau, 74, p. 733). Le mot « faute » figure au texte même de l'article 1382 ; or, comme il a été dit plus haut, bien des conflits peuvent s'élever à propos des appellations d'origine dans lesquels il serait bien difficile de relever la faute et la mauvaise foi.

D'autre part le régime des délimitations administratives étant aboli, il serait illogique autant qu'abusif vis-à-vis de ceux qui ne bénéficiaient pas des délimitations ainsi tracées et qui pensent avoir droit à telle dénomination, de ne leur permettre d'user de cette dénomination qu'en s'exposant à des poursuites correctionnelles comme auteurs d'un délit.

Le rapport Paisant (1) reprenant sur ce point les idées de M. Jénouvrier, a fait ressortir devant la Chambre, tardivement il est vrai mais excellemment, la distinction nécessaire en cette matière :

« C'est dans ces conditions que toute la première partie du projet de loi qui vous est soumis trace les règles d'une procédure purement contentieuse qui, poussée ou pouvant l'être, jusqu'à la Cour de cassation, tranche définitivement, sans condamnation pénale et sans dommages et intérêts, la question de propriété de l'appellation d'origine.

Une de ces appellations est-elle prise ? Toute personne, tout syndicat ou association ayant un intérêt direct ou indirect a une action devant le tribunal du lieu d'origine

1. N° 6060 annexé au procès-verbal de la 2^e séance du 19 avril 1919.

du produit contesté et peut mener cette action, toujours susceptible d'intervention, jusqu'à la Cour de cassation, qui statue définitivement au fond et en tout état de cause.

Alors, mais alors seulement, s'ouvre la question pénale... (1).

La protection des appellations d'origine est envisagée ici sous son premier aspect que j'ai essayé de dégager plus haut (2), celui de la propriété, de la propriété collective ; nous sommes dans le domaine de la production. Encore doit-on, fera-t-on remarquer, pouvoir assurer un certain respect de ce qui constitue la valeur de l'appellation d'origine, de la part de chacun de ces co-propriétaires qui se trouvent comme dans un état d'indivision obligatoire et perpétuelle et qui, en bonne justice, ne sauraient impunément diminuer véritablement cette valeur, détériorer cette sorte de patrimoine commun au détriment les uns des autres. Sans doute, mais dès qu'il est question de la nature ou de qualité du produit, nous entrons dans le domaine de la loi du 1^{re} août 1905.

J'ajoute aussi que s'il est fait usage d'une appellation d'origine d'une façon manifestement contraire, à la réalité de l'origine, aux usages loyaux, cet usage continue de tombersous le coup de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 qui porte que « quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant : soit sur la nature... de toutes marchandises, soit sur leur espèce ou *leur origine* lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine, faussement attribuée aux marchan-

1. Voir, au sujet de l'emploi indiscutablement frauduleux, de prime abord, d'une appellation d'origine : Actions correctionnelles :

2. Voir page 24.

dises devra être considérée comme la cause principale de la vente (1)...

Et l'article 2 de la loi du 5 août 1908 précise le droit d'intervention des syndicats dans l'application de la loi du 1^{er} août 1903 ; mais ceci suppose des relations de vendeur à acheteur, nous sommes, au point de départ de ces actions, dans la seconde catégorie de notre sujet ; dans le domaine de la tromperie.

Dans tous les cas, pour peu qu'il y ait doute sur le droit à l'appellation d'origine, la question devra de toute nécessité, être portée devant la juridiction civile, aux termes de la loi du 6 mai 1919 :

Les conditions d'exercice de l'action civile

ART. 1^{er}. — Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre sont droit à un produit naturel ou fabriqué et contrairement à l'origine de ce produit, ou à des usages locaux, loyaux et constants, aura une action en justice pour faire interdire l'usage de cette appellation.

La même action appartiendra aux syndicats et associations régulièrement constitués depuis six mois au moins, quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre.

Nous aurons à examiner successivement plusieurs points importants :

L'origine ; Lieux de production, lieux de fabrication ; les dénominations génériques. Les usages locaux, loyaux et constants (la disparition des termes « qualités substantielles »). L'action syndicale, le Préjudice direct ou indirect.

1. Cette restriction quant à la partie de la désignation d'origine faussement attribuée a été interprétée étroitement par la jurisprudence.

L'ORIGINE

La condition fondamentale du droit à l'appellation d'origine, c'est l'origine même, mais le terme étant pris non pas dans le sens de considérations étroites d'histoire et de géographie, mais dans le sens d'« aire de production » déterminée selon les expressions de la loi selon les usages locaux, loyaux et constants.²⁵

Il faudra d'abord que la condition d'origine soit remplie, disait M. Clémentel, ministre de l'Agriculture, à la 1^{re} séance de la Chambre des députés du 20 septembre 1913, et, ajoutait-il : « Je tiens à le dire, il n'est pas possible que les tribunaux prennent l'expression origine, dans son sens purement géographique. On a parlé tout à l'heure d'un cru de Bourgogne. Il y a autour de la Champagne, autour de la Gironde des pays qui vont revendiquer leur entrée dans les régions ayant droit à l'appellation. Il n'est pas possible qu'on leur réponde : « Vous ne faites pas partie de la région ayant droit à l'appellation parce que vous n'appartenez pas à telle ancienne province. Je prends par exemple l'arrondissement de Bar-sur-Seine ; il faisait partie, au moment où les départements ont été constitués, de la Bourgogne ; il avait autrefois appartenu à la province de Champagne. A quelle époque peut-on dire qu'il a eu son statut provincial ? Le hasard des traités ou des conquêtes peut-il établir qu'un arrondissement, comme celui de Bazas par exemple, qui a été pays de nouvelle conquête et qui a été incorporé à la région de Guyenne tardivement, a ou n'a pas droit à l'appellation ? Nullement, c'est l'aire de production d'un vin déterminé, ayant les qualités de nature, les qualités substantielles, qui doit dominer en cette matière. »

L'argument repris par M. Paul Meunier le 24 novembre

1913, était trop juste pour n'être pas sanctionné sans difficulté. A la vérité les débats parlementaires ont éliminé, pour des raisons qui seront exposées plus loin les termes « nature » et « qualités substantielles », mais l'adjonction au terme « origine » des termes « usage locaux, loyaux et constants » indiquent admirablement que les produits qui n'ont pas géographiquement l'origine indiquée, peuvent en vertu de tels usages, être assimilés pour le droit à l'appellation d'origine, aux produits nés ou fabriqués dans la commune ou la région dont le nom leur est donné.

La nécessité de donner au mot « origine » le sens d' « aire de production » est flagrante pour une multitude de produits comme les produits agricoles, portant un nom de ville tels les lentilles du Puy, les prunes d'Agen !

Cette nécessité a, du reste, été reconnue par la jurisprudence. Il a été jugé par exemple qu'un fabricant de ciment a le droit de désigner ses produits sous le nom d'une localité qui n'est pas exactement celle où il fabrique s'il est constant que l'usage étend le nom de cette localité à des carrières d'où ce fabricant extrait la matière première qui entre dans son ciment (Cour d'Aix, 27 mai 1862). La Cour de Bordeaux a décidé (16 décembre 1897) en se fondant sur d'anciens usages que l'expression « Cru de Saint-Emilion » s'étend aux vins récoltés à Saint-Laurent-des-Combes. L'autorité judiciaire s'en tient au principe qu'en cette matière c'est l'usage, l'usage loyal, qui fait la loi.

LIEUX DE PRODUCTION. — LIEUX DE FABRICATION

S'il est facile de déterminer en fait l'origine pour des produits purement naturels, agricoles ou d'extraction comme : truffes du Périgord, chasselas de Fontainebleau,

marbre des Pyrénées ; la question ne se tranche pas aussi catégoriquement et de prime abord pour les produits manufacturés et pour les produits qui sans être à proprement parler industriels ont subi cependant quelque préparation industrielle comme le vin lui-même.

Très nombreux sont les produits manufacturés qui, pour arriver à leur état définitif, subissent des manipulations dans des lieux différents ; le minerai vient souvent d'une région lointaine, il est transformé en fer, en acier dans un centre industriel, en outils dans un autre ; le même sucre est fabriqué puis raffiné dans les localités très éloignées ; la soie peut être filée dans un pays étranger, tissée et teinte en France, en divers lieux.

Plusieurs lieux auront-ils droit à l'appellation d'origine ou bien un seul seulement et quel sera celui-là ?

La plupart des auteurs pensent qu'il y a là une question de fait qui ne peut être tranchée que par l'appréciation des tribunaux et ceux-ci s'en rapporteront, une fois encore, aux usages loyaux et constants. La jurisprudence est rare sur ce point, ce qui indique qu'en pratique la difficulté n'est pas fréquente.

Le Tribunal de commerce de Marseille (7 août 1908, Ann. 09-2-30) a jugé que la ville de Châteaurenault ayant acquis depuis longtemps une grande renommée pour ses cuirs lissés battus, un fabricant de cette ville avait le droit d'interdire à un fabricant d'une autre ville de vendre des cuirs marqués Châteaurenault quand bien même ces cuirs proviendraient véritablement de Châteaurenault.

Il est d'un usage très général que le nom d'origine donné au produit soit celui du lieu où sa fabrication a été parachèvement. Cette solution se justifie pleinement du reste, car lorsqu'un produit manufacturé a acquis une réputation spéciale, le consommateur s'en rapporte au fabricant sur

le choix des matières premières, si cette réputation a été acquise surtout par le procédé industriel employé. On sait que pour les faire bénéficier des dispositions de la loi de 1824, la jurisprudence avait consenti à ranger les produits viticoles parmi les produits fabriqués ; aussi des difficultés se sont-elles élevées, comme il pourrait arriver encore, quant à la détermination du lieu protégé.

Dans une opinion qui n'a plus aujourd'hui aucun crédit, on a été jusqu'à soutenir que seul l'endroit où le travail a été fait à la cuve devait être protégé sans soucis de l'origine des vendanges. Dans un rapport à la Cour de cassation (12 juillet 1845, Pouillet. *op. cit.*, p. 462). M. le conseiller Pataille flétrissait comme il convient un tel système : « Ainsi le raisin de Suresnes transporté en Champagne pour y subir l'action de la fermentation deviendrait du vin d'Aï et il ne serait plus permis au propriétaire du vin d'Aï de donner ce nom à son vin si son cellier était en dehors de ce territoire ? L'usage universel, la raison, la morale, la science protestent hautement contre une pareille conséquence. »

Aujourd'hui que le nouveau texte législatif rend inutile de recourir au moindre artifice et permet de rendre aux vins leur caractère essentiel de produit naturel, une semblable prétention ne saurait rencontrer la moindre adhésion.

Au reste on a raconté depuis longtemps que ce qu'il importe avant tout de considérer quant à l'origine du vin, c'est l'endroit où se trouve le vignoble lui-même, des raisins duquel il est issu.

Peu importe, a-t-on même ajouté, que les opérations de vinification soient traitées ailleurs. Le 8 juin 1847 (D. 47.1. 165) la Cour de cassation décidait que les propriétaires d'un cru réputé ont seuls mais aussi qu'ils ont tous le

droit de marquer les vaisseaux contenant leurs vins, par une estampille qui rappelle ce cru, c'est-à-dire, le lieu où le raisin est récolté. « Dans l'usage, disait encore M. le conseiller Pataille, c'est un fait constant et universel qu'alors qu'on désigne un vin par le nom d'un cru plus ou moins réputé, on veut dire par là que le vin dont il s'agit a été fait avec des raisins récoltés dans les vignobles qui portent ce nom ».

Il faut ajouter à cette opinion tout à fait raisonnable un correctif ou plutôt un complément, lorsque c'est le procédé de fabrication, au moins autant que le terroir, qui a fait la renommée de la région. En pareil cas, le vin qui emprunte le nom de la région doit y être à la fois « récolté et fabriqué ».

Le 19 juillet 1887 (1), la Cour d'Angers a jugé que l'appellation champagne devait être exclusivement réservée aux vins de provenance et de fabrication champenoises.

La même Cour, dans un arrêt du 11 avril 1889 décidait que l'indication du mot champagne pour du vin qui n'avait pas été *fabriqué et récolté* en Champagne, tombait sous l'application de la loi du 28 juillet 1824. La Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt, le 26 juillet 1889 (D. 90.1. 239). En ce sens encore, Cour de Paris, 18 novembre 1892 (D. 93.2.147).

La loi du 10 février 1911 avait précisé l'application de ces principes ; elle décidait que pour avoir droit à l'appellation « champagne » les vins devaient être récoltés dans la région délimitée, emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés qui ne pouvaient être établis que dans la dite région délimitée.

La loi du 6 mai 1919 a aboli les délimitations administratives ; mais que désormais des crus aient droit à l'appel-

1. Ann. 1888, p. 337.

lation d'origine « Champagne » en vertu de la présomption légale de l'article 24 dernier aniléa de la loi, de la prescription acquisitive de son article 17 ou d'une décision de justice, ces vins continueront à être soumis à l'obligation des locaux séparés (art. 16 et suiv.) et il paraît tout à fait raisonnable d'admettre bien qu'une précision complète n'ait pas été donnée sur ce point spécial, que ces locaux seront soumis aux mêmes conditions de lieu qu'avait édictées la loi du 10 février 1911 (c'est-à-dire établissement à l'intérieur même des lieux ayant droit à l'appellation d'origine, puisque si la loi du 6 mai 1919 a abrogé celle de 1911 (art. 24) elle en a repris les dispositions en ses articles 16 et suivants, de telle sorte que, selon les termes précis du rapport de M. Jénouvrier au Sénat (p. 55) « Après le vote du projet de loi, elle (la loi de 1911) sera tout à fait inutile. Celui-ci contient en effet toutes les dispositions qu'elle avait prises pour garantir l'origine du vin de Champagne. Il a paru en effet utile de grouper dans une loi unique tout ce qui avait pour but de protéger les appellations d'origine ».

LES APPELLATIONS D'ORIGINE A « CARACTÈRE GÉNÉRIQUE »

Il est des noms de lieu qui primitivement désignaient bien l'origine du produit mais qui ont perdu cette signification, sont devenus des noms génériques, c'est-à-dire une appellation qui ne correspond plus à une indication d'origine, mais qui désigne un genre de produit sans que l'origine géographique du produit soit visée ; ces appellations sont tombées dans le domaine public.

Quand une appellation d'origine peut-elle être considérée comme devenue générique ?

La question est catégoriquement tranchée en ce qui concerne les produits vinicoles par l'article 10 de la loi du 6 mai 1919 qui déclare que les appellations d'origine de

ces produits ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public ; elle ne se pose plus, en fait, pour certains produits comme par exemple l'eau de Cologne, le blanc d'Espagne ; mais elle peut être parfois douteuse et délicate.

Il faut admettre en cette matière, comme l'affirmait M. Clémentel, ministre de l'Agriculture, à la 1^{re} séance de la Chambre du 14 novembre 1913, que la prescription ne peut résulter que d'une très longue négligence et que d'un abandon réellement volontaire des propriétaires de la marque. Il faut, selon l'expression de M. Lacour, que le nom de la localité ou de la région soit devenu « la dénomination unique et nécessaire du produit » (1), le nom de la localité ne révélant plus l'origine du produit, mais seulement sa nature.

Il peut y avoir là une importante question d'appréciation pour les tribunaux. Avant même la loi de 1919 la jurisprudence refusait de reconnaître le caractère de dénomination générique aux appellations d'origine des vins, comme nous l'avons vu plus haut, et des produits vinicoles.

La question posée pour le « vinaigre d'Orléans » a été résolue de la même façon (Paris, 27 juin 1893 et Cass., 28 novembre 1893. D. 96.1.189). On avait prétendu étendre cette appellation à tout vinaigre fait avec du vin blanc resté incolore ; la Cour de cassation a repoussé cette prétention parce qu'elle visait un produit vinicole.

Même solution encore pour le Cognac (Tribunal Bordeaux, 19 février 1906). Il a été décidé que n'étaient pas devenus génériques les termes désignant les eaux minérales : Couzan (Lyon, 31 mars 1890, ann. 91-164) ; Saint Galmier, Vichy (Trib. Com. Seine, 8 mai 1894, ann. 93-5).

1. Lacour : *Des fausses indications de provenance*, n° 24.

C'est pour les produits manufacturés ou semi-facturés que les difficultés peuvent être le plus sérieuses. Des solutions diverses sont intervenues en jurisprudence. En se basant sur l'usage les appellations suivantes ont été qualifiées de dénominations génériques : Savon de Windsor (Paris, 26 février 1864, ann. 64-320) ; Vernis anglais (Lyon, 7 juin 1871, ann. 12-105) ; Savon de Marseille (Paris, 11 mai 1852 ; *Le Droit*, 14 mai).

Il a été par contre décidé que n'étaient pas devenues génériques les appellations :

Nouveautés de Paris (Douai, 21 janvier 1887, Ann. 88-93) ; Ciments de Saint-Quentin (Amiens, 3 décembre 1886, Ann. *Dr. Com.*, 86-87-2-420) ; Confiture de groseilles de Bar-le-Duc (Nancy, 29 avril 1890, Ann. 1900-10) ; Fromages de Roquefort (Trib. Millau, 10 mars 1896, Ann. 96-165 ; Trib. Seine, 21 juillet 1904 ; An. 05 88 ; Trib. civ. Lyon, 4 juin 1910, Ann. 11-2-6) (1) ; Draps d'Elbeuf (Trib. Commerce Rouen, 12 septembre 1826) ; Modes de Paris (Rouen, 23 octobre 1863, ann. 64-69) ; Cuirs de Châteaurenault (Trib. Com. Marseille, 7 août 1908, ann. 09.250) ; Galoches de Limoges (Limoges, 23 janvier 1906, Ann. 1910, p. 98) ; Beurre de la vallée d'Auge (Trib. civ. Le Havre, 3 juin 1859, Ann. 59-279) ; Huile d'olive de Nice (Trib. Com. Nice, 12 mars 1897 ; Aix, 1^{er} février 1898, Ann. 99-362)... etc...

On a cherché à dresser une liste des produits pour lesquels l'indication du lieu de fabrication serait indicative soit de l'origine soit de la nature ou du genre ; le Congrès international des Chambres de commerce et des associations commerciales et industrielles tenu à Londres en juin 1911 a cherché la solution de cette question et le critérium qui permettrait les distinctions utiles. La divergence

1. De nombreux noms de fromages paraissent être devenus génériques. Voir sur ce point le rapport Herson, annexe en fin du volume.

des intérêts en présence, la difficulté intrinsèque même du problème tel qu'il fut posé en furent-elles la cause, toujours est-il qu'aucun résultat précis ne put sortir de la discussion (1),

Il reste sur ce point, comme du reste sur l'ensemble de la loi du 6 mai 1919 une très large part d'appréciation laissée aux tribunaux; il faut retenir pour se guider les principes déjà définis : que le caractère générique d'une appellation qui a tout d'abord révélé l'origine ne saurait résulter que d'une prescription très longue, d'un véritable renoncement des ayants droit originaires et du fait dûment établi que l'appellation géographique qui couvre un produit dont les origines sont actuellement diverses est devenue la dénomination unique et nécessaire de ce produit.

LES USAGES LOCAUX, LOYAUX ET CONSTANTS

L'article 1^{er} indique quels sont les motifs que pourra invoquer le demandeur et les justifications qu'il devra apporter dans l'exercice de l'action civile. M. Jénouvrier qui le premier a proposé l'établissement et la réglementation de cette action civile (2) les énumérait ainsi dans son rapport, alors que les dispositions de l'article 1^{er} se trouvaient

1. Au deuxième Congrès international pour la répression des fraudes, tenu à Paris en octobre 1909, on a cherché aussi à déterminer, pour les produits employant un nom géographique, si ces dénominations, pour chacun des produits, sont indicatives de l'espèce ou de l'origine. La question n'a été traitée que dans les sous-sections. En assemblée plénière elle a été réservée pour faire, à l'issue du congrès, l'objet d'un débat d'ensemble. Il fut alors décidé, étant entendu qu'il ne devait rien rester des résolutions prises, que la question des dénominations géographiques, question de droit grave et complexe, serait renvoyée à un prochain congrès dit « de législation ». A la suite du vote de la loi du 6 mai 1919, si cette décision était soumise à un nouvel examen, nul doute qu'elle ne soit considérée comme inopérante.

2. Rapport Jénouvrier, p. 43.

dans l'article 3 : « Pour triompher il devra établir, par tous moyens de preuve bien entendu, que le produit naturel ou fabriqué auquel on a donné une appellation d'origine n'y a pas droit, soit parce qu'il n'est pas né ou n'a pas été fabriqué dans la commune ou la région dont on lui donne le nom, soit parce que des usages locaux, loyaux et constants ne l'ont pas assimilé aux produits nés ou fabriqués dans la commune ou la région même dont le nom lui est appliqué, »

Nous avons examiné comment il faut entendre le mot « origine » et nous voyons ici que les termes usages locaux, loyaux et constants s'appliquent à une extension possible de la rigoureuse circonscription géographique et non pas, comme on pourrait être tenté de le croire et selon ce qui sera exposé plus loin, à une appréciation quelconque de la nature ou de la qualité du produit portant l'appellation d'origine.

Si l'on cherche à définir en une formule générale en quoi consistent ces usages, on ne saurait mieux faire que de reproduire textuellement les expressions des savants auteurs, MM. Lyon-Caen et Renault qui disent dans leur *Précis de droit commercial*, (tome I^{er}, 2^e édition, n° 77) : « C'est surtout par des actes répétés, extérieurs comme ceux du commerce, qu'il se forme des usages d'une constatation facile, connus ou pouvant être connus de tous, de telle façon qu'il en soit tenu compte dans les transactions, sans qu'on ait besoin de s'expliquer. »

La constatation de l'existence d'un usage peut être difficile ; au besoin, disent encore les mêmes auteurs, on réclame pour établir l'existence d'un usage commercial, l'attestation soit d'une Chambre de commerce, soit de certains commerçants ; les certificats constatant des usages commerciaux sont souvent appelés « parères » (*quod paret*, ce

qui paraît conforme à l'usage pour ceux qui donnent leur avis).

Ce n'est certes pas du reste la première fois que notre législation indique le recours nécessaire aux usages ; elle le fait notamment dans les articles 663, 6714, 1135, 1159, 1160, 1873 du Code civil.

Il est de toute évidence qu'une large part d'appréciation appartient aux tribunaux dans la constatation des usages et notamment dans l'appréciation du caractère de « loyauté » de ces usages. La loi du 6 mai 1919 est toute empreinte du caractère de confiance accordé à l'autorité judiciaire.

« Que veut le parlement, écrivait M. Dariac, dans son rapport du 9 avril 1919 ! Que les tribunaux, en l'absence de délimitation administrative, consultent les usages, sans se borner cependant à les enregistrer ; ils doivent en examiner la légalité, les distinguer nettement des abus.

La Cour de cassation doit exercer son contrôle sur la qualification donnée à ces usages ; elle est compétente pour décider s'ils réunissent les différents caractères énumérés par la loi et qui en font des usages légaux.

Prenons un exemple : si l'appellation champagne a été déclarée par une Cour d'appel employée régulièrement pour la désignation d'un vin mousseux étranger à la Champagne, la Cour de cassation pourra décider que la Cour d'appel n'a pas suffisamment établi le caractère loyal et constant (c'est-à-dire légal) des usages locaux dans la cause ; elle pourra casser l'arrêt et renvoyer l'affaire devant une autre Cour. »

Ce sont les tribunaux de droit commun, le tribunal civil en première instance, qui décideront de ces usages lorsqu'ils seront niés d'une part, affirmés de l'autre ; ils pourront user de tous moyens d'investigation ; mais, M. Clémentel alors ministre de l'Agriculture l'indiquait déjà à la

Chambre en 1913, il y a certainement le plus vif intérêt à ce que les producteurs ou fabricants intéressés, n'attendant pas que la justice soit saisie et cherche à se documenter sur une espèce quelconque, prennent au contraire les devants et se chargent de définir le plus tôt possible par une documentation précise quels sont, relativement à l'appellation d'origine, les usages locaux, loyaux et constants, concernant les produits de leur sol ou de leur industrie ; il y aura là une base d'appréciation aussi autorisée et utile que possible.

Au lendemain du vote de la loi, lit-on dans le rapport Dariac du 9 avril 1919, il faudra que les syndicats et associations des régions précédemment délimitées et des autres régions productrices de vins et d'eau-de-vie, fassent connaître leurs intentions à l'égard des appellations d'origine qui les intéressent ; ils devront signifier en dehors de quelles limites géographiques ils entendent contester le droit à l'emploi de ces appellations et poursuivre ceux qui en feront usage.

L'utilité d'une telle démonstration est la même pour tous les produits, naturels et industriels, employant une appellation d'origine.

Ces raisons importantes et l'ambition de réaliser un travail d'une portée véritablement pratique nous ont décidé à dresser un état aussi exact que possible des produits français portant une appellation d'origine réputée et à procéder, auprès des groupements de producteurs de ces produits, à une enquête dont les premiers résultats sont réunis plus loin en Annexe (voir table analytique).

* * *

Ayant énuméré les éléments d'appréciation sur lesquels devra se baser l'examen des tribunaux quand le droit à

une appellation d'origine sera mis en cause, il n'est guère possible de ne pas dire quelques mots des longs débats qui se déroulèrent à la Chambre en 1913 sur les termes « nature » et « *qualités substantielles* » que le projet gouvernemental, les premiers rapports (sauf le rapport David) et de nombreux partisans voulaient également ranger dans ces mêmes éléments d'appréciation.

La considération primordiale demeurant, pour le droit à l'appellation d'origine, la considération de l'origine même, il aurait été décidé, si une telle théorie avait été admise, que les peines de la loi du 1^{er} août 1903 frapperaient « quiconque aura employé sciemment une dénomination géographique pour désigner des produits différents de ceux auxquels les usages locaux, loyaux et constants ont attribué cette dénomination en raison de leur origine, de leur nature et de leurs qualités substantielles. »

On se trouvait alors, en l'état du texte du projet de loi, uniquement en matière pénale et cette double formule sur la nature et les qualités substantielles fut combattue comme imprécise, arbitraire et dangereuse ; on exprima la crainte qu'il en puisse découler une multitude de conflits, d'enquêtes obscures, d'expertises se contredisant les unes les autres et par là même une imprécision fatale dans la jurisprudence. De plus, et cet argument parut impressionnant, la disposition visée fut montrée non seulement comme périlleuse, mais encore comme véritablement inutile.

« Nous avons, disait M. Paul Meunier, à la fin de ces longues discussions (1^{re} séance du 21 novembre 1913), nous avons dans la loi de 1903, écrite celle-là d'une façon juridique et claire, un article 1^{er}, qui permet d'atteindre et qui atteint effectivement la tromperie sur la nature et les qualités substantielles. C'est là un délit très bien défini, mais un délit très différent de celui que vous voulez créer

aujourd'hui ; la tromperie sur la nature et les qualités substantielles n'a rien de commun avec la fraude sur le nom d'origine. »

Finalement le mot « nature » fut maintenu seul par le vote de la Chambre, puis il fut éliminé lui même dans le remaniement profond du rapport de M. Jénouvrier au Sénat qui établissait la distinction catégorique entre les actions civiles et les actions correctionnelles.

Assurément la thèse des partisans des « qualités substantielles » ne manquait pas d'intérêt, loin de là. L'appellation d'origine comporte, disait-on, comme un titre de noblesse dont il convient d'assurer le respect et dont la dépréciation doit être attaquable ; les droits de propriété de chacun se bornent à ceux d'autrui et, lorsqu'il s'agit de propriété collective, la collectivité doit la défendre contre certains abus individuels. Ce sont là des prétentions tout à fait légitimes, mais il n'était pas logique d'en déduire que si les termes « qualités substantielles » disparaissaient du texte du projet de loi, ces qualités demeureraient sans défense et que si le terme « nature » était écarté il deviendrait possible de vendre impunément du cidre mousseux récolté en Champagne sous le nom de « champagne ».

La loi du 1^{er} août 1905 dont seul est abrogé l'article 11 et seulement en tant qu'il décide qu'il sera procédé à des délimitations régionales par la voie administrative, frappe toujours par son article 1^{er} la tromperie sur la nature et les qualités substantielles de toutes marchandises.

Contre les abus faits de l'appellation d'origine appliquée à des produits véritablement inférieurs à ceux qu'il est d'un usage loyal de présenter sous cette appellation, les producteurs peuvent efficacement user des droits reconnus à tout intéressé par les articles 63, 64, 66, 67, 68 et 182

du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire qu'ils peuvent porter plainte et se constituer partie civile, ou procéder par voie de citation directe, ou encore recourir à l'action ordinaire devant le Tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. L'exercice de ces droits est expressément reconnu aux syndicats intéressés par l'article 2 de la loi du 5 août 1908 et les conditions d'intérêt sont actuellement entendues par la jurisprudence de la façon la plus large (voir ci-dessous : *Action syndicale*).

Il faut donc retenir qu'en ces matières il y a deux lois et deux champs d'application bien distincts, assurant une protection complète de la production loyale.

La loi du 6 mai 1919 assure la protection des appellations d'origine en dehors de toute autre considération que l'origine même déterminée par les usages locaux, loyaux et constants.

(Voir cependant plus loin, le commentaire de l'article 7 qui permet d'exclure, en considération de la qualité et des usages, certaines parties du territoire d'une commune, du droit à l'appellation d'origine employée cependant sur le territoire de cette commune).

L'ACTION SYNDICALE. — L'INTÉRÊT COLLECTIF.

LE PRÉJUDICE DIRECT OU INDIRECT

L'article 1^{er}, indique quels sont ceux qui peuvent intenter une action civile en même temps qu'il énumère pour quels motifs ils pourront l'intenter.

Toute personne, tout syndicat, toute association régulièrement constitués, qui prétendront qu'une appellation d'origine est inexactement employée pourront se porter demandeurs. La mention des associations est remarquable.

On donne à des associations qui ont une personnalité juridique restreinte, aux termes de la loi du 1^{er} juillet 1901 (1), des droits d'action semblables à ceux des syndicats constitués sous le régime de la loi du 21 mars 1884, on leur donne le droit de se faire octroyer et de posséder les indemnités qu'elles pourront faire prononcer par les tribunaux devant lesquels elles auront poursuivi telle personne qui aurait fait de l'appellation d'origine qui les intéresse un usage injustifié ; nous verrons plus loin qu'elles peuvent, en effet, comme les syndicats, se constituer partie civile dans les actions correctionnelles.

Toutes les observations qui vont suivre trouvent du reste leur application dans les actions correctionnelles ; elles fixent, dans les deux types d'action, civile et correctionnelle, les conditions de recevabilité de l'action syndicale.

La formule si large de l'article 1^{er} de la loi du 6 mai 1919, formule à laquelle renvoie l'article 9 visant les actions correctionnelles, est comme l'aboutissement sur le terrain de la protection des appellations d'origine, d'un long travail de législation et surtout de jurisprudence relativement à la personnalité civile, au pouvoir d'action et d'intervention des syndicats. Un examen, aussi condensé que possible de cette élaboration, est indispensable pour saisir à la fois l'origine, la signification et la portée de la formule de la loi du 6 mai 1919.

* * *

La loi organique du 21 mars 1884 confère aux syndicats professionnels la personnalité civile, et aux termes

1. Le droit d'ester en justice est reconnu aux associations régulièrement constituées par l'art. 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

de son article 6, § 1 les syndicats professionnels « auront le droit d'ester en justice ». Ce droit d'action est évidemment corrélatif à la mission qui leur est conférée par la loi et celle-ci est définie par les termes de l'article 3 : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ».

M. le professeur Garraud, dans son *Traité d'instruction criminelle* (1907) s'exprime ainsi sur l'interprétation de ce texte capital : « Les syndicats professionnels peuvent ester en justice, mais étant constitués en vue d'un intérêt général, leur activité judiciaire ne s'exercera que pour la conservation de leur patrimoine ou pour la défense des intérêts collectifs dont ils ont la garde. Sur le premier chef (conservation du patrimoine) aucune difficulté sérieuse ne s'élève. Mais sur le second chef (défense des intérêts collectifs de la profession), deux interprétations sont en présence : une interprétation restrictive, d'après laquelle le syndicat n'aurait le droit d'exercer que les actions qui, n'étant pas dans le commerce, ne peuvent être exercées par aucun de ses membres (consultation célèbre de Waldeck Rousseau. Rousseau et Laisney, *Recueil pratique de procédure*, p. 49); et une interprétation libérale et extensive, d'après laquelle l'action du syndicat devrait être déclarée recevable toutes les fois qu'elle serait justifiée par l'intérêt collectif et qu'elle aurait pour objet la défense des intérêts généraux de la profession. La jurisprudence paraît se rallier à cette dernière interprétation. Elle tend de plus en plus à reconnaître que les syndicats professionnels peuvent se porter partie civile dans la poursuite de tout délit susceptible de causer aux syndiqués un préjudice moral collectif, distinct du préjudice matériel et variable causé par les mêmes faits à certains des indi-

vidus syndiqués, préjudice dont il leur appartient de poursuivre, parallèlement à l'action syndicale, la réparation par l'action individuelle. Ce n'est pas sans quelque appréhension qu'on a vu grandir, grâce à ce nouveau champ ouvert à leur activité, la puissance des syndicats professionnels. Mais en limitant leur action à la défense de leurs intérêts collectifs, la jurisprudence donne aux syndicats une arme nécessaire dans un temps où le ministère public est impuissant à protéger les intérêts professionnels, gravement atteints par la multiplication des fraudes de toute espèce. Il faut donc saluer et encourager le développement de cette accusation professionnelle et souhaiter que les syndicats aient la sagesse d'employer à cette œuvre d'assainissement la force que leur donne la loi ».

A cette façon de voir, M. le professeur Roux (Sirey 1908. 1. 105) a opposé les déclarations suivantes :

« En armant les syndicats d'un tel droit de poursuite, la jurisprudence rompt avec la tradition, qui jusqu'ici tendait à monopoliser entre les mains du ministère public la vindicte pénale. Il est possible que cette rupture soit un progrès, qu'elle réponde à une nécessité, et qu'en face d'un ministère public défailant devant la complexité d'une tâche sans cesse croissante, il faille abandonner aux collectivités le soin de veiller à l'observation de leurs lois spéciales. Mais la question n'a pas que ce côté. Derrière cette action assainissante des syndicats, que l'on déclare saluer et encourager, il est possible d'en apercevoir une autre, moins bienfaisante, celle des syndicats abusant des droits qui leur auront été reconnus et opprimant les commerçants étrangers aux syndicats pour les obliger, par la menace de poursuites, à abdiquer leur liberté. »

Les deux thèses opposées sont ainsi en présence ; sans doute manque-t-il en la matière l'épreuve d'une appli-

cation quelque peu prolongée. Des appréhensions analogues à celle qu'exprimait M. le professeur Roux ont été formulées par M. le sénateur Tournon dans les travaux préparatoires de la loi du 5 août 1908 ; elles ont été renouvelées devant la Chambre (intervention de M. Lafferre sur les « syndicats d'occasion ») dans la discussion de la loi du 6 mai 1919 et elles ont abouti, en cette matière qui nous occupe tout particulièrement, à cette seule restriction que les syndicats et associations doivent, pour exercer une action en justice, être régulièrement constitués depuis six mois au moins.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence ne tarda pas à abandonner une solution sévère de début influencée par la thèse rigoureuse de Waldeck Rousseau ci-dessus citée, et l'accord s'établit sur les deux propositions suivantes : 1° Pouvoir pour les syndicats de prendre la défense des *intérêts collectifs* de la profession et non celle des intérêts individuels de leurs membres ; 2° l'intérêt professionnel collectif n'est pas formé du total des intérêts individuels de ces membres.

L'action syndicale ne se trouva pas par là même bien définie car il restait à découvrir le critérium capable de déterminer l'intérêt collectif, de le distinguer de la somme des intérêts individuels. « La formule est encore à trouver », écrit M. le conseiller Falcimaigne dans son rapport précédant l'arrêt de la Cour de cassation Ch. Reun. 5 avril 1913 (D. 1914 1-65).

Sont à retenir, comme soulignant la tendance libérale de la jurisprudence : l'arrêt de cassation du 21 janvier 1892 (D. 92. 1. 397) qui a accueilli l'action civile exercée par un syndicat de propriétaires ou de concessionnaires d'eaux minérales contre les marchands d'eaux minérales qui avaient apposé sur les objets de leur commerce des marques

contrefaites et trompé l'acheteur sur la nature de la marchandise vendue ; l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 5 janvier 1897 (D. 97. 1. 120) déclarant recevable la demande du syndicat des poissonniers de la Somme contre les fabricants de sucre qui, par le déversement des eaux résiduaires, souillaient l'eau des étangs et amenaient la perte du poisson ; l'arrêt de la Chambre civile du 18 janvier 1905 (D. 1908. 1. 27) déclarant recevable la demande formée par la Chambre syndicale du commerce des vins et spiritueux de l'arrondissement de Bayonne contre la Compagnie des Chemins de fer du Midi qui avait permis que la gare de Bayonne servit de lieu de vente et de distribution de vins, causant un dommage considérable au commerce local ; l'arrêt de la Chambre criminelle du 1^{er} mars 1906 (Bull. crim., p. 183-185, n° 108) déclarant justifiée la condamnation à des dommages-intérêts prononcée au profit du Syndicat national de défense de la viticulture française contre les commerçants reconnus coupables de fabrication frauduleuse de vins artificiels. « Attendu que l'arrêt déclare que ces opérations illicites ont fait éprouver un dommage certain aux viticulteurs honnêtes ; que cette affirmation s'applique manifestement dans la pensée de la Cour d'appel, aux viticulteurs membres du syndicat partie civile dans l'instance ; que cette constatation suffit pour justifier la condamnation à des dommages prononcés au profit de ce syndicat. »

Sur ce terrain de la compréhension de l'intérêt collectif, plusieurs lois sont venues apporter (telle était du moins l'opinion généralement admise) comme une confirmation législative à la jurisprudence favorable à l'action syndicale.

La loi du 11 juillet 1906 relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la

fraude étrangère et dont les dispositions ont été rendues applicables à toutes les conserves étrangères de poissons entrant en France par la loi du 28 juin 1913 (4) dispose en son article 6 § 3 : « Les actions résultant de la présente loi peuvent être exercées... ; 3° par les syndicats professionnels, régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude. » La loi du 29 juin 1907 tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage porte en son article 9 que : « Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 août 1897, 1^{er} août 1903, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le Tribunal civil en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil. » La loi du 5 août 1908, article 2, complétant la loi du 1^{er} août 1905, a généralisé ces dispositions en les appliquant à tous syndicats formés « pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou des commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques... relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur ».

En jurisprudence, nous venons de le voir, l'accord paraissait établi entre les trois Chambres de la Cour de cassa-

1. Voir II^e partie.

tion pour recevoir l'action syndicale lorsqu'elle s'exerçait au nom d'un intérêt collectif largement entendu, conformément à l'opinion exprimée par M. le professeur Larnaude qui le distingue ainsi de la somme des intérêts individuels : « L'intérêt collectif syndical n'est pas tel parce qu'il y a un plus ou moins grand nombre d'individus syndiqués atteints par un agissement coupable, mais parce que la profession représente des intérêts communs à tous, sans se rapporter plus spécialement à chacun d'eux. »

Mais un élément nouveau, jusqu'alors demeuré dans l'ombre, vint compliquer le problème, amenant la Chambre criminelle à abandonner la solution qu'elle avait admise jusque-là. Cette question nouvelle, et capitale en la matière qui nous occupe particulièrement, est celle de la nécessité et de la définition du *préjudice direct*.

Pour triompher dans la poursuite le syndicat ne devait-il pas démontrer que le fait incriminé avait porté un préjudice direct et actuel aux intérêts collectifs de ce syndicat ? De nombreuses décisions furent rendues en ce sens, notamment dans le domaine de notre étude, c'est-à-dire alors qu'il s'agissait d'application inexacte à certains produits d'une indication d'origine.

C'est dans un arrêt caractéristique de la Chambre criminelle du 20 décembre 1907 (Bull. crim., p. 837-838, n° 512) qu'on observe pour la première fois cette nouvelle orientation. La Chambre criminelle cassait un arrêt qui s'était borné à admettre l'intervention du syndicat du commerce des saindoux et salaisons de Marseille dans une poursuite pour la falsification de graisses alimentaires sans constater la nature du préjudice causé par le délit aux intérêts collectifs de ce syndicat. « Attendu qu'un préjudice direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile devant les juridictions représ-

sives ; — Attendu que s'il résulte de la combinaison des articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884 et des articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, qu'un syndicat professionnel régulièrement constitué a le droit de se porter partie civile dans les poursuites du ministère public contre les délits préjudiciables aux intérêts économiques, industriels et commerciaux qu'ils représentent, ce droit est subordonné à la condition que les intérêts collectifs, dont il s'agit, aient été directement lésés par le fait poursuivi. »

Les partisans du système restrictif touchant l'action syndicale établissent un rapprochement étroit entre le droit d'action individuel et le droit d'action syndical. Leur opinion recherche d'abord si tous les membres d'une profession sont autorisés à se constituer partie civile pour obtenir la répression d'une concurrence déloyale résultant par exemple de fraudes sur la qualité de la marchandise (le même raisonnement est applicable à la fraude sur l'origine) permettant de les vendre à meilleur marché et d'attirer la clientèle au détriment des producteurs ou commerçants scrupuleux. La réponse est négative ; en pareil cas le plaignant serait irrecevable, il ne fait pas la preuve d'un préjudice réel et direct, étant hors d'état de démontrer que la clientèle dont la confiance a été trompée serait venue se fournir chez lui. C'est l'application de la théorie générale qui énumère parmi les conditions requises pour l'exercice de l'action civile un préjudice matériel ou moral directement subi par la partie qui poursuit et un droit né en sa personne à l'observation de la loi qu'elle prétend violée. Cette théorie doit se transposer telle quelle dans la matière des syndicats, car, en se groupant, les intéressés n'ont pu réunir que ce qu'ils possédaient individuellement, en droits comme en biens et le droit individuel reste le *substratum* nécessaire de l'action intentée par le syndicat.

C'est l'opinion enseignée par M. le professeur Roux. « On pouvait concevoir, écrit-il, un droit particulier qui ferait les syndicats gardiens des traditions et de la bonne renommée des métiers. Mais on chercherait vainement la preuve d'un tel droit dans la loi de 1884. »

Ainsi, isolés ou groupés, les producteurs ou commerçants ne pourraient en définitive lutter qu'au nom de leur intérêt propre et individuel ; la précarité de leur action proviendrait par suite la plupart du temps de ce qu'aucun d'eux n'est en état de démontrer qu'il a été personnellement lésé car il faudrait pour cela établir que la clientèle attirée chez le concurrent indélicat serait devenue la sienne. Le Syndicat, pure addition des intérêts individuels ne saurait apporter davantage la preuve d'un préjudice direct et son action ne saurait non plus être accueillie (1).

Ce système a rencontré de très sérieuses contradictions. On en trouve le contre-pied dans la définition de l'intérêt collectif syndical de M. le professeur Larnaude citée plus haut. M. Larnaude a, dans ses cours, soutenu d'une façon extrêmement solide la théorie de la réalité de la personne morale des sociétés d'intérêt général et il a expliqué et justifié la naissance en ces personnes morales de droits nouveaux et distincts. M. le conseiller Falcimaigne dans son rapport déjà mentionné (D. 1914.1.69) écrit, en commentant la thèse de ce second système, qu'il établit une ligne de démarcation bien nette entre la somme des intérêts individuels et l'intérêt collectif. « Les premiers en se groupant ne perdent pas leur caractère individuel et n'en demeurent pas moins divisibles et distincts les uns des autres. Le second est un et indivisible, il est propre à la

1. La question ne pourrait plus se poser de la même façon dans l'application de la loi du 6 mai 1919 puisque celle-ci déclare recevable l'action individuelle même en cas de préjudice indirect.

profession personnifiée dans le syndicat et aucun des membres qui composent celui-ci ne peut s'en prévaloir primitivement. La portée de cette distinction est capitale pour la solution du problème. Car si, pour des raisons déjà données, la concurrence déloyale, résultant de pratiques contraire à la loi, peut demeurer, en principe hors de l'atteinte des groupements d'intérêts individuels, il paraît impossible, de méconnaître que cette concurrence déloyale, envisagée dans ses conséquences, discrédit de la production et avilissement des prix, ne soit de nature à compromettre directement les intérêts économiques, non seulement moraux mais encore matériels de la profession, dont précisément le syndicat a été constitué gardien et défenseur. »

Les partisans de ce second système en cherchent la confirmation dans les travaux préparatoires de la loi du 5 août 1908 (1) dont l'article 2, comme il a été indiqué, généralise les dispositions de l'article 9 de la loi du 29 juin 1907. D'après eux les deux lois de 1907 et 1908 auraient entendu donner aux syndicats des pouvoirs plus larges que ceux dont ils jouissaient jusqu'alors (2). M. Maxime Toubéau, inspecteur de la répression des fraudes, auteur de travaux remarquables en la matière soutient que ces pouvoirs devaient consister à ne plus être tenu de prouver l'intérêt lésé, « La fraude établie, le préjudice existe » (Toubéau, *Lois nouvelles* 1908, 2^e partie, p. 123).

Les partisans du système restrictif, partant de l'idée que la loi du 21 mars 1884 ne comportait pas l'interprétation large que prétendait lui donner l'opinion du système adverse, soutenaient que la loi du 9 juin 1907 et la loi du

1. Voir Xavier de Borssat : *Législations et jurisprudences nouvelles sur les fraudes et falsifications*, 2^e édition, p. 221.

2. Monnier Chesney et Roux, *Traité des fraudes et falsifications*.

5 août 1908 n'autorisaient pas d'avantage cette interprétation ; les dispositions de ces lois seraient purement interprétatives sans modifier ni les termes ni l'étendue de la loi de 1884 ; elles n'auraient pas eu pour objet d'étendre l'activité des syndicats et de leur attribuer, là où ce pouvoir ne leur appartenait pas antérieurement, la faculté d'ester en justice pour la défense des intérêts collectifs de leurs membres.

Le système favorable à l'extension du pouvoir syndical qu'on pourrait appeler le système libéral paraît avoir définitivement triomphé ; on en trouve l'expression dans les conclusions de M. le procureur général Sarrut conformément auxquelles les Chambres réunies de la Cour de cassation ont rendu leur arrêt du 5 avril 1913 : « L'action syndicale n'a pas nécessairement pour fondement juridique l'action individuelle ; le droit syndical n'est pas le faisceau des droits individuels, l'action syndicale n'est pas la somme, le groupement des actions individuelles ; c'est une action spéciale créée par la loi, sans relation théorique avec l'action individuelle. Les deux actions ont sans doute un trait commun en ce qu'elles procèdent du même fait dommageable, mais elles diffèrent par leur cause, leur objet, leur résultat. La formule « défense des intérêts économiques de la profession » est donc justifiée. Faut-il ajouter le mot « collectif » qui se rencontre dans la plupart des arrêts ou des dissertations doctrinales ? Ce serait peut-être une superfétation, un pléonasme, car l'intérêt de la profession implique nécessairement l'intérêt de la collectivité des membres du syndicat professionnel puisque tous appartiennent à la même profession. Il n'est peut-être pas inutile d'insister sur l'idée que le syndicat représente les intérêts de l'ensemble de ses adhérents, non les intérêts individuels. L'essentiel, c'est de retenir dans l'arrêt les

expressions « intérêts économiques de la profession » qui mettent en relief le caractère propre, l'objet spécial de l'action syndicale ».

Tel est donc le sens qui paraît définitivement acquis sur l'intérêt collectif si souvent mis en discussion au sujet de l'action syndicale, et cette mise au point n'était assurément pas inutile au regard de la loi du 6 mai 1919 qui, sans employer le terme, vise bien l'intérêt collectif en ses articles 4 et 9 (celui-ci renvoyant à l'art. 4) qui, dans les actions civiles et correctionnelles, affirment le droit d'action des syndicats et associations « quant aux droits qu'ils ont pour objet de défendre ».

La question de la nécessité du préjudice direct et de la définition du caractère direct du préjudice a soulevé dans la jurisprudence de bien plus longs débats. Les divergences manifestées ont trouvé leur arbitrage dans le même arrêt des Chambres réunies du 5 avril 1913 rappelé dans les débats parlementaires, et c'est là qu'il nous faut trouver la signification de l'expression « préjudice direct ou indirect » adoptée par la loi relative à la protection des appellations d'origine, car il serait déraisonnable et totalement antijuridique d'entendre le mot « indirect » dans un sens absolu laissant place même au mauvais désir de chicane comme en exprimait la crainte M. Gioux dans la première séance de la Chambre du 13 novembre 1913.

On a été du reste unanime au parlement pour déclarer qu'il s'agissait de donner une consécration législative à l'interprétation de l'arrêt précité du 5 avril 1913.

Dans ses arrêts postérieurs à l'arrêt du 20 décembre 1907 précédemment cité, la Chambre criminelle de la Cour de cassation, restant fidèle à la distinction qu'elle avait établie entre l'intérêt collectif et l'intérêt individuel, relègue cependant cette considération au second plan et prend pour fon-

dement principal, sinon exclusif, de ses arrêts la distinction entre l'intérêt direct et l'intérêt indirect. La Chambre criminelle casse, pour défaut de base légale, les décisions qui ne constatent pas ni ne précisent la nature du préjudice qui aurait été causé directement aux intérêts représentés par le syndicat. (2 mai et 24 nov. 1908, S. 1909, 1.477 ; 1910, 1.215 ; 1^{er} juillet et 5 nov. 1909, *Bull. Crim.* p. 652-653, 963-968 n° 340, 497 ; 15 janvier et 5 novembre 1910, *Bull. crim.* p. 45 et 998 n° 26 et 544 ; 17 février 1912, S. 1912, 1.604 605). Elle se montre d'autre part tout à fait rigoureuse pour reconnaître un caractère direct au préjudice invoqué par les syndicats. Elle n'admet point comme raison suffisante la déconsidération jetée sur un commerce ou une industrie et la dépréciation de leurs produits (6 août 1908 ; D. 1911.1.157 ; 13 février 1909, S. 1911. 1.417 ; 19 mars, 16 et 21 avril 1910, *Bull. crim.* n° 148, 201, 209), non plus que le motif pris de la concurrence illicite avilissant les prix et accaparant la clientèle (13 fév. 1909, S. 1911, 1.417 ; 5 et 19 mars 16 et 21 avril 1910, *Bull. crim.* nos 113, 148, 201, 209).

M. le Conseiller Falcimaigne (D. 1914. 1. 69) a relevé seulement cinq arrêts de la Chambre criminelle admettant l'action civile des syndicats pour lésion directe des intérêts dont ils ont la garde. Trois de ces arrêts visent des poursuites pour fausse *indication du lieu d'origine* des produits ; vente sous la dénomination de vins de Saint-Georges d'Orques (8 août 1908, *Bull. crim.*, 354), de Sauternes (8 décembre 1911, *Bull. crim.*, n° 572), de Champagne (29 janv. 1912, *Bull. crim.*, n° 58), de vins de différentes origines.

La Chambre criminelle reconnaissait qu'en privant la viticulture des ces régions des bénéfices légitimes de la production et en dépréciant les vins véritablement récoltés

dans les vignobles cités, les prévenus avaient porté directement atteinte aux intérêts économiques agricoles et commerciaux (ce qui est synonyme d'intérêts collectifs selon la formule précitée de M. le procureur général Sarraut relative à l'arrêt du 5 avril 1913) que les syndicats, personnes morales, avaient pour objet de défendre.

La reconnaissance du caractère direct du préjudice causé restait donc cependant l'exception dans les décisions de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

La Chambre civile de son côté suivait une doctrine nettement orientée vers la recevabilité de l'action syndicale ; elle estimait que le législateur avait exprimé la volonté de voir les syndicats intervenir en justice sans avoir à faire la preuve d'un préjudice direct ; elle estimait que lorsqu'une fraude a été commise sur un produit il était à présumer que l'ensemble des producteurs de ce produit avaient subi un préjudice et que, par conséquent, leurs syndicats pouvaient agir en justice pour défendre l'intérêt collectif.

On peut citer deux arrêts caractéristiques : Par son arrêt du 25 janvier 1910 (D. 1912. 4. 395) la Chambre civile a déclaré recevable l'action en dommages-intérêts intentée par le syndicat de l'ameublement du Mans contre les commissaires-priseurs qui faisaient, sous le couvert de leurs fonctions une concurrence occulte et illicite aux fabricants et marchands de meubles de la ville en vendant des meubles neufs à prix débattu. Dans son arrêt du 5 décembre 1911 (*Gaz. Trib.*, 12 déc. 1911) la Chambre des requêtes a déclaré recevable, l'action en concurrence déloyale intentée par une Chambre syndicale de bijouterie contre un fabricant de perles et pierres d'imitation. On trouve dans ces décisions la reconnaissance que les syndicats agissaient non pas pour la défense des intérêts individuels d'un ou de quelques-uns de leurs membres mais

pour la défense de l'intérêt professionnel commun à tous.

La divergence de ces deux courants de jurisprudence a été soumise aux Chambres réunies de la Cour de cassation (arrêt du 5 avril 1913. D. 1914. 1. 65 et suiv.) dans les conditions suivantes :

La Cour, toutes Chambres réunies, était saisie d'un pourvoi formé par le sieur Perreau marchand de vins en gros contre un arrêt rendu le 22 juillet 1911 par la Cour d'Appel de Rouen qui l'avait condamné à payer au syndicat national de défense de la viticulture française, agissant en qualité de partie civile, une somme de 2.000 francs à titre de dommages-intérêts. Perreau avait été condamné pour mouillage de vin et mise en vente de vin mouillé. M. le Conseiller Falcimaigne expose dans son rapport la marche de l'affaire : « Il est sans intérêt de rappeler les diverses phases de la poursuite qui ont été nombreuses, parce que l'inculpé a usé de toutes les ressources de la procédure pour retarder le jour de la sentence définitive. » Nous ne parlerons pas davantage des condamnations prononcées à la requête, soit du ministère public soit de la régie, que le pourvoi ne remet pas en question. Il suffit de constater qu'à l'audience de la huitième chambre du Tribunal de la Seine où Perreau avait été cité à comparaître, le Syndicat National de la Défense de la viticulture française a pris des conclusions par lesquelles il déclarait se constituer partie civile; qu'un jugement rendu par défaut, le 8 février 1908, a déclaré cette intervention recevable, condamné Perreau à 2.000 francs de dommages-intérêts et ordonné cinq insertions à ses frais et dix aux frais du syndicat; que, sur opposition, cette décision a été maintenue par un autre jugement du 16 mai 1908; qu'elle a été confirmée par un premier arrêt de défaut en date du 23 octobre 1909 qui statue en ces termes sur les conclusions de la partie civile :

« Considérant que, par suite des faits ci-dessus établis à la charge de Perreau, le syndicat national de défense de la Viticulture française a éprouvé un préjudice et que la Cour possède les éléments nécessaires pour en apprécier l'importance. » Le dispositif confirme les condamnations prononcées par les premiers juges. Sur l'opposition du prévenu, cette décision a été maintenue par un arrêt du 18 juin 1910 où on lit : « La Cour....., persistant dans les motifs de l'arrêt auquel Perreau a formé opposition, et précisant que le préjudice causé au Syndicat national de défense de la viticulture française, résulte non seulement de la déconsidération que la fraude commise par Perreau jette sur le produit naturel, mais encore du fait qu'elle détermine une baisse du prix du vin correspondant à la quantité d'eau qui se trouve livrée à la consommation sous le nom de vin. » Perreau s'est pourvu en cassation de ce dernier arrêt. Et par arrêt du 10 février 1911 (D. 1911. 1. 218), la Chambre criminelle en a prononcé la cassation sur le chef relatif à l'intervention du Syndicat de la viticulture. La cause et les parties ont été renvoyées devant la Cour d'appel de Rouen qui a statué par un arrêt de défaut du 20 mai 1911, et qui, pour bien marquer sa résistance à la décision de la Chambre criminelle, a repris presque textuellement les motifs qui avaient été invoqués par la Cour de Paris. Cet arrêt est ainsi conçu : « Attendu que le préjudice directement causé aux intérêts commerciaux, généraux et professionnels, que le Syndicat de la Viticulture française a pour objet de défendre, résulte non seulement de la déconsidération que la fraude commise par Perreau jette sur le produit naturel, mais encore du fait qu'elle détermine une baisse du prix du vin correspondant à la quantité d'eau qui se trouve livrée à la consommation sous le nom de vin ». Sur opposition de Perreau, cet arrêt a été maintenu par un arrêt contradictoire du 22 juillet

let 1911. « Perreau a formé un pourvoi contre cet arrêt. Il a proposé un moyen de forme et, sur le fond, un moyen identique à celui qu'il avait formulé contre l'arrêt de la Cour de Paris. Par arrêt du 23 mars 1912 la Chambre criminelle a rejeté le moyen de forme et, sur le moyen de fond, a renvoyé l'affaire devant les chambres réunies ».

Les moyens du pourvoi et les réponses de la défense portaient sur les deux points déjà examinés : Caractère collectif du préjudice causé, caractère direct du préjudice.

1° *Caractère collectif*. — Suivant le pourvoi le syndicat n'a souffert ni de la déconsidération jetée sur le produit naturel, ni de la baisse du prix correspondant à l'addition d'eau ; si ces effets se sont réellement produits, ils ont compromis seulement les intérêts des négociants qui auraient ainsi subi une concurrence illicite. « La baisse de prix n'a pu léser que les commerçants fournissant la même marchandise, c'est-à-dire, le même genre de vin et qui n'auraient pu le vendre à son prix normal. Certains arrêts ont, il est vrai, considéré comme collectif le préjudice résultant de ventes illégalement ou dolosivement effectuées. Mais il s'agissait alors de ventes faites au détriment d'un groupe restreint de marchands, dont les intérêts communs avaient manifestement subi les conséquences dommageables des faits reprehensibles. On ne saurait attribuer le même effet à un incident particulier au regard de la viticulture française considérée dans son ensemble. »

Selon la défense, et sur la déconsidération du produit naturel, l'arrêt de la Chambre criminelle paraît être le seul qui ait dénié à un intérêt de cette nature le caractère collectif ou corporatif. Sur la baisse du prix, la défense soutient qu'à côté des intérêts individuels qui peuvent en souffrir il existe certainement un intérêt corporatif ou collectif qui n'est pas moins atteint, car s'il est un intérêt

général commun à toute la profession c'est bien le maintien des cours à un taux rémunérateur.

2° *Caractère direct.* — Le pourvoi soutient que le délit a pu causer un préjudice direct aux acheteurs qui auraient reçu ce vin croyant recevoir un vin pur. Mais le dommage résultant pour l'ensemble de la viticulture française de la déconsidération et de la dépréciation du produit naturel n'est qu'une répercussion indirecte du délit.

La défense répond : la règle que le préjudice doit être direct n'a d'autre signification que d'obliger le juge à chercher si le dommage découle immédiatement du délit lui-même et non d'un autre fait, sans lien nécessaire avec l'infraction. Dans l'espèce, c'est le délit consistant dans le mouillage du vin vendu qui, abstraction faite de toute circonstance étrangère, est la cause du préjudice constaté par les juges du fond.

L'arrêt de la Cour, toutes Chambres réunies, rejetant le pourvoi, porte, sur le fond, les motifs suivants :

« Attendu que des qualités de l'arrêt attaqué il appert que le Syndicat national de défense de la Viticulture française est intervenu, en qualité de partie civile, dans la poursuite intentée par le ministère public contre le sieur Perreau sous inculpation de falsification de vin par addition d'eau et de mise en vente de vin qu'il savait être falsifié ; — Attendu que, pour déclarer cette intervention recevable et fondée, l'arrêt s'est basé sur ce que le préjudice, dont réparation était demandée, résultait non seulement de la déconsidération que la fraude commise jetait sur le produit naturel, mais encore du fait que cette fraude déterminait une baisse du prix du vin, correspondant à la quantité d'eau livrée à la consommation sous le nom de vin ; — Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour de Rouen n'a violé aucun des textes visés au moyen ; — Attendu en effet, d'une

part, que l'action civile exercée par le syndicat national de défense de la viticulture française n'avait pas pour objet de donner satisfaction aux intérêts individuels d'un ou de plusieurs de ses membres, mais bien d'assurer la protection de l'intérêt collectif de la profession, envisagée dans son ensemble et représentée par le syndicat, dont la personne juridique est distincte de la personne de chacun de ceux qui le composent ; — Attendu d'autre part, que les deux causes de préjudice retenues par l'arrêt attaqué étaient de nature à atteindre directement les intérêts économiques, commerciaux ou agricoles, dont la défense rentre essentiellement dans la mission légale des syndicats professionnels, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884. »

Cet arrêt révèle, on le voit, le souci d'établir le caractère de relation directe entre le fait délictueux et le préjudice souffert par les intérêts généraux de la profession (ce souci était très nettement exprimé dans les conclusions de M. le procureur général Sarrut) (D. 1914.1.71) mais il admet en même temps :

1° Que dès que ces intérêts collectifs sont touchés le préjudice ne peut être que direct.

2° Que la fraude porte nécessairement atteinte à ces intérêts collectifs (1).

La première de ces conséquences est explicitement formulée par les commentateurs les plus autorisés.

M. le conseiller Chesney qui, en avril 1916, soutenait, en tant que substitut devant la 8^e Chambre, la recevabilité de l'action syndicale, voit sa thèse consacrée par l'arrêt des

1. L'emploi injustifié ou prétendu injustifié de l'appellation d'origine sans fraude, sans délit, comportant les mêmes conséquences, fixe de la même façon les conditions de recevabilité de l'action syndicale dans le domaine des actions civiles.

Chambres réunies (*Annales des falsifications*, 1913, jurisprudence, p. 167).

Le commentateur du Dalloz écrit (D. 1914.1.65) : « Par cela seul qu'il y a lésion des intérêts généraux de la profession, atteinte au patrimoine matériel ou moral à la profession, patrimoine dont le syndicat professionnel a la garde, le syndicat professionnel est par cela même lésé et, dès lors, recevable et fondé à intenter une action ou à intervenir. »

Relativement au même arrêt, M. le professeur Nast écrit encore (D. 1914, note 1, 297) : « Ce qui n'est plus permis aux tribunaux sous peine de voir leur décision cassée, c'est de rejeter les actions des syndicats professionnels, sous le seul prétexte que le fait poursuivi ne peut causer aux syndicats qu'un préjudice indirect : tout fait qui porte atteinte aux intérêts collectifs de la profession doit être considéré comme ayant causé un préjudice direct aux intérêts que les syndicats professionnels ont reçu mission de défendre, et par conséquent donne ouverture à une action syndicale. »

La seconde conséquence, si elle ne ressort pas avec la même évidence, n'en est pas moins certaine, car, étant admis que la déconsidération jetée sur le produit naturel et l'avilissement de sa valeur sont des préjudices portés à l'intérêt collectif de la profession, on ne saurait imaginer une fraude sur le produit naturel qui ne soit pas susceptible de comporter ces deux corollaires.

Et tout ceci s'applique admirablement à la fraude sur l'origine comme à l'emploi inexact d'une appellation d'origine sans mauvaise foi, sans délit caractérisé, dans le domaine des actions civiles. L'emploi injustifié d'une appellation d'origine n'accroît-il pas, comme faisait l'eau pour le vin, la quantité du produit mis sur le marché, et l'ac-

croissement de la quantité d'un produit n'a-t-il point pour conséquence inéluctable une diminution de la valeur.

Nous voici ramenés par un chemin détourné à la formule lapidaire dans laquelle M. Toubreau voyait la synthèse des dispositions législatives de 1907 et de 1908 sur l'action syndicale « la fraude établie, le préjudice existe, voilà la réforme ».

C'est certainement de cette façon, d'autre part, que le parlement a compris et la portée de l'arrêt du 5 avril 1913 et la portée des dispositions nouvelles qu'il devait introduire dans la loi relative à la protection des appellations d'origine, dispositions qui avaient pour but (la volonté en a été constamment manifestée) de donner une confirmation législative à cette jurisprudence souveraine. A la fin des débats sur ce point du projet de loi (Chambre, 1^{re} séance du 24 novembre 1913, *Officiel*, p. 3499). M. Barthe, faisait la déclaration suivante :

« ... Les trois Chambres réunies ont rendu une décision conforme ; mais cela ne doit pas nous suffire. Rappelons-nous ce que disait le ministre de l'agriculture de 1905 « la jurisprudence peut varier demain ; ce que nous voulons, c'est que la loi se substitue à la jurisprudence ». Après le vote de l'article 2 il ne doit pas exister le moindre doute. Les tribunaux ne pourront plus déclarer que les fraudes ne portent atteinte qu'à des intérêts individuels. Nous estimons que les fraudes sont excessivement nuisibles, non seulement aux consommateurs, mais encore à l'ensemble du commerce et de l'agriculture, comme à chacun des commerçants et à chacun des agriculteurs. Nous devons déclarer que, toutes les fois qu'une fraude s'exerce sur un produit agricole, elle doit légalement être présumée avoir occasionné un préjudice direct au groupement de tout ou

partie de ceux qui le produisent ou en trafiquent, sans qu'il soit besoin d'apporter d'autres preuves. »

A ce moment là il ne s'agissait, en l'état du texte du projet de loi, que du caractère pénal des fausses indications d'origine et l'article 2 d'alors portait que « si les faits prévus au paragraphe premier du présent article portent sur les noms commerciaux, marques, dénominations géographiques, objets ou produits pour la défense desquels ils sont constitués, les syndicats intervenant ne seront pas tenus de justifier du préjudice direct que ces faits causent nécessairement à leurs intérêts collectifs ; aucune irrecevabilité tirée de la nature de ce préjudice ou de la relation avec les intérêts individuels ne pourra leur être opposée ».

L'expression « préjudice indirect » a été rétablie (car elle figurait déjà au texte sur lequel la Chambre discutait en 1913) par le projet élaboré par M. Jénouvrier dans son rapport présenté au Sénat en juillet 1914 ; elle s'est trouvée alors enchâssée dans la phrase visant l'action individuelle dans les actions civiles, distinguées pour la première fois des actions correctionnelles, et l'on donna, au second paragraphe de l'article premier, puis par renvoi de l'article 9 (actions correctionnelles) la « même action » aux syndicats et associations. Il n'a jamais été discuté sur le « préjudice indirect » qu'à propos des syndicats et associations et il serait tout à fait discutable dans ces conditions, que le législateur ait rien voulu changer aux conditions d'intérêt requises de l'action individuelle en justice.

On pourrait soutenir cependant, devant la rigueur du texte, que le préjudice indirect est suffisant pour l'exercice en justice de l'action individuelle ; il en résulterait finalement que cette action ayant pour seule fin de faire interdire l'emploi de l'appellation contestée, appartiendrait à tout le monde, car tout habitant des régions intéressées et tout

français même peut souffrir du discrédit jeté sur les produits de la région ou du pays. Cependant, une telle interprétation n'est pas possible, car l'article 5 dit aussi : « Toute personne qui prétendra qu'une appellation d'origine est appliquée à son préjudice direct ou indirect et contre son droit... »

Seuls donc, ceux qui font usage de l'appellation d'origine, les professionnels autrement dit, les ayants-droits « pourront intenter, quelque soit la nature du préjudice qui leur est causé, l'action en justice de l'article 1 comme aussi se prévaloir des termes de l'article 9 sur les actions correctionnelles. »

La crainte des interventions abusives et de la formation de groupements d'occasion provoquée par l'expectative d'interventions aux procès a conduit à exiger des syndicats et associations intentant une action en justice ou se portant partie civile une existence régulière, remontant au minimum à six mois.



La jurisprudence a suivi les directives données par la Cour de cassation, toutes chambres réunies, dans son arrêt du 5 avril 1913 et, par une coïncidence assez curieuse, la Chambre criminelle elle-même en faisait l'application au moment même où l'on exprimait au Parlement la nécessité d'éviter un revirement possible par des dispositions législatives ; et l'affaire soumise à la cour traitait précisément d'une tromperie sur l'origine des vins. On y peut trouver l'expression d'une jurisprudence désormais certaine.

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 12 février 1913 avait accordé aux syndicats, la ligue des viticulteurs de la Gironde et le syndicat girondin, des indemnités en répa-

ration du préjudice causé à l'intérêt collectif de la profession des viticulteurs de la Gironde représentée par ces syndicats ; on trouve dans l'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel les motifs suivants :

« Attendu que l'arrêt attaqué qui a déclaré les inculpés coupables du délit de tromperie sur l'origine des vins par eux vendus, les a condamnés solidairement à payer des dommages-intérêts aux quatre syndicats qui s'étaient portés partie civile,... ; que le dit arrêt expose que la tromperie commise « est de nature à causer aux viticulteurs de la Gironde représentés par les quatre syndicats sus-nommés un préjudice réel et actuel, car elle lèse leurs intérêts généraux et collectifs en déconsidérant les vins de leur région et en empêchant la vente de leurs produits,... » ; Attendu que de ces dénonciations il résulte que la Cour d'appel a envisagé le préjudice qu'elle entendait réparer comme atteignant directement les intérêts collectifs de la profession dans la mesure où ils étaient représentés par les quatre syndicats... »

C'est bien la confirmation, sur une autre espèce, de l'arrêt des Chambres réunies du 5 avril 1913 et comme le type, avant la lettre, de l'application du texte législatif du 6 mai 1919 qui a voulu donner aux principes directeurs de cet arrêt une valeur légale en tant qu'ils peuvent s'appliquer à la protection des appellations d'origine.

La Procédure

Art. 2. — L'action sera portée devant le tribunal civil du lieu d'origine du produit dont l'appellation est contestée. La demande sera dispensée du préliminaire de conciliation et instruite et jugée comme en matière sommaire.

Le tribunal compétent pour juger les différends qui surgiront est celui dans le ressort duquel est né le produit, naturel ou fabriqué, dont l'appellation d'origine est contestée. C'est, en somme, comme en matière de propriété, comme en matière réelle, le tribunal de « l'objet litigieux ». Le juge qualifié pour dire si un produit est originaire d'un lieu déterminé ou s'y rattache par des usages locaux, loyaux et constants, est celui qui juge là où le produit est né, ou a été fabriqué, celui qui est le mieux à même d'apprécier les usages comme la moralité de ceux qui les invoqueront. Le législateur, soucieux d'éviter que la question d'intérêt local pût se poser, a fixé la compétence du juge civil, parce que le « magistrat civil est indépendant, il n'est pas du pays » et si, cependant il peut subir l'empreinte d'une certaine ambiance, il y a possibilité de porter la question devant la Cour d'Appel et enfin devant la Cour de cassation que le législateur a dotée, nous le verrons tout à l'heure, de pouvoirs nouveaux et qui doit assurer, en définitive, l'unité de jurisprudence.



Pour simplifier la procédure, l'article 2 décide que la demande sera dispensée du préliminaire de conciliation, instruite et jugée comme en matière sommaire, conformément aux dispositions des articles 404 et suivants du Code de procédure.

La procédure sommaire tire surtout sa simplicité de l'emploi presque exclusif des explications orales ; elle comporte la suppression des écritures que les parties ont le droit de se signifier en matière ordinaire. Les affaires sommaires sont dispensées du tour de rôle et les vacances judiciaires n'en arrêtent pas l'expédition ; elles sont en pareil cas portées à la Chambre des vacances.

Le législateur n'a pas donné le caractère sommaire à ces instances seulement en envisageant le moyen d'en hâter la solution. Ces instances nécessiteront des enquêtes. Or, en matière sommaire l'enquête est publique à peine de nullité, comme en matière criminelle ; les témoins sont interrogés à l'audience par le Président, en présence du tribunal et du public. C'est un point de ce caractère de publicité dont la loi tout entière est empreinte.

PUBLICITÉ. — INTERVENTION

Art. 3. — Dans la huitaine de l'assignation, le demandeur devra faire insérer, dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement de son domicile, et aussi dans un journal d'annonces légales de l'arrondissement du tribunal saisi, une note succincte indiquant ses nom, prénoms et domicile, les nom, prénoms et domicile de son avoué, ceux du défendeur et de l'avoué de celui-ci, s'il a été constitué, et l'objet de la demande.

Les débats ne pourront commencer que quinze jours après la publication de la note prévue au paragraphe précédent.

Art. 4. — Toute personne, tout syndicat ou association remplissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article premier, pourra intervenir dans l'instance.

Art. 5. — Dans la huitaine de la notification de l'acte d'appel, l'appelant ou les appelants devront faire les insertions prévues à l'article 3 de la présente loi.

Les débats ne pourront commencer devant la Cour que quinze jours après ces insertions.

La loi ayant décidé (voir art. 7) de donner aux jugements et arrêts à intervenir l'autorité de la chose jugée même au regard de ceux qui n'auront pas été parties au procès, il était indispensable de donner à ceux-ci, habitants, ressortissants des régions intéressées, connaissance du procès et toutes facilités pour y intervenir.

Ainsi, lorsqu'une appelation d'origine est contestée par

des personnalités quelconques, la loi les oblige à faire une publicité dans la région de leur domicile et dans la région où la contestation a lieu, tant en appel qu'en première instance, et, tant que la procédure est ouverte, aussi bien devant la Cour d'appel que devant le Tribunal de première instance, on permet à tous ceux qui peuvent avoir un intérêt quelconque au regard de la contestation et de la solution qui lui sera donnée — individus, syndicats, associations présentant les caractères d'intérêt et de durée prévus à l'article 1^{er} — on leur permet d'intervenir.

La procédure est donc ouverte à tous et tous les intéressés, prévenus de cette possibilité d'intervention, doivent savoir que la décision qui sera rendue (art. 7) décidera à l'égard d'eux tous. La publicité est donc une condition tout à fait essentielle dans cette procédure qui fait de chaque procès particulier le principe, la base d'une solution générale et opposable à tous.

POURVOI EN CASSATION. — POUVOIRS DE LA COUR

Art. 6. — Les arrêts de la Cour d'appel pourront être déferés à la Cour de cassation.

En cas de pourvoi devant la Cour de cassation, celle-ci sera compétente pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés par l'article 1^{er}.

Le pourvoi sera suspensif.

La crainte avait déjà été exprimée en 1913, à la Chambre des députés, que la jurisprudence sur une question de fait échappant au contrôle de la Cour de cassation, puisse varier avec les tribunaux et les Cours d'appel. Cette appréhension se justifiait d'autant plus qu'on était alors uniquement en matière répressive.

Cependant M. Jénouvrier, dans son rapport au Sénat, ayant établi toute la première partie de la loi sur les seules actions civiles, écarte catégoriquement l'hypothèse d'une intervention de la Cour suprême parce que, dit-il, les questions envisagées sont des questions de fait et que la loi organique de la constitution de la Cour de cassation s'oppose à ce qu'elle en puisse connaître.

Le rapport Dariac à la Chambre (n° 5.973, du 9 août 1919, p. 2) est revenu sur la question et y a apporté très clairement la distinction nécessaire qui a subsisté dans le texte définitif.

« Il est à retenir que les arrêts de la Cour d'appel pourront se trouver en contradiction, ceux de la Cour d'Agen par exemple, avec ceux de la Cour de Bordeaux, ceux de la Cour de Paris (dans le ressort de laquelle se trouvent les départements de la Marne et de l'Aube), avec ceux de la Cour d'Amiens (qui comprend dans son ressort le département de l'Aisne).

« L'unité de jurisprudence paraît cependant indispensable.

« Sans doute, la Cour de cassation a spécialement pour fonction d'assurer l'unité de la jurisprudence, mais ce tribunal suprême ne juge pas les faits. Elle apprécie uniquement si la légalité a été respectée, et lorsqu'elle a cassé un arrêt elle renvoie la cause devant une autre Cour d'appel.

« On a demandé que, par une dérogation formelle aux règles de droit commun, la Cour de cassation soit admise à statuer sur le fond en cette matière.

« Une telle dérogation était assurément possible en insérant dans la loi une disposition en ce sens.

« Il a semblé toutefois que, sans aller jusque-là, il suffirait, pour donner satisfaction aux préoccupations que nous

avons signalées, de spécifier que la Cour de cassation sera compétente, en cas de pourvoi, pour apprécier si les usages invoqués pour l'emploi d'une appellation d'origine possèdent tous les caractères légaux exigés à l'article 3 (1), c'est-à-dire si la loi a été observée dans son esprit et dans son texte.

« Que veut, en effet, le Parlement ? Que les tribunaux, en l'absence de délimitation administrative, consultent les usages, sans se borner cependant à les enregistrer ; ils doivent en examiner la légalité, les distinguer nettement des abus.

« La Cour de cassation doit exercer son contrôle sur la qualification donnée à ces usages ; elle est compétente pour décider s'ils réunissent les différents caractères énumérés par la loi et qui en font des usages légaux.

« Prenons un exemple : si l'appellation champagne a été déclarée par une Cour d'appel employée régulièrement pour la désignation d'un vin mousseux étranger à la Champagne, la Cour de cassation pourra décider que la Cour d'appel n'a pas suffisamment établi le caractère loyal et constant (c'est-à-dire légal) des usages locaux dans la cause ; elle pourra casser l'arrêt et renvoyer l'affaire devant une autre Cour. »

Il s'agissait donc, et il s'agit dans le texte définitif de la loi, de la qualification des usages.

La commission de législation civile de la chambre jugea qu'il était plus simple de dire que la Cour de cassation jugerait « au fond » et un texte conforme à sa proposition fut d'abord voté. Il paraît bien cependant que ce que la chambre comprenait c'est que ce jugement « au fond » serait un arrêt rendu sur les bases indiquées par le rap-

1. Devenu l'article 1^{er}.

port de M. Dariac, à savoir que l'on n'envisageait pas que la Cour de cassation puisse prononcer sur une question d'indemnité, sur une question pénale.

Quoi qu'il en soit, on jugea indispensable au Sénat de reprendre la précision du texte primitivement proposé. M. Guillaume Poulle disait, à la séance du 24 avril 1919 : « Si la Cour de cassation pouvait statuer au fond, tout le procès serait à nouveau soumis à la Cour de cassation, transformée ainsi en une sorte de troisième degré de juridiction. Elle pourrait statuer même sur une question qui ne serait pas la question des usages : par exemple sur une question de dommages-intérêts. On pourrait se pourvoir devant la Cour de cassation pour lui demander de décider sur des questions secondaires. Cette interprétation s'imposerait évidemment en présence du texte et de sa généralité. »

A quoi M. Clémentel, ministre du Commerce, faisait remarquer : « Il n'y a pas de dommages-intérêts, en réalité il ne peut pas y en avoir. Ce qui est nouveau surtout, c'est cet arbitrage donné aux tribunaux pour fixer la propriété et, dans la première partie qui vise les actions civiles, il n'est pas possible qu'il y ait ni indemnité, ni pénalité. Il ne peut y en avoir que lorsque de mauvaise foi quelqu'un qui n'a pas droit à l'appellation d'origine voudra s'en servir. »

Cette interprétation étant acceptée, le Sénat jugea cependant préférable, indispensable même, et la Chambre ratifia son vote, que le texte le dise formellement pour éviter des controverses nombreuses que l'obscurité du texte aurait pu autoriser.

Ainsi se trouvait nettement défini ce que le Parlement voulait établir ici, sur la question de propriété de l'appellation d'origine, selon la formule de M. Clémentel : « Un

grand arbitrage fait d'abord par les tribunaux, par les cours d'appel et souverainement, s'il y avait lieu, en cas de conflit, par la cour de cassation, »

PORTÉE GÉNÉRALE DES JUGEMENTS ET ARRÊTS

ART. 7. — Les jugements ou arrêts définitifs décideront à l'égard de tous les habitants et propriétaires de la même commune ou, le cas échéant, d'une partie de la même commune.

Les articles 3 et 7 sont en étroite corrélation; la décision du second nécessite et justifie les dispositions du premier. Si la publicité et le droit d'intervention sont indispensables, c'est précisément parce que chaque procès particulier devient la base d'une décision générale. Le Parlement a été amené à organiser cette procédure particulière par la volonté de limiter les procès et surtout de donner aux jugements et arrêts qui interviendront l'autorité de la chose jugée même au regard de ceux qui n'auront pas été parties au procès, à la condition qu'ils l'aient connu et que toutes facilités d'intervenir leur aient été données. Les décisions seront opposables non seulement à ceux qui les auront provoquées ou se seront défendus, mais à tous ceux qui se trouvaient, en réalité, intéressés.

Pour satisfaire un but proposé, le Sénat avait choisi comme fraction territoriale d'origine la commune, la plus petite unité administrative. Une délégation girondine avait demandé la suppression de l'article 7, et, dans son rapport à la Chambre des députés du 9 août 1919, M. Dariac faisait remarquer que dans certains cas cette petite unité qu'est la commune serait même trop étendue et que la disposition visée conduirait à des décisions fâcheuses. « Dans telle commune qui produit un vin de crû renommé se trouve

une zone moins favorisée dont le vignoble produit un vin sinon médiocre, du moins très ordinaire, auquel la dénomination fameuse n'a jamais été donnée jusqu'à ce jour. » Il apparaît comme excessif et injustifié d'appliquer à toute la commune une appellation d'origine qui parfois serait peu en accord avec les usages locaux, loyaux et constants, il fut admis qu'il y avait un vif intérêt à permettre au tribunal de dire, le cas échéant, que sa décision ne sera applicable qu'à certaine partie de la commune.

Ainsi se trouve corrigée dans une certaine mesure, et pour les produits naturels tout au moins, la suppression de la considération, dans la loi, des qualités substantielles mais toujours en se rapportant non pas d'abord à l'appréciation de la qualité, mais à la considération des usages loyaux et constants qui sont à la base de la loi et doivent rester à la base des décisions judiciaires.

ACTIONS CORRECTIONNELLES

Le second titre de la loi a trait aux actions correctionnelles, selon la distinction mentionnée, dès le début, distinction établie pour la première fois devant le Sénat (rapport Jénouvrier) et nettement caractérisée par le rapport Paisant à la Chambre (Cf. p. 35).

L'article 8 décide que le fait de donner par un moyen quelconque à des produits naturels ou fabriqués une appellation d'origine que son auteur savait inexacte; que le fait de vendre, mettre en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués avec une appellation d'origine qu'on savait inexacte, constitue un délit punissable des peines portées en cet article 8.

Il ne s'agit plus en effet ici d'une discussion portant sur une question de propriété, mais d'une fraude réelle.

Ou bien la question de propriété a été définitivement tranchée par la juridiction civile et le fait de passer outre à ses décisions caractérise le délit, ou bien (et il faut raisonnablement admettre cette seconde hypothèse) il ne sera pas nécessaire que la juridiction civile se soit prononcée, parce que la question de propriété « n'a jamais pu se poser sérieusement, ce que le tribunal décidera ; comme si un récoltant de l'Hérault donnait à son vin le nom de « Champagne » ou un récoltant de raisins d'une région quelconque à ses raisins l'appellation « Fontainebleau » ou « Thomery », etc... » (1).

Dans les cas envisagés, nous sommes en présence de la fraude, du délit justiciable des tribunaux répressifs. La procédure des actions correctionnelles, comme la compétence des tribunaux chargés de les juger, sont fixées par les règles générales du Code d'Instruction Criminelle.

Les dispositions de l'article 8 se rapprochent des dispositions de l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824 (visant les seuls produits fabriqués) que le projet voté par la Chambre en 1913 avait seulement pour but de compléter et d'élargir. Il sera donc possible pour son application de se reporter parfois à des études comme à des décisions antérieures :

ACTIONS CORRECTIONNELLES

ART. 8. — Quiconque aura soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement ou par une altération quelconque sur des produits naturels ou fabriqués, mis en vente ou destinés à être mis en vente, des appellations d'origine qu'il savait inexactes sera puni d'un emprisonnement de trois mois au

1. Rapport Jénouvrier, p. 47.

moins, d'un an au plus et d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2.000 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Le tribunal pourra, en outre, ordonner l'affichage du jugement dans les lieux qu'il désignera et son insertion intégrale ou par extrait dans les journaux qu'il indiquera le tout aux frais du condamné.

Quiconque aura vendu, mis en vente ou en circulation, des produits naturels ou fabriqués portant une appellation d'origine qu'il savait inexacte, sera puni des mêmes peines.

Les éléments du délit. — Les Faits.

La Mauvaise Foi.

Aux termes de l'article 8 l'emploi frauduleux d'une appellation d'origine constitue le délit de la loi du 6 mai 1919 lorsque cet emploi comporte la présence, sur le produit, de la dite appellation.

Si dans les conventions de vente il est fait état, frauduleusement, de l'origine mais que l'on ne se trouve pas en présence de produits « portant » l'appellation d'origine, il paraît donc qu'on ne pourrait se reporter qu'au texte de la loi du 1^{er} août 1905, art 1^{er}, auquel cas la tromperie est caractérisée lorsque la désignation de l'origine « devra être considérée comme la cause principale de la vente ».

Cependant, comme il était assurément dans l'intention du législateur que la loi du 6 mai 1919 assure une protection très générale de l'emploi régulier des appellations d'origine, comme aussi le mot plus général « portant » a été substitué au terme « marqué » de la loi du 1824, il semble tout à fait possible, et il est souhaitable, que la jurisprudence considère que les produits « portent » l'appellation d'origine, et que la loi du 6 mai 1919 est applicable, lorsqu'il aura été fait état de l'appellation d'origine, sans

apposition directe, dans les marchés, correspondances, factures, pièces de transports, etc., etc...

On trouve dans l'énumération de l'article 8 deux sortes de faits punissables : l'apposition, sous ses différentes formes, de l'appellation d'origine faussement attribuée, sur des produits mis en vente ou destinés à la vente, ensuite la vente, mise en vente ou en circulation du produit portant l'appellation usurpée.

Le premier de ces faits paraît défini d'une façon assez large : « apposition », « altération quelconque » pour ne pas laisser place à l'ingéniosité d'une fraude qui prétendrait passer entre les mailles de la loi. On pourrait prétendre pourtant, et on a prétendu en effet, sous l'empire de la loi de 1824, que le délit n'est pas caractérisé, lorsque la dénomination faussement employée n'est pas adhérente au produit lui-même ! Le fait est fréquent, il est inévitable, pour un quantité de produits : Les vins précisément, les produits en poudre, tous les liquides, les fruits, les animaux, bien des produits fabriqués comme les aiguilles, etc., etc... C'est, en pareil cas, le contenant : bouteille, caisse, enveloppe quelconque, qui porte la dénomination du produit ; une dénomination fausse échapperait-elle pour cela à l'application de la loi ? Il faut tout supposer pour mentionner même une semblable prétention. Les tribunaux ont décidé sans variation, que la loi de 1824 (1) dont l'énumé-

1. Texte de la loi des 28 juillet et 4 août 1824, article 1^{er} :

Quiconque aura, soit apposé, soit fait apparaître, par addition, retranchement, ou par une altération quelconque, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant autre que celui qui en est l'auteur, ou la raison commerciale d'une fabrique autre que celle où lesdits objets auront été fabriqués, ou enfin le nom d'un lieu autre que celui de la fabrication, sera puni des peines portées en l'article 423 du Code pénal, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Tout marchand, commissionnaire ou débitant quelconque sera passible des effets de la poursuite, lorsqu'il aura sciemment exposé en vente ou mis en circulation les objets marqués de noms supposés ou altérés.

ration est identique devait s'appliquer alors même que le nom de lieu n'était pas adhérent au produit lui-même (cassation, 25 sept. 1879, ann. 79-345. Cassation Requête, 5 août 1890, ann. 93-256). Il en devrait être de même, à notre avis, dans le cas d'étiquettes mobiles désignant des produits exposés, même en vrac, telle une étiquette désignant des pêches à l'étalage sous le nom de « pêches de Montréuil ».

La jurisprudence a de même décidé que la loi est applicable lorsque le nom n'est pas apparent, le produit portant le nom étant enfermé d'une façon quelconque, alors même que l'acheteur, au moment de l'achat n'aurait pas examiné le produit lui-même (Douai, 21 janvier 1887. Ann. 88-93). La loi s'applique aussi bien aux marques non apparentes, telles que celles que les fabricants de vins de Champagne apposent sur la partie du bouchon qui pénètre dans la bouteille, qu'aux marques appliquées d'une manière ostensible (cassation 12 juillet 1845, D. 45.1.327) (1).

On peut encore supposer que l'usurpation du nom est faite de telle sorte que le nom n'est pas exactement reproduit, mais qu'il est légèrement défiguré.

Nous pensons que la loi reste applicable, comme la jurisprudence décidait que la loi de 1824 restait applicable alors même qu'une lettre est substituée à une autre et que le nom usurpé est légèrement défiguré, s'il conserve son aspect général et sa principale consonnance (Trib. civ. Seine, 8 mai 1878 ; D. 79.3.61 : Bouland au lieu de Rowland).

1. L'art. 20 de la loi du 6 mai 1919 (voir p. 142) oblige à l'apposition du mot « champagne » sur les bouteilles, caisses et bouchons.

FAÇON DE... SYSTÈME DE .. IMITÉ DE ..

L'emploi d'une appellation d'origine sur un produit qui n'a point droit à cette appellation est-il encore illicite lorsque ladite appellation est précédée des expressions : façon de... système de... imité de... ?

Pas plus que la loi de 1824, la loi du 6 mai 1919 ne s'est expliquée à ce sujet. Il nous faut sur ce point remonter à des textes antérieurs :

L'article 17 de la loi du 22 germinal an XI déclare que « la marque sera considérée comme contrefaite quand on y aura inséré ces mots : façon de..., et, à la suite, le nom d'un autre fabricant ou d'une autre ville ».

Aucune loi ultérieure n'a abrogé ce texte ; la loi de 1824, article 2, n'a fait que modifier les peines. Ainsi que l'écrit M. Pouillet dans son traité des marques de fabrique : « il suffit de lire attentivement l'exposé des motifs et le rapport qui ont précédé la loi de 1824 pour se convaincre que l'objet de cette loi a été de modifier la peine, point du tout de supprimer le délit. S'il en était autrement, la loi qui a voulu donner une garantie nouvelle aux fabricants contre les usurpations dont ils sont victimes, irait directement contre son but ».

Ainsi donc, l'article 1^{er} de la loi de l'an XI, reste en vigueur et il a été jugé que tant qu'un nom n'est pas devenu la désignation nécessaire d'un produit (1), nul n'a le droit de s'en servir même en le faisant précéder des mots : façon de..., système de..., imité de.... (Cas. 24 décembre 1856. D. 56. 1. 66 ; Agen, 20 juillet 1873. D. 79. 2. 9 et

1. C'est-à-dire lorsque l'appellation n'est pas devenue une dénomination générique, question d'espèce qui nous reporte à la discussion sur le caractère générique des noms géographiques, page 54.

note sous l'arrêt : Cassation 15 avril 1878. D. 79. 1. 169).

Ces arrêts, se basant sur les lois de l'an XI et de 1824 visent l'emploi de noms patronymiques, rien n'empêche d'appliquer leurs motifs et leurs décisions à l'emploi d'une appellation géographique d'origine, d'autant plus que la loi de l'an XI en son article 17 mentionne les noms « de ville » et que la loi de 1824, dont la loi du 6 mai 1919 a étendu les dispositions aux produits naturels, vise l'emploi injustifié du « nom d'un lieu » (1).

L'HOMONYMIE

Le cas peut se présenter, et se présente en effet, dans lequel plusieurs localités portent un même nom ou des noms de ressemblance très étroite, alors qu'une seule d'entre elles donne naissance à des produits, naturels ou fabriqués, qui, présentés sous son nom, jouissent d'une réputation particulière. Ainsi se trouve dans le département de l'Ain une commune qui porte le nom de Champagne ; on citait au Sénat (24 avril 1919) le cas d'une commune de la Creuse ou de la Corrèze, qui porte le nom d'une commune de la Gironde et qui produit du vin. Les localités homonymes vont-elles pouvoir présenter sous leur nom des produits analogues aux produits dont la réputation est établie sous ce même nom. La loi de 1919 ne saurait les en empêcher, pas plus que la loi de 1824 (Trib. Corr. Seine 29 janvier 1879. Ann. 79.314) ; mais en pareille matière il peut parfaitement y avoir lieu à procès pour con-

1. Voir dans la partie Annexe, en fin du volume, sous le rapport concernant les appellations d'origine des fromages, le jugement du tribunal civil de Lyon, du 4 juin 1910, appliquant les lois de l'an XI et de 1824 à la dénomination « Roquefort » précédée des locutions : « genre », « façon de », etc.

currence déloyale selon le droit commun, et il est possible de rechercher et d'établir l'intention de détourner à son profit la réputation acquise par autrui, absolument comme en cas d'usage d'un nom patronymique. Les homonymes doivent écarter les confusions possibles et il nous paraît qu'en telles circonstances le juge peut ordonner les mesures propres à les éviter, comme l'indication complémentaire du département d'origine (Voir ci-dessous p. 104 sur les pouvoirs des tribunaux).

« PROPRIÉTAIRE A »..... « FABRICANT A... » etc...

Il y a des noms de localités qui sont couramment employés pour désigner des produits déterminés, qui constituent une appellation désignant un produit ayant, selon les usages loyaux et constants, un droit exclusif à cette appellation. Ainsi par exemple le nom de la ville de Cognac qui sert universellement à désigner des eaux-de-vie réputées, les noms de Mâcon, Beaune, Pomard, Saint-Emilion, Chablis, Vouvray, Saumur, Sillery, Roquefort, Sèvres, etc., etc... Les négociants, propriétaires, fabricants établis dans ces localités pourraient-ils impunément rappeler sur l'étiquette recouvrant des produits d'origines différentes, le nom de la localité où ils sont établis, lequel nom sert communément à désigner un produit déterminé, ce qui aurait pour résultat de faire passer toute espèce de produits pour des Cognac, Mâcon, Beaune, Sillery, Roquefort, etc., etc... Par exemple, des producteurs ou négociants en spiritueux de la région de Cognac, habitant la ville de Cognac, pourraient très facilement faire passer des eaux-de-vie ne provenant pas de la région de Cognac pour de véritables « cognac » en étiquetant ces produits: X... Cie, Cognac. On pourrait soutenir, à tort certainement, qu'il n'y a là en somme

qu'une indication d'adresse, l'estampille de la raison commerciale.

Le décret du 3 septembre 1907 visait le cas, en son article 12, ainsi conçu : « Lorsqu'un nom de localité constitue une appellation désignant un produit qui a un droit exclusif à cette appellation, les propriétaires, viticulteurs, négociants ou commerçants résidant dans cette localité, quand ils mettent en vente ou vendent un produit n'ayant pas droit à ladite appellation ne peuvent faire figurer sur leurs étiquettes, emballages et récipients, le nom de ladite localité qu'à condition de le faire précéder des mots « propriétaire à..., viticulteur à..., négociant à..., ou commerçant à..., » suivi de l'indication du département où est située la localité, le tout imprimé en caractères identiques. »

La loi du 6 mai 1919 (voir art. 24) a abrogé l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, en tant qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales, et tous règlements d'administration publique rendus en exécution de cet article. L'article 12 du décret du 3 septembre 1907 paraît donc, de ce fait, abrogé. Mais l'emploi d'indications comme celles ci-dessus visées (ex. X... et Cie, Cognac) sur des produits analogues à ceux mis en vente sous ce nom d'origine réputée et n'ayant pas cette origine, paraît bien susceptible de tomber sous l'application de la loi du 6 mai 1919, et la jurisprudence pourrait considérer qu'il y a là véritablement « apposition » de l'appellation d'origine et exiger soit la disparition du nom d'origine, soit d'addition d'indications complémentaires capables d'écarter toute confusion,

Les indications comme « viticulteur à..., » « fabricant à..., » ne nous paraissent pas elles-mêmes, quand l'origine

n'est pas conforme, à l'abri de toute critique (Ex. X. . ., fabricant à Roquefort) ; leur emploi peut avoir pour but et pour effet, toujours au sujet de produits analogues à ceux dont il vient d'être question, l'établissement d'une confusion et le détournement injustifié d'une réputation établie. Cette intention et ce préjudice peuvent, dans le champ d'application du droit commun, constituer les éléments d'une concurrence déloyale susceptible de contestation.

*
* *
*

« Les tribunaux, dit M. Pouillet (*Dictionnaire de la propriété industrielle, artistique et littéraire*, concurrence déloyale § 5 n° 1) ont un pouvoir souverain pour prescrire les mesures qui leur paraissent les plus propres à empêcher le retour ou la continuation de la concurrence déloyale. » Cette doctrine est conforme à la jurisprudence de la Cour de cassation qui décide que les juges du fait ont, en matière de concurrence déloyale, le droit et le devoir de prévenir la fraude par tous les moyens, à la seule condition de ne pas prononcer contre un commerçant l'interdiction absolue de se servir de son nom patronymique ; par suite ils n'excèdent pas leurs pouvoirs en obligeant un commerçant à donner sur ses produits, annonces et publications quelconques, plus d'importance à son prénom qu'à son nom, à se servir de caractères d'une certaine dimension et à ne mettre sa marque que sur certaines places (Cassation 15 juillet 1879. D. 1880. 1. 80). On peut raisonner de même, par analogie, sur les indications concernant l'origine. — Les tribunaux ont un pouvoir souverain à l'effet d'imposer à des droits rivaux les restrictions que comporte la nécessité de les concilier en vue d'une libre et loyale concurrence (Bordeaux, 20 décembre 1897. D. 99. 2. 21,

« Saint-Emilion », « Château-Larcis »). La latitude laissée sur ce point aux Tribunaux est telle que, au point de vue de ces mesures, il n'y a jamais rien de définitivement jugé et que, si après un premier jugement, la concurrence déloyale persiste, les tribunaux peuvent ordonner de nouvelles mesures plus propres que les premières à atteindre le but (Cassation 21 juillet 1890. D. 91. 1. 139, sur « Hospices de Beaune » et la note).

VENTE. — MISE EN VENTE OU EN CIRCULATION

La seconde catégorie de faits punissables concerne la vente, la mise en vente ou en circulation. La fraude peut très fréquemment n'être découverte que lorsque le produit aura été déjà l'objet de ventes et de reventes : pour être efficace, la loi devait prononcer la possibilité de poursuites et de condamnations contre les vendeurs de mauvaise foi.

La loi de 1824, portait l'expression « exposé en vente » ; de la substitution à ces termes des termes « mis en vente » paraît ressortir la volonté d'atteindre la détention en vue de la vente quand bien même elle ne serait pas accompagnée d'exposition, d'étalage.

Le législateur a prévu en même temps la « mise en circulation » du produit portant la dénomination d'origine faussement attribuée ; ainsi l'intermédiaire qui, comme le commissionnaire, ne fait qu'acheter et vendre les marchandises sans les détenir à proprement parler, est également punissable.

Sous l'empire de la loi de 1824 on a discuté sur le point de savoir si les faits d'exposition en vente et de mise en circulation constituaient des faits de complicité du délit

d'apposition ou bien des délits distincts. La jurisprudence a considéré ces faits comme des délits spéciaux (Cassation Crim, 27 février 1880. D. 80. 1. 431). La loi du 6 mai 1919 qui porte, non plus comme la loi de 1824 : « sera passible des effets de la poursuite » mais « sera puni des mêmes peines » caractérise bien la vente, la mise en vente ou en circulation comme des délits principaux.

ELÉMENT MORAL DU DÉLIT : LA MAUVAISE FOI

Le texte de la loi de 1824 permettait de discuter sur le caractère de l'intention frauduleuse comme condition essentielle ou non du délit et sur le fardeau de la preuve sur ce point. Tel a été aussi l'objet de discussions assez longues, et parfois surprenantes par l'exposé de conceptions anti-juridiques, à la Chambre en novembre 1913.

Ces discussions n'ont plus aucun intérêt pratique, car la question est rigoureusement tranchée par la présence dans l'article 8, premier et troisième paragraphes, de l'expression intentionnellement introduite et très claire : « qu'il savait inexacte ».

Dans tous les cas, apposition, mise en vente, etc.... la mauvaise foi est un élément essentiel du délit, et la preuve de la mauvaise foi conformément au droit commun, incombe à l'accusation.

Ces solutions ne sont-elles pas pleinement justifiées dans les deux catégories de faits ? Par exemple : 1° Un producteur, sur la zone frontière de la région dont le nom est employé et sur l'étendue de laquelle la juridiction civile n'a pas décidé, pense avoir et prétend avoir droit à l'appellation d'origine ; 2° Un marchand peut parfaitement ne pas avoir connu la fraude commise par le producteur ou le fabricant sur les objets qu'il met en vente.

Dans son rapport au Sénat (p. 29) M. Jénouvrier a très catégoriquement exposé la nécessité de la mauvaise foi.

« Il faut relever, pour la repousser, la prétention d'obliger le prévenu à justifier de sa bonne foi ; c'est le renversement de tous les principes en matière correctionnelle. En dehors de quelques délits dits contraventionnels, qui existent en l'absence de toute intention mauvaise chez leur auteur, aucune prévention ne peut être maintenue que si le ministère public a fait la preuve de : 1^o l'existence d'un fait matériel prévu par une loi pénale ; 2^o l'intention coupable chez son auteur qui lui n'a jamais *d'abord* à justifier de sa bonne foi. »

La partie civile

ART. 9. — Toute personne qui se prétendra lésée par le délit prévu à l'article précédent, tout syndicat et association réunissant les conditions de durée et d'intérêt prévues à l'article 1^{er} pourra se constituer partie civile conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

L'énumération de l'article 9 comporte le droit d'action et d'intervention pour tout intéressé : producteur, négociant, consommateur, qu'il s'agisse d'un produit quelconque et non plus seulement de produits fabriqués comme aux termes de la loi de 1824 et sans qu'il soit besoin d'apporter la preuve, comme aux termes de la loi du 1^{er} août 1905, que l'indication de l'origine a été la cause principale de la vente.

Sur les conditions de l'action syndicale et des associations, on se reportera à l'étude faite sur ce point dans le commentaire des actions civiles déterminées par l'article 1^{er} auquel reporte l'article 9 (voir page 63).

APPENDICE

CONSTATATION ET PREUVE DU DÉLIT

En cas de poursuites directes exercées par le ministère public, il sera procédé, quant au mode de constatation des délits, selon les formes déterminées par le Code d'instruction criminelle. Mais il est à présumer que ces poursuites directes ne seront pas fréquentes dans le champ d'application de la loi du 6 mai 1919 manifestement empreinte du désir et de l'intention de remettre le soin de la défense de leurs droits et de la répression des faits qui y porteraient atteinte aux mains des intéressés eux-mêmes.

Le point qui nous intéresse est la recherche du moyen par lequel la partie lésée, usant de son droit d'action directe, pourra administrer de la façon la plus efficace la preuve des faits délictueux qu'elle sera chargée d'apporter.

La loi du 6 mai 1919 est muette sur ce point comme l'était déjà la loi de 1824. C'est la persistance d'une lacune qu'il eut été utile de combler car il eut été utile de posséder l'indication des moyens de constatation à employer en cas de dépôt d'une plainte ou d'une citation directe, et il y aurait un très gros intérêt à éviter la disparition des traces du fait délictueux en disposant d'un moyen préventif sûr d'arriver à constater les faits dont on croit avoir à se plaindre, avant même l'introduction d'une demande ou d'une poursuite.

Sans doute, tous moyens habituels peuvent être employés : témoignages, production d'écrits ou de factures, achat de la marchandise avec identification par constat, mais nous pensons qu'il serait possible d'employer un

moyen excellent et rigoureux de constatation en recourant aux formalités de la description par huissier, avec ou sans saisie, réglées par l'article 17 de la loi du 23 juin 1857 qui concerne la constatation de la contrefaçon des marques de fabrique et de commerce et qu'il paraît possible d'appliquer à la description, avec ou sans saisie, des objets revêtus de l'appellation d'origine prétendue employée frauduleusement (1). Nous en exposons brièvement la procédure :

Une requête est adressée au président du tribunal civil ou au juge de paix du canton, à défaut de tribunal dans le lieu où se trouvent les produits à décrire ou à saisir. En présentant sa requête, la partie poursuivante justifiera de son intérêt et, autant que possible, produira des indices sur l'usurpation poursuivie. Le président du tribunal civil ou le juge de paix délivrera alors son ordonnance.

La saisie pouvant causer un préjudice à la personne chez qui elle est opérée puisqu'on peut considérer comme possible que les allégations du demandeur ne soient pas fondées ; si une saisie réelle est requise et non pas seulement une description, le juge peut exiger du requérant le dépôt d'un cautionnement.

Une fois la description ou la saisie pratiquée, le requérant doit exercer la poursuite dans un délai de quinzaine outre une certaine augmentation à raison des distances, faute de quoi la description ou saisie est nulle de plein droit, sans préjudice de dommages-intérêts s'il y a lieu. Cela ne veut pas dire que le poursuivant éventuel est déchu du droit d'exercer des poursuites, mais seulement

1. On pourrait justifier cette procédure en invoquant l'art. 54 du décret du 30 mars 1808 qui donne pouvoir au président du tribunal de prononcer sur « toutes requêtes à fin d'arrêt ou de revendication de meubles ou de marchandises, ou autres mesures d'urgence... ».

qu'il ne pourra plus se prévaloir de la description ou saisie frappée de nullité ; il pourra toujours prouver les faits dont il se plaint par tous les autres moyens possibles.

**DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX APPELLATIONS
D'ORIGINE S'APPLIQUANT AUX VINS
ET AUX EAUX-DE-VIE**

(ART. 10 A 15 INCLUS)

La loi du 6 mai 1919 a une portée tout à fait générale : elle s'applique à tous les produits, naturels ou fabriqués, auxquels on donne ou auxquels on voudra donner une appellation d'origine. Elle vise cependant plus particulièrement les produits vinicoles ; sa nécessité est apparue à la suite des graves événements suscités par les difficultés d'application des règlements administratifs sur les appellations régionales de grands vins français. Le Parlement a certainement pensé aussi que l'appellation d'origine est un élément plus important pour les vins et les eaux-de-vie que pour la plupart des autres produits et que c'est à leur égard que l'appellation doit être le plus minutieusement protégée, parce qu'elle est plus facilement atteinte par la fraude.

De là toute une réglementation spéciale que nous entourerons de commentaires pratiques et des développements fournis par l'Administration sur cette partie de la loi.

L'article 10 pose un principe capital :

ART. 10. — Les appellations d'origine des produits vinicoles ne pourront jamais être considérées comme présentant un caractère générique et tombées dans le domaine public.

Ce principe avait été sanctionné déjà par la jurisprudence (voir p. 54 et suivantes : *les appellations d'origine à*

caractère générique) et, au point de vue international, par l'arrangement de Madrid de 1911 (voir III^e partie dans lequel nous avons obtenu d'un certain nombre de pays la reconnaissance de notre droit exclusif à la propriété des appellations d'origine de nos eaux-de-vie et de nos vins. Certains pays, comme l'Allemagne, n'ont pas adhéré à cette convention. L'Allemagne trafiquait honteusement de nos appellations d'origine ; elle avait promulgué une loi aux termes de laquelle on pouvait appeler du nom du lieu d'origine un produit viticole quelconque à condition d'incorporer 51 0/0 de ce produit d'origine dans celui qu'on mettait en vente (1) ! Nous verrons (III^e partie) que le traité paix du 28 juin 1919 a imposé à l'Allemagne le respect de de nos appellations d'origine.

La déclaration.

Enregistrement. — Publicité.

Le moyen le plus efficace de faire connaître la prétention au droit à l'appellation d'origine et de donner à la contradiction la facilité de se produire a paru se trouver dans l'addition d'une mention spéciale à la déclaration de récolte (2). C'est aussi par ce moyen que la régie pourra procéder au contrôle organisé par l'article 12 et aux mesures prescrites par l'article 13.

ART. 11. — Tout récoltant qui entend donner à son produit une appellation d'origine est tenu de l'indiquer dans sa déclaration de récolte.

Le service chargé de la protection des appellations d'origine au ministère de l'agriculture et du ravitaillement procédera à

1. Loi allemande sur les vins « Weingesetz » du 1^{er} sept. 1909. Art. 7.

2. Il est bien entendu que tout récoltant reste libre de ne donner à son vin, aucune appellation d'origine et qu'en pareil cas il n'a à faire, dans sa déclaration de récolte, aucune mention à ce sujet.

l'enregistrement et à la publicité des déclarations faites dans les mairies par les récoltants lorsqu'elles comporteront l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été reconnu au déclarant (1).

L'enregistrement de ces déclarations, prévu au deuxième paragraphe du présent article, ainsi que leur insertion dans un recueil officiel donneront lieu à la perception de taxes à déterminer par un règlement d'administration publique.

Le Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, par circulaire du 6 juin 1919 adressée aux préfets pour l'application de la loi sur les appellations d'origine, a donné, sur les prescriptions et les formalités de l'article 11 les précisions suivantes :

L'administration devra procéder à une centralisation et à une publication officielle de ces déclarations lorsqu'elles seront sujettes à contestation, c'est-à-dire lorsque le déclarant utilisant une dénomination autre que le nom même de son département ou de

1. Le *Journal officiel* du 24 août 1919 a publié un « Arrêté prescrivant la publication des premières déclarations recueillies dans les mairies en exécution de la loi du 6 mai 1919 sur la protection des appellations d'origine » ;

Le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.

Vu la loi du 6 mai 1919 relative à la protection des appellations d'origine :

Vu notamment l'article 11 de cette loi ainsi conçu :

Sur le rapport du directeur des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes.

Arrête :

Art. 1^{er}. — A dater de ce jour les déclarations faites dans les mairies en conformité de l'article 11 de la loi du 6 mai 1919, relative à la protection des appellations d'origine, seront insérées au *Journal officiel*.

Cette insertion fera courir le délai de la prescription prévue par les articles 15 et 17 de ladite loi.

Art. 2. — Le directeur des services sanitaires et scientifiques, et de la répression des fraudes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris le 23 août 1919.

NOULENS.

Suit une longue liste de personnes déclarant qu'elles entendent vendre sous l'appellation d'origine champagne leurs vins mousseux récoltés sur une vingtaine de communes de l'Aube.

sa commune, ne pourra invoquer à son profit ni la présomption légale établie par l'article 24 de la nouvelle loi, ni une décision de justice reconnaissant formellement son droit.

Particularité fort importante, la publication au *recueil officiel* des appellations d'origine de vins mousseux vendus comme champagne et d'eaux-de-vie vendues sous une appellation d'origine quelconque, marquera le point de départ d'une prescription d'un an. Si pendant ce délai d'un an, à dater de la publication, l'appellation d'origine n'est pas contestée au déclarant, elle lui est définitivement acquise.

Aucune prescription semblable n'existe pour les vins, ni pour les vins mousseux vendus sous une autre appellation que celle de champagne. Les déclarations n'en doivent cependant pas moins être enregistrées et publiées, s'il y a lieu par l'administration centrale.

Pour cette œuvre d'enregistrement et de publicité, la loi du 6 mai 1919 ne jouera pleinement que lors de la prochaine campagne viticole ; mais parmi ses dispositions, les unes sont immédiatement applicables, d'autre entreront en application trois mois après sa promulgation, d'autres enfin au 1^{er} septembre prochain.

Afin de répondre aux besoins immédiats et de renseigner tous ceux qui sont intéressés à l'application de la loi nouvelle, je crois devoir vous faire parvenir, dès maintenant, en vous priant de les recommander à l'attention de vos services, les premières instructions pratiques ci-après :

ÉPOQUE ET MODALITÉS DE LA DÉCLARATION

A) Vins en général (*Mesures à prévoir pour les prochaines vendanges*). — La déclaration d'appellation d'origine imposée à tous les récoltants en vins par l'article 11 de la loi sera reçue dans les mairies, en même temps que la déclaration annuelle de récolte prescrite par la loi du 29 juin 1907 ; elle sera inscrite, au moins provisoirement, sur le registre des déclarations de récolte déjà en usage. Chaque page de ce registre à souche comporte trois parties :

- 1° La formule de déclaration qui reste annexée au registre.
- 2° La copie détachable destinée à être transmise au receveur ruraliste.

3° Le récépissé également détachable destiné à être remis au déclarant.

Il suffira que le secrétaire de mairie ajoute à l'encre au bas de la formule de déclaration de récolte, de la copie et du récépissé la mention :

« Il a déclaré qu'il entend donner aux vins de sa récolte l'appellation d'origine X... » ou, suivant le cas de la mention : « Il a déclaré qu'il entend donner aux vins récoltés à (commune ou partie de commune)... dont la quantité est de... litres, l'appellation d'origine X... »

Cette déclaration devra être renouvelée chaque année comme la déclaration de récolte elle-même.

Tous les récoltants, aussi bien ceux des régions précédemment délimitées que ceux des autres régions, devront l'effectuer à l'époque fixée pour la déclaration de récolte (1).

1. M. de la Trémoille, député de la Gironde, a reçu la lettre suivante de M. Roux, chef du service de la répression des fraudes :

Monsieur le député, vous avez bien voulu attirer mon attention sur un passage de la circulaire du 6 juin 1919, pour l'application de la loi sur la protection des appellations d'origine.

Le passage dont il s'agit (dernier alinéa du chapitre I. A.) prévoit que tous les récoltants, *même ceux des régions délimitées*, qui voudront vendre leurs vins sous une appellation d'origine, devront l'indiquer dans leur déclaration de récolte.

La solution adoptée ici est conforme au principe posé par l'article 11, premier alinéa, de la loi du 6 mai 1919, dont les termes sont formels, puisqu'ils imposent cette obligation à « *tout récoltant* qui entend donner à son produit une appellation d'origine ».

D'ailleurs, en vertu du deuxième alinéa du même article, la déclaration des récoltants des régions délimitées, en tant qu'elle vise l'appellation (Bordeaux par exemple) ayant fait l'objet de la délimitation, ne sera pas soumise aux formalités d'enregistrement et de publicité, ni par suite, au paiement de la taxe prévue pour ces formalités. Il y a lieu de remarquer, en outre, d'une part, que la déclaration ainsi imposée aux récoltants des régions délimitées ne peut lui causer aucune gêne appréciable, puisqu'elle doit être faite par eux en même temps que la déclaration de récolte, et, d'autre part, que cette déclaration présente, dans certains cas, un grand intérêt en vue de l'application loyale de la nouvelle législation.

La déclaration de récolte instituée par la loi du 29 juin 1907, n'oblige en effet le récoltant qu'à déclarer, à la mairie de la commune où il fait son vin, la quantité totale du vin produit. Mais ce vin peut avoir été récolté par lui sur des vignobles situés dans plusieurs communes, parfois éloignées les unes des autres.

Il ne suffit donc pas que le récoltant fabrique son vin et par suite fasse sa déclaration de récolte dans une commune délimitée pour qu'il ait, *ipso facto*, le droit d'appliquer à tous ses produits l'appellation d'origine. Il

B) *Champagne*. — (Voir : dispositions spéciales aux vins mousseux, page).

C) *Eaux-de-vie*. — (Voir le texte sous l'article 14, page 128).

TRANSMISSION POUR ENREGISTREMENT

Pour permettre l'enregistrement et la publication par le service compétent des déclarations d'appellations d'origine, les secrétaires de mairie transmettront à la préfecture (service de la répression des fraudes; en double exemplaire, un relevé mensuel des déclarations reçues. A cet effet ils utiliseront provisoirement les feuilles servant au relevé d'affichage des déclarations de récolte, en remplaçant à la main dans l'en-tête les mots « de récolte » par ceux « d'appellation d'origine », et en indiquant dans les quatre dernières colonnes de la feuille qui sont actuellement intitulées « quantités » les appellations déclarées.

Les préfectures auxquelles les relevés mensuels auront été transmis par les secrétaires de mairies, me les feront parvenir dans la huitaine sous le timbre « Monsieur le ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Protection des appellations d'origine. 42 bis, rue de Bourgogne, Paris, VII^e. »

Mon administration procédera à l'enregistrement et à la publi-

peut devenir nécessaire, dès lors, que ce récoltant indique quelle est la provenance des vins auxquels il entend donner l'appellation d'origine et en quelle quantité ils ont été récoltés.

Sous cette réserve, on peut admettre que, lorsqu'aucune confusion ne sera possible sur l'origine réelle des vins, les récoltants des communes délimitées conserveront, même en l'absence de la déclaration prévue à l'article 11, le droit à l'appellation d'origine ayant fait l'objet de la délimitation.

Il demeure entendu que pour la déclaration prévue à l'article 11, le viticulteur du Bordelais a la possibilité de choisir comme appellation d'origine la dénomination de sa commune, celle de la région (Médoc par exemple) dans laquelle se trouve cette commune, ou enfin celle plus générale de Bordeaux. Ce qui ne l'empêche pas, s'il a ainsi déclaré vouloir employer le nom de sa commune ou celui d'un cru déterminé, de vendre ensuite son vin sous l'appellation plus générale à laquelle il a droit, par exemple Médoc ou Bordeaux, car cette même faculté est donnée aux négociants par l'article 12 de la loi.

Les instructions que je ferai parvenir incessamment aux inspecteurs de la répression des fraudes préciseront d'ailleurs ces différents points.

Veuillez agréer, Monsieur le Député, l'assurance de ma haute considération. — *Le directeur de la répression des fraudes : Roux.*

cation dans un recueil officiel des déclarations comportant l'emploi d'une appellation d'origine dont l'usage n'a pas été précédemment reconnu au déclarant, comme il est indiqué ci-dessus.

Lorsque le droit à une appellation d'origine sera acquis aux habitants d'une commune quelconque pour les produits récoltés dans cette commune, il n'y aura plus lieu que le secrétaire de mairie adresse à la préfecture et que celle-ci transmette au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement le relevé des déclarations comportant cette appellation.

Mais les secrétaires de mairie ne devront pas prendre sur eux-mêmes la responsabilité de distinguer entre les déclarations à notifier à la préfecture et celles qui ne doivent pas être transmises; en l'absence d'instructions formelles du préfet, ils doivent lui faire parvenir le relevé de toutes déclarations comportant l'emploi d'une appellation d'origine.

De même, en l'absence d'instructions spéciales, vous devrez me transmettre, sous le timbre indiqué ci-dessus, tous ces relevés, quelle que soit l'appellation en cause.

TAXES

Les taxes auxquelles donneront lieu l'enregistrement et la publication dans le recueil officiel des déclarations susceptibles d'être contestées seront fixées par un règlement d'administration publique actuellement à l'étude.

* * *

L'omission de la déclaration concernant l'appellation d'origine des vins (il n'en est pas de même pour les eaux-de-vie, voir art. 14) n'entraînerait aucune sanction pénale; l'article 11 a été volontairement exclu (Chambre première, séance 24 avril 1919), de l'énumération contenue dans l'article relatif aux pénalités (art. 22); mais il faut remarquer que cette omission peut comporter des conséquences pratiques préjudiciables puisque la déclaration est le point de départ des contrôles ultérieurs et que l'article 13 indique que l'expédition de régie délivrée à la

sortie des pressoirs, celliers et caves, indiquera l'appellation d'origine figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

C'est pourquoi assurément les services compétents indiquent que la déclaration devra être renouvelée chaque année, disposition qui, sans ces conditions pratiques, ne s'expliquerait pas pour les produits ayant sur l'appellation d'origine un droit définitivement acquis.

Une disposition tout à fait remarquable qui découle des mesures prescrites à l'article 11 est la publication, par le service de la Protection des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement, de toutes les déclarations relatives aux produits n'ayant pas, précisément, sur l'appellation d'origine sous laquelle ils se classent, un droit définitivement acquis.

Cette publication ne sera donc pas autre chose que la liste des appellations demeurées contestables.

Or, seront rangés *indéfiniment* dans cette liste comme n'ayant point un droit définitivement acquis, et cela sera conforme au droit strict, tous les produits ne rentrant pas dans l'une des catégories suivantes : produits nés sur le lieu même dont ils portent le nom ; produits nés sur des territoires compris dans les anciennes délimitations d'où découle une présomption légale (voir art. 24 et commentaires p. 153 et suiv.) ; produits dont le déclarant peut invoquer une décision de justice devenue définitive, reconnaissant son droit.

Il n'y a en effet de prescription acquisitive d'un an que pour le champagne et les eaux-de-vie (art. 15 et 17).

De la sorte, rentreront dans la catégorie des appellations contestables, toujours publiées comme telles, une foule de vins de crus du Bordelais ne portant pas seulement

l'appellation générale Bordeaux et non récoltés sur la commune même dont ils portent le nom ; les vins de crus de Bourgogne rentrant dans les mêmes conditions et même sans doute certains vins dénommés tout simplement « Bourgogne » puisque la Bourgogne n'a jamais été délimitée administrativement, etc...

Il n'y aurait qu'un moyen de faire cesser cette situation : la décision de justice, c'est-à-dire le *procès* !

Telles sont les conséquences de la restriction du bénéfice de la prescription acquisitive d'un an aux seuls eaux-de-vie et champagnes, et seul un remaniement de la loi sur ce point par le Parlement, créant par exemple une prescription acquisitive, plus longue s'il est jugé nécessaire, y pourrait changer quelque chose. Ajoutons qu'en considérant comme ayant un droit non sujet à contestation tout produit né sur la commune dont il se donne le nom, l'administration est en contradiction avec les motifs et le texte de l'article 7 de la loi (voir page 94 et suivantes) qui implique que certaines parties du territoire d'une commune peuvent n'avoir pas le droit de donner le nom d'origine à leurs produits. « Dans telle commune qui produit un vin de cru renommé se trouve une zone moins favorisée dont le vignoble produit un vin sinon médiocre, du moins très ordinaire, auquel la dénomination fameuse n'a jamais été donnée jusqu'à ce jour » (rapport Dariac cité). Les jugements et arrêts peuvent reconnaître le droit à l'appellation d'origine pour une partie seulement du territoire de la commune, comme il est formellement spécifié à l'article 7.

Compte d'origine chez les Marchands en Gros

L'article 12 contient les mesures propres à assurer le contrôle quantitatif sur les produits portant une appellation d'origine française (colonies comprises) et de plus une disposition envisageant une réciprocité éventuelle d'intérêt international. Il organise la tenue d'un registre spécial d'entrées et de sorties imposée aux seules personnes ayant un compte de gros avec la régie. Contrairement à ce que pouvait laisser croire l'article 16 de la loi en ce qui concerne les récoltants ayant le droit de donner à leurs vins la dénomination « Champagne », les récoltants qui n'ont pas un compte de gros avec la régie ne sont pas assujettis à la tenue du compte spécial :

Art. 12. — A dater du 1^{er} septembre 1919, toute personne faisant le commerce en gros des vins, vins doux naturels, vins de liqueurs et eaux-de-vie ou, plus généralement, toute personne ou association ayant un compte de gros avec la régie, sera soumise, pour les produits achetés, ou vendus avec appellation d'origine française, à la tenue d'un compte spécial d'entrées et de sorties. Ce compte sera arrêté mensuellement par nature de produits et tenu sur place à la disposition des employés des contributions indirectes du grade de contrôleur et au-dessus et des inspecteurs régionaux et départementaux du service de la répression des fraudes.

Les inscriptions d'entrée et de sortie sur ce registre seront faites de suite et sans aucun blanc. Elles indiqueront les quantités de marchandises et d'origine sous l'appellation de laquelle elles auront été achetées.

A moins que ces marchandises ne soient revendues sans aucune appellation d'origine française, elles seront inscrites à la sortie avec le numéro de la pièce de régie, soit sous la même appellation qu'à l'entrée, soit sous l'une des appellations plus générales auxquelles elles ont droit d'après les usages locaux, loyaux et constants.

Les quantités, espèces et dénominations des produits suscep-

tibles d'être vendus avec la désignation d'origine existant en magasin seront déclarées par le négociant à l'expiration du délai fixé au paragraphe 1^{er} du présent article et inscrite à cette date.

En cas de vente, les factures devront, pour les produits vendus avec désignation d'origine française, reproduire l'indication prévue au paragraphe 3 du présent article, et en ce qui concerne les eaux-de-vie, porter la mention du titre de mouvement et sa couleur.

Pour les marchandises destinées à l'exportation, les titres de transport devront porter les mêmes indications.

La soumission par laquelle tout expéditeur de vin doux naturel demandera une expédition de régie mentionnera le nom du cru.

Il n'est apporté aucune modification au régime des eaux-de-vie, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant.

Les dispositions prévues au présent article pourront par décret, soumis dans le délai d'un mois à la ratification des Chambres, être rendues applicables aux vins, vins de liqueur et eaux-de-vie provenant de pays étrangers dans lesquels des mesures de protection équivalentes auront été prises.

Les administrations chargées du contrôle des comptes de produits d'origine ont pensé qu'il n'y a pas lieu, en vue de vérifications de détail qui resteront des exceptions, de multiplier des subdivisions de comptes généraux devant la tenue desquels beaucoup de marchands en gros risqueraient de reculer.

L'administration des Contributions indirectes, à qui il appartient plus particulièrement d'assurer l'application de la loi sur ces points spéciaux, a rédigé à leur sujet une circulaire du 16 juin 1919 dont voici les passages relatifs aux prescriptions de l'article 17 :

Le but de ce compte est de permettre de s'assurer qu'un négociant n'a pas expédié plus de produits avec appellation d'origine qu'il n'en a reçu.

Chaque nature de produits (vins mousseux, vins doux naturels, vins de liqueur, eaux-de-vie) devra faire l'objet d'un compte distinct; mais, à chacun de ces comptes, il ne sera pas nécessaire d'ouvrir des colonnes spéciales pour chaque appellation diffé-

rente ; tous les produits, quelle que soit la dénomination qui leur aura été attribuée, seront inscrits, suivant l'ordre des réceptions et des livraisons, dans une colonne unique, conformément à l'exemple donné, pour les vins, dans le modèle de compte reproduit à l'annexe n° 3 (voir Annexe à la I^{re} partie, les circulaires administratives).

Le dernier jour de chaque mois, les commerçants arrêteront les comptes en totalisant les entrées et les sorties inscrites depuis le 1^{er}. Ils ajouteront à ces totaux ceux des mois antérieurs, de façon à avoir, à chaque arrêté, les résultats de l'année.

L'arrêté de fin d'année clôt chaque compte et la reprise à compte nouveau doit être faite, non pas d'après la balance résultant de cet arrêté, mais d'après les restes effectifs de boissons reçues sous appellation d'origine, ce qui implique pour les commerçants l'obligation de déclarer chaque nature de boissons, les quantités de l'espèce existant au 1^{er} janvier dans leurs magasins.

Cette déclaration résultera, comme celle des stocks au 1^{er} septembre prochain, prescrite par le 4^e paragraphe de l'article 12 (voir annexe n° 3, vins, Annexe I^{re} partie) de l'inscription détaillée, en tête des entrées de chaque nouveau compte, des dites quantités avec les dénominations qui leur sont assignées.

Ces quantités ne pourront naturellement pas excéder le « doit rester » résultant de la balance des entrées et des sorties au 31 décembre de l'année expirée, et, notamment, elles devront lui être inférieures, en raison, non seulement des déperditions de toute nature que subissent les boissons en magasin (évaporation, coulage, bris, etc.), mais encore et surtout du fait que des boissons reçues avec appellation d'origine ont pu être coupées avec d'autres boissons n'ayant pas droit à une appellation spéciale, ce qui exclut l'emploi de toute dénomination lors de l'expédition de tels mélanges.

Après avoir effectué les rapprochements nécessaires entre les inscriptions du compte dont il est question et celles des registres buralistes, les inspecteurs et contrôleurs, qui sont chargés, concurremment avec les agents du service de la Répression des fraudes, de veiller à l'observation des prescriptions de l'article 12, s'assureront, par la comparaison des entrées et des sorties à chaque arrêté mensuel, que, pour chaque compte distinct, le total des quantités expédiées avec appellation d'origine n'est pas supérieur à celui des quantités reçues sous appellations.

Les chiffres des arrêts mensuels ne permettent de procéder directement qu'à un contrôle global. Mais il pourra, dans certains

cas, être utile de pousser les investigations plus avant, en vue de rechercher s'il n'a pas été vendu, sous une appellation déterminée, une quantité de produits supérieure à celle achetée et inscrite au compte sous cette même dénomination.

Les recherches pourront, par exemple, avoir pour objet de contrôler les expéditions faites sous une appellation de cru particulier. Tel serait le cas si l'on voulait simplement s'assurer qu'un commerçant n'a pas expédié comme Saint-Estèphe plus de vin qu'il n'en a reçu sous cette appellation. Il suffira alors de relever, tant aux entrées qu'aux sorties, toutes les quantités inscrites avec cette appellation et de comparer les deux totaux.

Mais la vérification pourra porter aussi sur l'emploi de l'appellation propre à l'ensemble d'une région ou d'une subdivision de région comprenant un certain nombre de crus connus sous des dénominations particulières. Dans ce cas, étant donné qu'un vin acheté sous une appellation de cru particulier peut être vendu sous l'une quelconque des appellations plus générales auxquelles il a droit, il sera nécessaire de grouper toutes les quantités reçues ou expédiées non seulement sous l'appellation plus ou moins générale dont on entend contrôler l'usage, mais aussi sous les différentes appellations particulières des différents crus compris dans la région.

Ainsi, si l'on veut contrôler l'usage fait de l'application régionale « Médoc » ou de celle plus générale « Bordeaux », il faudra grouper d'une part, toutes les entrées, d'autre part, toutes les sorties faites non seulement sous l'appellation « Médoc » ou « Bordeaux » mais encore dans le premier cas, toutes les réceptions et tous les envois faits sous les vocables « Margaux » Saint-Julien, Saint-Estèphe, etc... en y ajoutant, dans le second cas, les réceptions et envois faits sous les appellations propres aux autres parties du Bordelais : Graves, Saint-Emilionnais, Blayais, Entre-Deux-Mers, etc...

Il en serait de même pour les eaux-de-vie reçues ou expédiées sous l'appellation « Armagnac » le mot « Armagnac » étant une dénomination générale qui englobe les appellations spéciales : « Bas-Armagnac », « Ténarèze » et « Haut-Armagnac. »

En ce qui concerne les mentions devant figurer sur les titres de mouvement, une distinction doit être faite entre, d'une part, les vins, y compris les vins mousseux, les vins doux naturels et les vins de liqueurs, d'autre part, les eaux-de-vie.

A l'égard des boissons de la première catégorie il y a lieu de considérer que les produits auxquels s'applique une appellation

d'origine constituent une qualité spéciale et bien déterminée. Or, l'article 10 de la loi du 28 avril 1816 obligeant les expéditeurs de boissons à indiquer dans leurs demandes de titres de mouvement l'espèce et la qualité des liquides expédiés, indication qui doit être reproduite sur les acquits et congés, les soumissions d'enlèvement devront mentionner le cas échéant, l'appellation d'origine sous laquelle les boissons auront été vendues. De plus, pour les vins doux naturels, l'article 12 stipule que les soumissions devront porter le nom de cru.

Il appartiendra aux employés supérieurs de s'assurer que les mentions des soumissions et des expéditions concernant les appellations d'origine et le cru des vins doux naturels, sont conformes à celles figurant au compte spécial d'entrées et de sorties.

En cas de déclaration inexacte, le fait serait constaté dans la forme ordinaire par un procès-verbal dont une copie serait adressée aussitôt au procureur de la République, à qui serait laissée l'initiative des poursuites, sauf pour le chef divisionnaire à se concerter avec lui en vue de pouvoir intervenir à l'audience où serait appelée l'affaire et exercer l'action fiscale résultant de l'infraction à l'article 10 de la loi du 28 avril 1816 (fausse déclaration de la qualité du liquide expédié).

Les vins, les vins doux naturels et les vins de liqueur reçus sous l'appellation d'origine pourront, comme précédemment, être emmagasinés dans un même local et mélangés sans déclaration. Mais les produits résultant d'un mélange ne pourraient être vendus avec appellation d'origine et, par suite, inscrits aux sorties du compte spécial, qu'autant que toutes les boissons le composant auraient individuellement droit à cette même dénomination.

Quant aux eaux-de-vie, l'article 12 spécifie qu'aucune modification n'est apportée à leur régime, notamment aux dispositions de la loi du 31 mars 1903 les concernant (1). Il en résulte que la tenue du compte spécial n'influe en rien sur celle des portatifs ni sur la délivrance des expéditions applicables à ces boissons. Les négociants pourront vendre avec appellation d'origine les eaux-de-vie qu'ils auraient achetées sous cette appellation même si elles sont emmagasinées avec les spiritueux de toute nature ; mais l'insertion de cette mention sur les titres de mouvement demeure subordonnée aux conditions d'installation et d'emmagasinement qui ont été déterminées par les circulaires N^{os} 613 et

1. Voir aussi sur ce point, p. 146 et suiv. *Pénalités*.

696 des 8 août 1905 et 17 juillet 1907, et rappelées par celles N^{os} 795 et 802, des 19 et 29 mai 1909, relatives aux eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac.

Aux termes du quatrième paragraphe de l'article 12, les stocks de produits susceptibles d'être vendus avec une désignation d'origine, existant en magasin, devront être déclarés et inscrits au compte avant l'expiration du délai fixé au premier paragraphe ; c'est-à-dire le 1^{er} septembre prochain au plus tard.

Les commerçants qui n'auront pas fait la déclaration de leurs stocks à cette date ne pourront pas la faire ultérieurement. Ils perdront donc, de ce fait, le bénéfice des nouvelles dispositions pour toutes les boissons en leur possession et, par la suite, ils ne pourraient vendre sous appellation d'origine que jusqu'à concurrence des quantités reçues avec appellation à partir du jour où ils tiendraient le compte spécial dans les conditions prescrites par l'article 12.

Au contraire, les négociants qui le désireraient pourront, dès à présent, sous la seule condition d'en informer le service, accomplir la formalité prévue par le quatrième paragraphe de cet article. Dans ce cas, ils pourraient, dès ce moment, faire des livraisons sous appellation d'origine, en tenant régulièrement le compte d'entrées et de sorties.

Les dispositions de l'article 12 sont applicables aux produits d'origine française, y compris les produits originaires des colonies françaises (1) ; il avait été demandé à la Chambre qu'une mention spéciale soit ajoutée pour viser les produits coloniaux, mais on a fait remarquer avec juste raison que l'article 25 spécifiant que la loi est applicable aux colonies, elle est par là même applicable pour les

1. Au sujet des rhums, le service de la répression des fraudes a donné, le 15 septembre 1919, l'avis suivant :

Vous m'avez posé la question de savoir si les rhums devaient être assimilés aux eaux-de-vie pour l'application de la loi du 6 mai 1919 concernant la protection des appellations d'origine et spécialement pour la tenue du compte spécial d'entrées et de sorties imposée aux négociants en gros par l'article 12.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, selon moi, cette assimilation doit être admise.

Pour le Directeur et par autorisation.

Le chef du Service de la Répression des fraudes
TOUBEAU.

colonies et produits coloniaux dans toutes ses parties (Chambre, 1^{re} Séance, 24 avril 1919, *Officiel*, p. 2176).

Le contrôle et l'addition des indications spéciales sur les titres de transports s'appliquent aux produits destinés à l'exportation sans distinction aucune quant à leur destination étrangère (1).

En ce qui concerne les produits vendus sous appellation d'origine étrangère, la loi permet seulement, par le dernier paragraphe de son article 12, de leur assurer, en cas de réciprocité, une protection équivalente à celle dont jouiraient à l'étranger les produits français.

Le Gouvernement peut ainsi rendre applicables par décret, soumis à la ratification des Chambres, aux produits étrangers, les mesures de contrôle édictées pour les produits d'origine française.

Au moment où paraît cet ouvrage, aucun décret semblable n'a encore paru ; mais il en sera rendu certainement dans un délai rapproché qui concerneront les produits originaires des pays signataires des traités de paix de 1919. Particulièrement deux articles spéciaux dont on trouvera le texte plus loin (III^e partie) ont été insérés, pour régler cette question de protection des appellations d'origine et de réciprocité vis-à-vis de l'Allemagne, dans le traité de Versailles.

L'expédition de régie

ART. 13. — L'expédition de régie délivrée à la sortie des pressoirs, celliers et caves indiquera l'appellation d'origine, figurant dans la déclaration de récolte ou celle, plus générale, résultant des usages locaux, loyaux et constants.

1. M. Molle avait proposé à la Chambre de restreindre ces dispositions aux marchandises destinées aux pays signataires de la convention de Madrid.

Pour que les dispositions de l'article 12 fussent efficaces, il fallait que l'expédition de régie délivrée aux récoltants indiquât l'appellation d'origine que ceux-ci avaient donnée à leurs produits. C'est le corollaire de l'article 11, relatif à l'indication fournie dans la déclaration de récolte, et le commencement du contrôle. L'appellation d'origine devra figurer sur les titres de mouvement délivrés, pour les vins, à la sortie des pressoirs, celliers et caves.

On peut remarquer que l'article 13 ne parle que de la « sortie des pressoirs, celliers et caves » et qu'il ne dit rien des vendanges fraîches. Il y a là une lacune assurément et la circulaire de l'Administration, ci-dessous citée, pense la combler en indiquant que les récoltants devront faire accompagner d'un titre de mouvement régulier toute quantité de vendanges expédiées à destination de fabricants ou d'intermédiaires, quel que soit le rayon de circulation, et déclarer dans les soumissions d'enlèvement l'appellation d'origine sous laquelle ces vendanges sont vendues.

Mais d'après l'article 30 de la loi du 8 avril 1910 les vendanges fraîches peuvent circuler sans pièce de régie dans l'arrondissement de récolte et dans les cantons limitrophes. La circulaire administrative en exigeant dans tous les cas un titre de mouvement modifierait donc un texte de loi, chose qui n'est possible qu'au pouvoir législatif lui-même. Il paraît donc indispensable que le parlement soit amené à introduire dans le texte de l'article 13 l'addition nécessaire (1).

La circulaire du 16 juin 1919 de la direction générale des contributions indirectes s'exprime ainsi à ce sujet :

L'article 13 entraîne pour les récoltants dont les produits sont destinés à être vendus sous une appellation d'origine, l'obligation :
1^o de faire accompagner d'un titre de mouvement régulier toute

1. Le Gouvernement a déposé en septembre 1919, sur le bureau de la Chambre le projet de loi suivant :

« Le dernier alinéa de l'article 30 de la loi du 8 avril 1910 est modifié ainsi qu'il suit :

« Il en est de même pour les vendanges introduites en toute quantité, dans une région, sous-région, commune ou partie de commune dont les produits ont droit à une appellation d'origine en vertu des dispositions de la loi du 6 mai 1919. »

Le projet de loi a été renvoyé à l'examen de la Commission d'Agriculture.

quantité de vendanges expédiée à destination de fabricants ou d'intermédiaires, quel que soit le rayon de circulation ; 2° de déclarer, dans les soumissions d'enlèvement, l'appellation d'origine sous laquelle sont vendus les vendanges ou les vins qu'ils expédient.

Les titres de mouvement délivrés au vu de ces soumissions devront porter la mention d'origine, de même que les soumissions et les expéditions concernant les produits expédiés de l'un à l'autre des locaux séparés visés aux articles 15, 16 et 17.

Eaux-de-vie

Déclaration de distillation

L'article 14 impose aux distillateurs qui entendent donner à leurs produits une appellation d'origine *en dehors des conditions de la présomption légale, visée à l'article 24* ci-après étudié, une déclaration de nature analogue à celle imposée par l'article 11 et destinée à rendre possibles les contestations et les contrôles.

ART. 14. — Tout distillateur, récoltant ou non, qui voudra donner une appellation d'origine à des eaux-de-vie ne bénéficiant pas de la présomption légale inscrite dans l'article 24 ci-dessous, devra en faire la déclaration tant à la mairie de son domicile qu'à celle du lieu de la distillation, dans la huitaine qui précédera le commencement de la distillation. Cette déclaration sera inscrite sur un registre spécial dont communication sera faite à tout requérant.

Il s'agit ici d'une obligation entièrement nouvelle. En effet, les distillateurs d'eaux-de-vie n'étaient pas tenus, en vertu des lois antérieures, de se présenter dans les mairies pour y faire une déclaration de leur production analogue à celle que la loi du 29 juin 1907 impose aux récoltants en vins.

Mais il y a, à cette obligation, une restriction fort importante, qui n'existe point en ce qui concerne les vins :

Alors en effet que l'indication sur l'appellation d'origine,

conformément à l'article 11, s'impose sur tout le territoire, la déclaration de l'article 14 relative aux eaux-de-vie, ne s'impose que pour les produits qui ne bénéficient pas, pour le droit à l'appellation d'origine, de la présomption légale, de l'article 24, c'est-à-dire, qui n'appartiennent pas aux régions précédemment délimitées par les décrets abrogés : Décret du 1^{er} mai 1909 pour le « Cognac » et du 25 mai 1909 pour les régions « d'Armagnac, Bas-Armagnac, Ténarèze, Haut-Armagnac » (1).

Autre particularité, l'omission de la déclaration de l'article 14 est sanctionnée, pour les distillateurs qui se trouvent soumis à cette obligation comme il vient d'être indiqué, par l'application des pénalités de l'article 22 de la loi.

Ce n'est pas à une époque déterminée, comme à l'occasion de la récolte pour les viticulteurs, mais à toute époque de l'année que les distillateurs devront faire leur déclaration, tant à la mairie de leur domicile qu'à celle du lieu de ladite distillation, dans la huitaine qui précédera la distillation.

Le Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement donnait, à ce sujet, dans sa circulaire du 6 juin 1919, les instructions suivantes :

Il faut dès maintenant assurer l'enregistrement de ces déclarations. A cet effet, le registre des déclarations de récolte pour les vins sera utilisé, au moins provisoirement, afin de permettre une application immédiate de la loi. Il suffira que le secrétaire de mairie rectifie les formules du registre actuel, à la main, et inscrive après la mention du domicile du déclarant ces mots : a déclaré qu'il entend donner l'application d'origine... aux X... litres d'eaux-de-vie fabriquée avec des vins provenant de (origine des vins)... dont il commencera la distillation à partir du (date de la distillation). Comme pour les champagnes, l'appellation

1. Voir le texte des décrets de délimitation, Annexe à la I^{re} partie.

d'origine ainsi déclarée sera acquise si elle n'est pas contestée dans le délai d'un an à partir de sa publication au recueil officiel

La circulaire fait en terminant une confusion entre la déclaration de l'article 11 faite par le récoltant et la déclaration de distillation de l'article 14 ; c'est la première seule, dont la publication est prescrite au recueil officiel, qui fixe, par la date de cette publication le point de départ du délai d'un an qui court pour la prescription acquisitive (Voir le commentaire de l'art. 15, p. 130).

Voici sur le même point, les instructions du service des contributions indirectes (circulaire du 16 juin 1919) :

Au sujet de l'article 14, visant les distillateurs, le service devra s'assurer, en ce qui concerne les récoltants, que les quantités déclarées pour la distillation ne sont pas supérieures à celles mentionnées dans les déclarations de récolte. A l'égard des distillateurs non récoltants, les employés devront s'efforcer de vérifier la sincérité de leurs déclarations par tous les moyens dont ils disposent, notamment par l'examen des titres de mouvement ayant accompagné les matières à distiller.

LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE. — LES LOCAUX SÉPARÉS

La loi a réservé le bénéfice d'une prescription acquisitive pour le droit à l'appellation d'origine, aux eaux-de-vie et aux champagnes. Cette restriction peut paraître difficilement explicable. M. Jénouvrier disait à ce sujet dans son rapport au Sénat : « Votre commission a pensé que le silence prolongé de ceux qui auraient intérêt à contester l'appellation donnée devait être considéré comme la reconnaissance que cette appellation avait été bien appliquée ».

Et M. Clémentel, Ministre du Commerce, déclarait à la Chambre, le 24 avril 1919 : « Dans nos conférences inter-

nationales on nous répète sans cesse : Quand vous serez sûrs des produits que vous appelez des produits d'origine, alors seulement nous pourrions accepter de prendre à leur égard les mesures de protection que vous nous demandez. Il faut en finir au plus vite. Si vous prolongez le délai, vous faites planer le soupçon, sur des produits aussi bien définis déjà cependant que le Cognac ».

Ces considérations d'ordre intérieur ou d'intérêt international pourraient aussi bien s'appliquer à tous autres produits que le Champagne et les eaux-de-vie, et si la prescription acquisitive est dangereuse elle l'est aussi pour les produits qu'elle vise : on comprend d'autant moins que la portée de la prescription acquisitive ait été considérée comme exceptionnellement nécessaire aux eaux-de-vie que les produits des grandes régions de production de Cognac et d'Armagnac, en réalité visées, jouissent sans cela d'un droit acquis, en vertu de la présomption légale de l'article 24 et des décrets de délimitation de mai 1909.

La décision de justice, comme je l'ai déjà écrit (p 118) reste donc le seul moyen pour bon nombre de produits d'acquérir sur l'application d'origine un droit devenu incontestable.

ART. 15. — L'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie dans la déclaration prévue à l'article 11 sera acquise si dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article.

Pendant ce délai, les eaux-de-vie déclarées sous appellation d'origine, lorsqu'elles proviendront de régions non comprises dans les décrets de délimitation antérieurement rendus, devront être logées et manipulées dans des locaux séparés n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres eaux-de-vie, aucune communication excepté par la voie publique.

Si l'appellation d'origine est contestée avant l'expiration de ce délai, l'obligation des locaux séparés sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision judiciaire définitive soit intervenue.

Les intéressés devront donc surveiller attentivement les publications faites au recueil officiel du service de la protection des appellations d'origine au Ministère de l'Agriculture.

On remarquera que l'article 13 parle expressément de l'appellation d'origine donnée aux eaux-de-vie *dans la déclaration prévue à l'article 11* et fixe, comme point de départ du délai de la prescription acquisitive, la date de la publication de cette déclaration au recueil officiel prévu par le même article.

Une lecture rapide de l'article 15, qui suit immédiatement les dispositions de l'article 14 sur les déclarations qui s'imposent lors de la distillation et l'inscription de ces déclarations sur un registre que tout requérant pourra consulter, pourrait laisser croire, et cette interprétation a été faite en effet (v. p. 128), que ce sont ces déclarations à la distillation et ces inscriptions qui vont être la base de la prescription acquisitive.

Il n'en est rien. Tel distillateur, qui peut être ou n'être pas le récoltant, peut vouloir donner à ses produits une appellation d'origine et le déclarer régulièrement, alors que le récoltant des produits ainsi utilisés, n'a fait, dans la déclaration de récolte, aucune déclaration sur ce point. Une prescription acquisitive ne saurait ainsi s'établir car cette prescription vise non pas le produit consommable qui porte l'appellation d'origine, mais le terrain lui-même qui lui a donné naissance et qui continuera à en produire de semblables (1).

Il est donc indispensable que ce soit celui qui tire les produits du sol qui fasse à l'occasion de sa récolte cette

1. S'il en était autrement, c'est chaque année, et pour les produits de chaque récolte que devrait jouer la prescription acquisitive et qu'elle pourrait être contredite.

déclaration de l'appellation d'origine qui sera la base de la prescription acquisitive, prescription acquisitive qui s'attachera au sol lui-même.

Au reste, l'article 14 ne prescrit point la publication des déclarations faites à la distillation dans le recueil officiel du ministère de l'Agriculture. Les déclarations et les inscriptions qu'il prescrit doivent permettre d'établir un contrôle sur l'emploi des appellations d'origine, surtout un contrôle quantitatif.

Le jeu de la prescription acquisitive a pour condition essentielle la déclaration et la publication de la déclaration du récoltant faites conformément aux termes de l'article 11.

* * *

Sur l'emmagasinement dans des locaux séparés, voici les indications de la Circulaire du 6 juin 1919 du Ministère de l'Agriculture :

La règle de l'emmagasinement dans des locaux séparés a été étendue par la loi nouvelle aux eaux-de-vie des régions non délimitées vendues sous une appellation d'origine quelconque, mais seulement pendant la période au cours de laquelle l'appellation d'origine pourra leur être contestée et pendant la période qui précédera la décision judiciaire définitive s'il y a contestation. Aussitôt qu'ils auront fait la déclaration d'appellation d'origine, les intéressés devront donc emmagasiner leurs eaux-de-vie dans des locaux séparés.

C'est à l'administration des Contributions indirectes qu'il appartient plus spécialement de veiller à l'exécution de la loi nouvelle en ce qui concerne la question de l'emmagasinement dans des locaux séparés.

Mais comme les agents de cette administration n'ont pas qualité pour effectuer le contrôle dans les locaux de fabrication des récoltants, c'est aux agents du service de la répression des fraudes, investis par la loi du 28 juillet 1912 des pouvoirs nécessaires à cet égard, qu'il faudra réserver ce soin.

La circulaire du 16 juin 1919 de la Direction Générale

des Contributions indirectes porte, sur ce même point le passage suivant :

Il ne semble pas que le législateur ait entendu immobiliser les eaux-de-vie dans les locaux où elles auront été emmagasinées aussitôt après la distillation, jusqu'à l'expiration du délai susvisé. Le service ne devra donc pas s'opposer au déplacement de ces boissons ; elles pourront même donner lieu à la délivrance de titres de mouvement sur papier blanc portant mention de l'appellation d'origine que l'expéditeur entend leur attribuer, mais seulement avec inscription d'une réserve portant que le droit à ladite appellation n'a pas encore été reconnu aux produits expédiés. Jusqu'à ce que ce droit ait été acquis ou reconnu, les eaux-de-vie ainsi déplacées devront rester constamment isolées, chez leurs détenteurs successifs, non seulement des eaux-de-vie, n'ayant pas droit à une appellation d'origine, mais même de celles auxquelles ce droit aurait été reconnu ou ne pourrait plus être contesté.

Dispositions spéciales aux vins mousseux.

Le « Champagne ».

Il a paru nécessaire au parlement que la loi prenne au regard des vins mousseux et tout particulièrement des vins auxquels on voudra donner l'appellation régionale de « Champagne » des mesures de protection particulières. On a pensé qu'à raison de l'usage de plus en plus répandu des vins blancs mousseux la fraude s'y est spécialement attachée et, d'autre part, ce sont les difficultés survenues à propos de l'appellation d'origine « Champagne » qui ont conduit à l'établissement, puis à l'abandon des délimitations administratives, au retour à la protection judiciaire, réorganisée sur des bases nettement définies par la loi du 6 mai 1919.

Aussi les articles 16 à 20 de la loi, visant particulièrement la région de Champagne et l'appellation d'origine

« Champagne » instituent-ils dans la loi générale comme une loi spéciale, loi spéciale qui se propose un double but : Maintenir les dispositions de la loi du 10 février 1911 en conservant par là le régime des caves séparées pour la région de Champagne telle qu'elle fut délimitée et ensuite étendre le champ d'application de cette loi à d'autres intérêts éventuels.

Il va de soi que le droit à l'appellation d'origine « Champagne » doit être envisagé selon les mêmes éléments généraux d'appréciation définis à l'article premier de la loi et qu'il pourra être contesté selon les principes et dans les formes indiqués au titre des « Actions Civiles » sauf l'exception qui découle de l'article 24 qui accorde le bénéfice de la présomption légale aux producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets abrogés.

Ce droit acquis est souligné par les termes de l'article 16 qui prescrit, ou plutôt qui confirme l'obligation du magasin séparé pour toutes opérations :

LES LOCAUX SÉPARÉS. — LA PRESCRIPTION ACQUISITIVE.

Art. 16. — Les récoltants et fabricants ayant le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation d'origine « champagne » devront, en outre des justifications exigées par l'article 12 de la présente loi (1) emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés, sans aucune communication, autre que par la voie publique avec tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine « champagne ».

1. Contrairement à ce que pourrait laisser croire la rédaction de l'article 16, la tenue du compte spécial d'entrées et de sorties prescrite par l'article 12 n'est imposée qu'à ceux qui ont un compte de gros avec la régie et non pas à tous « récoltants et fabricants » ayant le droit de donner à leurs vins l'appellation « champagne ».

Les récoltants et fabricants « ayant le droit... » sont ceux de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 (1). Se rangeront par la suite dans cette même catégorie ceux dont le droit aura été reconnu par une décision de justice définitive ou aura été ratifié par la prescription acquisitive d'un an établi par l'article suivant dans son premier paragraphe :

Art. 17. — L'appellation d'origine « champagne » donnée aux vins mousseux dans la déclaration prévue à l'article 11, sera acquise si, dans le délai d'un an, elle n'est pas contestée. Le délai courra à dater de la publication au recueil officiel prévu audit article (2).

Qu'advient-il, quand à leur logement, des vins fabriqués dans une région ou avec des raisins venant d'une région voisine de la région autrefois délimitée et auxquels les producteurs ou fabricants auront déclaré vouloir donner la qualification « Champagne » (c'est la même question qui s'est posée à propos des eaux-de-vie). Si on introduit immédiatement ces vins dans les locaux où sont emmagasinés ou manipulés les vins auxquels s'applique certainement l'appellation d'origine « Champagne » et si par la suite le droit à cette appellation leur est refusé, ils auront jeté le discrédit sur les vins authentiques enfermés dans les mêmes locaux. Si au contraire ces sortes de candidats à l'appellation d'origine définitivement acquise sont

1. Voir le texte des décrets de délimitations, Annexe à la I^{re} partie.

2. Les premières déclarations de personnes ayant déclaré qu'elles entendent donner à leurs vins mousseux, l'appellation d'origine « Champagne » ont été publiées au *Journal officiel* (voir arrêté du 23 août 1919, page 112) du 24 août 1919 ; elles émanaient de vingt communes de l'Aube :

Ailleville, Arcouville, Arrentières, Avirey-Luigey, Bar-sur-Aube, Bar-sur-Seine, Balnot-sur-Laignes, Baroville, Bertignolles, Bligny, Colombé-la-Fosse, Colombé-le-Sec, Landreville, Marcilly-le-Hayer, Riceys, Rouvres-les-Vignes, Saulay, Urville, Verpillières, Voigny.

Une deuxième puis une troisième liste ont été publiées par l'*Officiel*, le 11 et le 25 octobre 1919, émanant de vingt-deux autres communes de l'Aube.

logés avec des vins quelconques et que le droit définitif à l'appellation vient à leur être reconnu, ce sont les vins d'origines diverses qui auront jeté le discrédit sur les nouveaux ayants-droit à l'appellation revendiquée.

C'est pour obvier à ces conséquences fâcheuses que le deuxième paragraphe de l'article 17 impose aux vins auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée l'obligation du logement dans des locaux séparés.

Pendant ce délai et jusqu'au jugement définitif s'il y a constatation, les vins mousseux auxquels l'appellation d'origine « champagne » pourra être contestée, devront être emmagasinés, manipulés et complètement manutentionnés dans des locaux séparés, n'ayant, avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges, aucune communication, excepté par la voie publique.

Ces dispositions visent surtout les vins de l'ancienne « Champagne, deuxième zone » du décret du 7 juin 1911. Au sujet de l'appellation « deuxième zone » et de l'obligation des locaux séparés, on trouvera un peu plus loin, page 141, des précisions fournies par le Service de la Répression des Fraudes.

Les articles 18 et 19 accordent certaines facultés analogues à celles accordées déjà par la loi du 10 février 1914 ; soit pendant le temps qui suivra la promulgation de la loi, soit à raison de la situation de certains récoltants ou fabricants :

DÉLAI D'APPLICATION. — EXCEPTION

ART. 18. — Un délai de trois mois, à dater de la promulgation de la présente loi, est accordé, pour se conformer aux prescriptions de l'article précédent, aux commerçants qui, détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 :

1^o Font ou ont fait, depuis le 1^{er} avril 1914, à la fois le com-

merce des vins, devant recevoir l'appellation d'origine « champagne » et celui des vins sans appellation ;

2° N'ont qu'un seul magasin ou, s'ils en ont plusieurs, ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Dans le même délai de trois mois de la promulgation de la présente loi, les récoltants des régions non délimitées par le décret du 17 décembre 1908 pourront faire la déclaration prévue à l'article 11 ci-dessus.

ART. 19. — Par exception aux dispositions de l'article 16 ci-dessus, pourront être introduits dans les locaux visés par cet article, les vins destinés à la consommation du récoltant ou fabricant et des personnes qu'il emploie dans les limites et sous les conditions fixées annuellement par le directeur départemental des contributions indirectes.

* * *

L'Administration des Contributions indirectes a donné sur les prescriptions des articles 16 à 20, dans sa circulaire du 16 juin 1919, les instructions suivantes :

Les articles 16 et suivants reproduisent, en les étendant à tous les vins mousseux auxquels le droit à l'appellation « champagne » aura été reconnu, les dispositions des articles 1 à 3 de la loi du 10 février 1911 qui ne visait que les vins mousseux de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908.

Les récoltants et fabricants ayant, en vertu du décret précité, le droit de donner à leurs vins mousseux l'appellation « champagne », devront emmagasiner, manipuler et complètement manutentionner leurs vendanges et leurs vins dans des locaux séparés par la voie publique de ceux contenant des vendanges ou des vins auxquels cette dénomination ne s'appliquera pas.

Quant aux vins mousseux obtenus avec des produits originaires des régions non comprises dans le décret du 17 décembre 1908 et auxquels l'appellation « champagne » (sans addition des mots « 2° zone » en ce qui concerne les vins récoltés dans la région délimitée par le décret du 7 juin 1911) aura été donnée dans la déclaration de récolte, ils devront être emmagasinés séparément dans les mêmes conditions et pendant la même durée que les eaux-de-vie dont l'appellation d'origine est susceptible d'être contestée.

Pour l'application des dispositions spéciales aux vins mousseux de champagne, les employés des Contributions indirectes n'ayant pas librement accès chez les producteurs, les vérifications des contrôleurs et inspecteurs seront limitées, d'une manière générale, aux opérations effectuées par les négociants qui ont un compte de gros.

Relativement à l'exception prévue par l'article 18, qui admet l'introduction dans les locaux séparés des vins destinés à la consommation familiale des récoltants ou fabricants, il conviendra de se reporter à la circulaire n° 883, du 13 février 1911 (page 5).

La loi du 10 février 1911 concédait deux délais aux commerçants de vins de champagne, pour réaliser la séparation des locaux. L'article 18 de la nouvelle loi n'accorde qu'un seul délai de trois mois, pour se conformer aux prescriptions de l'article 17, aux commerçants qui, détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908, qu'ils soient établis à l'intérieur ou à l'extérieur de cette région :

1° Font ou ont fait depuis le 1^{er} avril 1914, à la fois le commerce des vins devant recevoir l'appellation d'origine « champagne » et celui des vins sans appellation.

2° N'ont qu'un seul magasin ou, s'ils en ont plusieurs, ne peuvent avoir qu'un seul accès sur la voie publique.

Voici sur les mêmes points les instructions rédigées par le Ministère de l'Agriculture (Circulaire du 6 juin 1919).

CHAMPAGNE (MESURES D'EXÉCUTION IMMÉDIATE).

Sans attendre les prochaines vendanges et l'époque des déclarations de récoltes, les récoltants des régions non délimitées par le décret du 17 décembre 1918 pourront, dans le délai de trois mois, c'est-à-dire avant le 9 août 1919, déclarer s'ils entendent vendre leurs vins mousseux sous l'appellation d'origine « champagne ». Il s'agit ici, tout spécialement, des récoltants de la « Champagne deuxième zone » qui détiennent des stocks de vins mousseux n'ayant droit, en vertu des anciens décrets de délimitation, qu'à cette dernière dénomination.

En déclarant, dans un délai de trois mois, leur intention de vendre ces vins sous l'appellation « champagne », ils acquerront

la faculté d'user de cette appellation sans risquer de poursuites correctionnelles. L'action civile seule pourra être engagée pour leur en faire interdire l'usage.

Les secrétaires des mairies des communes intéressées doivent donc, dès maintenant, recevoir les déclarations faites dans ces conditions et les enregistrer ainsi qu'il est dit précédemment pour les vins en général, c'est-à-dire comme s'il s'agissait d'une déclaration de récolte, et en utilisant, par conséquent, un registre du même modèle (1).

Obligation de l'emmagasinage dans des locaux séparés

L'obligation d'emmagasiner les vins de Champagne dans des locaux séparés « de tous locaux contenant des vendanges ou vins étrangers à la région » avait été établie par la loi du 10 février 1911. Il a paru nécessaire de reprendre les dispositions de cette loi.

En raison des termes plus absolus de l'article 16 de la loi nouvelle (séparation « de tous locaux contenant des vendanges ou vins auxquels ne s'appliquera pas l'appellation d'origine champagne ») on pourrait se demander si les vins mousseux ayant droit à l'appellation « champagne » devront être séparés de tous autres vins (même des vins rouges récoltés en Champagne) ou simplement de ceux qui pourraient être confondus avec les champagnes.

La solution est la suivante : la loi nouvelle ne doit pas aboutir pour les intéressés à une situation plus rigoureuse que la loi du 10 février 1911 ; ce qu'on a voulu à cette époque et ce qu'on veut encore aujourd'hui, c'est empêcher toute fraude possible ; or, aucune fraude n'est à craindre si des vins rouges, par exemple, sont placés dans les mêmes locaux que des vins blancs ayant droit à l'appellation « champagne » ; de même il n'y a aucun inconvénient à admettre, dans les mêmes locaux, avec les vins mousseux de Champagne, les vins blancs non mousseux de la région champenoise qui, lorsqu'ils auront été rendus mousseux, auront droit à l'appellation « champagne ».

1. Il y aura lieu de mentionner dans la déclaration la provenance (commune ou partie de commune) et les quantités du vin en cave auquel le déclarant entend donner l'appellation « Champagne ».

Pour les vins mousseux que les récoltants ou fabricants veulent vendre comme champagne, mais qui n'ont pas encore un droit certain à cette appellation, ils devront être emmagasinés dans des locaux spéciaux, distincts de ceux où sont logés les vins de Champagne et tous autres vins susceptibles d'être confondus avec des vins de Champagne. Sous cette réserve, rien ne s'oppose à ce que, dans ces mêmes locaux spéciaux, soient entreposés des vins rouges, qu'ils soient destinés à la vente ou à la consommation familiale. Ce que la loi a voulu, c'est que les vins pour lesquels l'appellation « champagne » est revendiquée restent isolés pendant le temps où cette appellation pourra leur être contestée. Mais sitôt qu'une décision judiciaire définitive sera intervenue ou lorsque le délai d'un an prévu par l'article 17 sera écoulé, sans contestation, l'obligation du local spécial cessera; ou bien le droit à l'appellation « champagne » aura été reconnu et les vins mousseux en question pourront être logés dans les mêmes locaux que les champagnes; ou bien cette appellation aura été reconnue mal fondée, et ces vins, comme les vins ordinaires, n'auront plus besoin d'être placés dans des locaux spéciaux.

Un délai de trois mois est accordé par l'article 18 aux commerçants qui font ou qui ont fait depuis le 1^{er} avril 1914 le commerce des vins ayant droit à l'appellation « champagne » et celui des vins sans appellation pour emmagasiner dans des locaux séparés les vins mousseux visés au paragraphe précédent.

CHAMPAGNE « DEUXIÈME ZONE »

Au sujet de l'appellation « champagne deuxième zone » des syndicats de la Marne (1) et le syndicat national des vins, cidres, spiritueux et liqueurs de France, ont soumis au Service de la Répression des Fraudes, les questions suivantes :

1^o Les vins de Champagne de deuxième zone entrés, en Champagne, dans des magasins contenant en même temps

1. Syndicat des vins de champagne et vins mousseux d'Epernay et de la région, syndicat de défense du commerce en gros des vins, vins de champagne et spiritueux de l'arrondissement d'Epernay.

d'autres vins d'origines diverses, qui doivent, d'après la loi nouvelle, être déclarés dans le délai de trois mois comme vins de « Champagne », peuvent-ils continuer à être déclarés comme vins de « Champagne de deuxième zone », et expédiés sous cette dénomination jusqu'à épuisement du stock ?

2° Dans l'affirmative si, les négociants champenois, dans un but d'intérêt général, pour ne pas discréditer les stocks de vins de Champagne existants et afin d'éviter l'effervescence que ne manquerait pas de produire, dans le vignoble champenois, l'entrée dans leurs magasins de vins de Champagne, des vins de deuxième zone dont l'origine n'aurait pu, par exception, être établie depuis la récolte, par la manutention dans les magasins séparés par la voie publique, d'autres locaux contenant des vins étrangers à la Champagne, décidaient d'écouler ces vins sous la simple dénomination antérieure « Champagne de deuxième zone », auraient-ils la certitude qu'en agissant ainsi ils ne s'exposeraient pas à perdre le bénéfice de l'appellation « Champagne de deuxième zone », pour des vins achetés par eux, en raison de leur origine à un prix très élevé.

Le *Service de Repression des Fraudes* a traité les intéressantes questions ainsi soulevées par une note du 16 juillet 1919 :

1° L'article 18 de la loi du 6 mai 1919 s'applique aux commerçants et fabricants détenteurs de vins récoltés en dehors de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908 et pour lesquels l'appellation « Champagne » sera revendiquée. Si, dans un délai de trois mois, ils emmagasinent ces vins dans des locaux séparés, conformément aux dispositions de l'article 17 de ladite loi, ils conservent le droit éventuel de les vendre sous l'appellation « Champagne ».

Mais il s'agit d'une simple faculté, pour eux comme pour les récoltants, auxquels le dernier alinéa de l'article 18 permet de faire dans un délai de trois mois la déclaration qu'ils entendent

vendre leurs stocks sous l'appellation « Champagne ». Les vins de « Champagne de deuxième zone » conservent, d'autre part leur droit à cette dernière appellation en vertu de la présomption légale établie par l'article 24 de la nouvelle loi pour les vins des régions précédemment délimitées. Les commerçants qui détiennent des stocks de ces vins peuvent continuer à les emmagasiner dans les locaux contenant d'autres vins et à les vendre sous l'appellation « Champagne de deuxième zone ».

2° En vertu des prescriptions de l'article 17, les vins ne provenant pas de la région délimitée par le décret du 17 décembre 1908, auxquelles l'appellation d'origine « Champagne » est attribuée, doivent être emmagasinés, pendant toute la période de prescription acquisitive d'un an prévue au premier alinéa dudit article, et, en cas de contestation, jusqu'à ce qu'une décision de justice définitive soit intervenue, dans des locaux séparés « n'ayant avec ceux où se trouvent d'autres vins ou vendanges aucune communication, excepté par la voie publique ». Ils doivent donc, pendant cette période, être séparés à la fois des « Champagnes » et des autres vins.

Les commerçants champenois détenteurs des vins récoltés dans la région délimitée par le décret du 7 juin 1911, peuvent, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, continuer à emmagasiner ces vins avec d'autres vins et à les vendre sous l'appellation « Champagne de deuxième zone ». L'obligation de l'emmagasinage dans des locaux séparés ne s'applique qu'aux « Champagnes » et aux vins pour lesquels cette dénomination est revendiquée, ils ne risquent pas, en agissant ainsi, de perdre le bénéfice de l'appellation « Champagne deuxième zone », pour les vins achetés par eux dans la région délimitée par le décret du 7 juin 1911.

Le Directeur des Services Sanitaires et Scientifiques et de la Répression des Fraudes.

Roux.

L'ÉTIQUETAGE DU « CHAMPAGNE ».

L'article 20 reprend les dispositions de l'article 3 de la loi du 10 février 1911.

Art. 20. — Les vins mousseux ayant droit à l'appellation d'origine « champagne » ne pourront sortir des magasins séparés visés aux articles 16 et 17 ci-dessus sans que les bouteilles

soient revêtues d'une étiquette portant le mot « champagne » en caractères très apparents ; les caisses ou emballages contenant ces bouteilles devront porter le même mot aussi en caractères très apparents.

Les bouteilles contenant les vins devront être fermées d'un bouchon portant le même mot sur la partie contenue dans le col de la bouteille.

Bien qu'il s'agisse là du maintien de dispositions antérieures, l'adoption de l'article 20 ne s'est pas faite sans discussion. Cette réglementation a cependant pour but de déjouer une combinaison qui, sans constituer une fraude au sens de la loi pénale, a pu cependant servir une concurrence, sans justification, de l'appellation d'origine. Des vins n'ayant aucun droit à l'appellation « Champagne » ont été fréquemment embouteillés dans des bouteilles habillées comme celles qui contiennent le véritable champagne ; les étiquettes portaient le nom d'un négociant et le nom d'une localité renommée de la Champagne : Ay, Sillery, Epernay... L'acheteur était souvent, sinon toujours, convaincu qu'il se trouvait en présence de champagne authentique. C'est pour combattre (comme la loi de 1911) ces combinaisons équivoques que l'article 20 a été introduit dans la loi qui abroge d'autre part la loi de 1911 et c'est pour cette raison que l'inobservation de ces prescriptions est frappée des pénalités prévues à l'article 22.

C'est encore pour les mêmes motifs et pour protéger les appellations de certains vins mousseux qu'à été rédigé l'article 21.

ÉTIQUETAGE DES « VINS MOUSSEUX ».

Dans la première séance du 24 avril 1919 de la Chambre des députés, M. Roux directeur du Service de la Répres-

sion des Fraudes et commissaire du gouvernement déclarait : « Messieurs le projet de loi qui vous est soumis a essentiellement pour objet de protéger les appellations d'origine. Les dispositions des articles 20 et 21 notamment, visent la protection des appellations de certains vins mousseux. On a cru devoir prendre des précautions pour empêcher que des vins mousseux vendus sans aucune indication d'origine soient confondus avec eux. »

Aussi bien l'article 21, s'il vise la protection du « Champagne » vise encore la garantie des autres vins mousseux portant une appellation réputée telle que « Saumur » « Vouvray » etc... il déjoue les mêmes combinaisons équivoques décrites à propos de l'imitation extérieure des « champagne ».

Art. 21. — Les vins mousseux sans appellation d'origine ne pourront être mis en vente sans que les bouteilles soient revêtues, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi, d'une étiquette portant les mots « vin mousseux » en caractères très apparents.

De même, les bouteilles des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par addition d'acide carbonique ne provenant pas de leur propre fermentation, devront porter en caractères très apparents, la mention « vins mousseux gazéifiés ».

Sur l'étiquetage des vins mousseux, le Ministère de l'Agriculture a donné, dans sa circulaire du 16 juin 1919, les instructions suivantes :

Etiquetage des vins mousseux et gazéifiés. — Dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la loi, les vins mousseux sans appellation d'origine devront être mis en vente dans des bouteilles portant l'étiquette « Vin mousseux », en caractères très apparents (art. 21). De même, les bouteilles contenant des vins dont l'effervescence aura été obtenue, même partiellement, par une addition d'acide carbonique, devront porter l'éti-

quette : « Vin mousseux gazéifié ». Il est nécessaire de signaler ici qu'il s'agit d'une disposition nouvelle et très importante; elle a pour but de protéger les vins mousseux ayant une appellation d'origine, telle que « champagne, saumur, vouvray, etc., » en obligeant les vins sans origine à porter l'indication « mousseux » ou « mousseux gazéifiés », suivant le cas.

Les termes de l'article 21 étant formels, les mentions prévues ne pourront être remplacées par aucune autre. C'est ainsi qu'aux mots « vins mousseux » ne pourra être substituée une expression réputée synonyme telle que « crémant », « grand crémant » et qu'aux mots « vins mousseux gazéifiés » ne pourra être substituée la mention « vins mousseux fantaisie » (1).

1. NOTE SUR LE VIN MOUSSEUX « DE LA MOSELLE »

(Lettre adressée au Syndicat National du Commerce en gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France.)

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

Direction des Services Sanitaires et
Scientifiques et de la Répression des Fraudes

Paris, le 16 mai 1919.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu, par votre communication du 9 avril dernier, appeler mon attention sur le procédé de traitement employé habituellement pour la fabrication des vins mousseux de la Moselle et me demander de vous faire connaître si ce procédé, auquel plusieurs maisons françaises ont eu recours pendant la guerre, pouvait être considéré comme licite.

Le décret du 3 septembre 1907 considère comme n'ayant aucun caractère frauduleux, dans la préparation des vins mousseux, les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise, sans les définir autrement.

Il semble, dans ces conditions, qu'on doive admettre comme licites, les traitements habituellement employés pour la préparation des vins mousseux de la Moselle, en considérant qu'ils constituent l'une des variantes de la méthode champenoise, laquelle étant applicable à tous les vins mousseux, quelle qu'en soit l'origine, comporte nécessairement des modalités un peu différentes suivant les cas.

Mais cette interprétation des textes réglementaires n'implique nullement qu'on puisse vendre comme vin de la Moselle un vin provenant d'une autre région. A cet égard, le texte de l'article 10 de la loi du 6 mai 1919 qui vient d'être promulgué est formel.

D'autre part, les préliminaires de paix imposent à l'Allemagne le respect de nos appellations d'origine comme il nous est imposé par notre propre législation. Il y a donc lieu d'espérer qu'aucun vin allemand portant la dénomination « Moselle » ne pourra être à l'avenir vendu par le commerce allemand s'il ne provient de la région de la Moselle.

Recevez...

*Le Ministre de l'Agriculture
et du Ravitaillement,*
Signé : BORET.

Les infractions aux dispositions de l'article 21, comme celles relatives à l'article 20, sont passibles des peines de l'article 22.

Mesures transitoires

(Anciennes étiquettes)

Les fabricants de vins mousseux ayant demandé l'autorisation d'utiliser leurs stocks d'étiquettes ne contenant pas les mentions exigées par la nouvelle législation, l'Administration a fait une réponse favorable à cette demande dans les conditions précisées par la lettre suivante :

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DIRECTION DES SERVICES SANITAIRES ET SCIENTIFIQUES
ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES
2^e Bureau

Paris, le 19 juillet 1919.

Monsieur le Président du Syndicat National du Commerce en Gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France.

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu, par votre lettre du 9 juillet dernier, attirer mon attention sur une demande formulée par les fabricants de vins mousseux au sujet de la mise en application prochaine des dispositions de la loi du 6 mai 1919, concernant la mise en vente de ces vins.

Les fabricants intéressés demandent à être autorisés à utiliser leurs stocks d'étiquettes ne contenant pas la mention « Vins mousseux » exigée par la nouvelle législation, en apposant sur les bouteilles, d'une façon très apparente, une étiquette passe-partout portant les mots « Vin mousseux » ou « Grand vin mousseux ». Cette mesure transitoire prendrait fin le 31 décembre 1919.

Je m'empresse de vous informer que, tenant compte des circonstances, j'adresse aux agents du service de la répression des fraudes des instructions donnant satisfaction au désir exprimé par les fabricants de vins mousseux.

Veillez...

*Le Ministre de l'Agriculture
et du Ravitaillement,*
Signé : BORRET.

Pénalités

ART. 22. — Les infractions aux dispositions des articles 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 ci-dessus seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et d'un an au plus, et d'une amende de (100 fr.) cent francs au moins et de cinq mille francs (5.000 fr.) au plus ou de l'une de ces deux peines seulement.

Pourront aussi les tribunaux ordonner la publication du jugement de condamnation intégralement ou par extrait dans tels journaux qu'ils désigneront et son affichage aux portes du domicile et des magasins du condamné, le tout aux frais de celui-ci.

Sera punie des peines portées au paragraphe précédent toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par les articles 23 et 24 de la loi du 31 mars 1903, et par l'article 25 de la loi du 6 août 1905, sans préjudice des sanctions prévues par les lois fiscales.

ART. 23. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

Ces pénalités s'appliquent, par l'énumération de l'article 22 à toutes les infractions que les producteurs, fabricants et négociants, pourraient commettre aux prescriptions de la loi. La suppression de l'article 11 de cette énumération ou il figurait tout d'abord a été décidée sur l'intervention suivante de M. Maunoury : « L'article 11 dit que tout récoltant qui veut donner une appellation d'origine à ses produits devra l'indiquer dans sa déclaration de récolte. En quoi l'omission de cette déclaration peut-elle donner lieu à des condamnations d'un mois à un an de prison ou même à une amende ? Si le récoltant ne veut pas donner l'appellation d'origine, il ne fera pas de déclaration ; s'il veut la donner, il doit le dire dans la déclaration. Je ne vois pas à quel cas cet article s'appliquera. »

Les mêmes peines s'appliquent à toute fausse déclaration ayant pour but d'obtenir une des expéditions prévues par

les articles 23 et 24 de la *loi du 31 mars 1903* et par l'article 25 de la *loi du 6 août 1905* (1).

Il est intéressant de remarquer que, à la différence des infractions à la loi du 10 février 1911 qui aux termes précis de l'article 5 de cette loi, constituaient des « contraventions » devant être constatées et poursuivies comme en

1.

LOI DU 31 MARS 1903

ART. 23. — Le premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 2 août 1872 est modifié comme suit :

Il est délivré par la régie, pour le transport des alcools, des titres de mouvement (acquits et congés) sur papiers de deux couleurs différentes : les uns, libellés sur papier rose, sont applicables à la généralité des spiritueux, quelle qu'en soit la provenance; les autres, établis sur papier blanc, s'appliquent exclusivement :

1° Aux eaux-de-vie et alcools naturels, provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes ;

2° Aux rhums et tafias naturels, pour lesquels, lors de leur importation, il sera justifié de leur provenance directe des colonies françaises ;

3° Aux genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au deuxième paragraphe de l'article 13 de la loi du 30 mars 1902.

Ces titres de mouvement indiquent la substance avec laquelle les spiritueux auront été fabriqués ; les acquits à caution comportent un bulletin qui constitue un certificat d'origine et qui, lors de leur remise au service, est détaché pour être conservé par le destinataire.

Peuvent seuls obtenir la délivrance des expéditions de la seconde catégorie :

a) Les bouilleurs ou distillateurs qui produisent exclusivement, sous le contrôle de la Régie, les eaux-de-vie et alcools naturels ou genièvres définis aux alinéas 1 et 3 du deuxième paragraphe du présent article, et qui ne reçoivent du dehors aucune espèce de spiritueux ;

b) Les importateurs de rhums et tafias naturels qui fournissent les justifications de provenance sus-indiquées :

c) Les négociants ayant reçu, sous la garantie d'acquits à caution de l'espèce les spiritueux qui viennent d'être désignés, à la condition que lesdits produits auront été placés dans un local distinct, et que, sur la demande de ces négociants, ils auront été suivis à un compte spécial pour leur volume et la quantité d'alcool pur qu'ils représentent.

Les spiritueux ainsi pris en charge ne pourront être l'objet d'aucun coupage avec d'autres spiritueux provenant du compte général, ni d'aucune addition de substances propres à en modifier la composition ou le goût. Si un mouillage est nécessaire pour ramener au degré de consommation des eaux-de-vie et alcools naturels ou des rhums qui auraient été fabriqués à un degré supérieur, cette opération devra faire l'objet d'une déclaration préalable indiquant la quantité d'eau qui doit être ajoutée et l'augmentation de volume qui en résultera.

ART. 24. — A l'égard des spiritueux désignés aux alinéas 1 et 2 du deuxième

matière de contributions indirectes, les infractions à la loi du 6 mai 1919 sont, par l'article 23, qualifiées délits et que, par suite, pour toutes ces infractions, l'initiative des poursuites appartiendra toujours au ministère public.

Dans sa circulaire du 16 juin 1919, la direction générale des contributions indirectes en tire les conclusions suivantes :

Lorsque le fait délictueux ne constituera pas en même temps une contravention fiscale, il sera simplement relevé par procès-verbal administratif sur papier libre, qui sera transmis, par la voie hiérarchique, au procureur de la République du ressort. Dans le cas contraire, le fait sera constaté dans la forme propre à l'administration.

Les directeurs adresseront alors sans délai une copie de l'acte au procureur de la République et se concerteront avec ce magistrat en vue de l'exercice simultané des deux actions. Si le parquet décidait de ne pas poursuivre, l'affaire serait alors suivie dans les conditions ordinaires.

Enfin, on ne devra pas omettre de signaler à la préfecture, conformément aux prescriptions de la circulaire n° 1415, du 18 février 1919, toutes les infractions constatées.

L'AFFICHAGE

Les Tribunaux « pourront ordonner l'affichage. Il y a

paragraphe de l'article précédent, et jusqu'à concurrence des quantités qui, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, existeront en la possession des bouilleurs de crus, bouilleurs de profession ou négociants entrepositaires, il pourra continuer à être fait usage des acquits blancs créés par l'article 8 du 2 août 1872.

Pour bénéficier de cette disposition, les détenteurs devront faire à la recette buraliste, dans un délai de quinze jours la déclaration, par espèces, des quantités en leur possession.

Les déclarations tendant à faire admettre au bénéfice des dispositions qui précèdent des spiritueux autres que ceux sus-désignés seront punies des peines portées à l'article premier de la loi du 28 février 1872.

LOI DU 6 AOUT 1905

ART. 25. — Les titres de mouvement sur papier blanc, visés par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 et s'appliquant aux eaux-de-vie et alcools naturels pourront sur la demande des expéditeurs et aux conditions fixées par l'Administration, mentionner le lieu d'origine des matières premières.

là, pour le juge, vis-à-vis de cette sanction toujours grave, non pas une obligation, mais une simple faculté.

La loi du 1^{er} août 1905 avait donné, sur la pénalité de l'affichage, des précisions de détail dans lesquelles n'est pas entrée la rédaction de la loi du 6 mai 1919. Les tribunaux cependant ne sauraient se dispenser (comme cela leur est prescrit dans la loi de 1905, art. 7) de fixer les dimensions de l'affiche, les caractères qui devront être employés pour son impression, et aussi le temps pendant lequel cet affichage sera maintenu ; sans doute sur ce dernier point estimeront-ils aussi que, de même qu'il est indiqué dans la loi de 1905, cette durée ne devra pas excéder sept jours.

La loi du 6 mai 1919, article 22, ne dit rien non plus de la suppression, de la dissimulation ou de la lacération des affiches dont l'apposition aura été ordonnée par le jugement de condamnation, tous faits que la loi de 1905 a réprimé sévèrement.

Devant ce silence de la loi, il semble bien qu'on ne peut se reporter sur ce point qu'à l'article 479 Code pénal aux termes duquel la suppression ou la lacération des affiches apposées par ordre de l'Administration (et la jurisprudence fait rentrer dans cette catégorie les affiches ordonnées par jugement) sont punies d'une peine de simple police de 11 à 15 francs d'amende et, en cas de récidive (art. 482) de cinq jours d'emprisonnement.

CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — SURSIS.

L'article 463 du Code pénal, explicitement rendu applicable à la loi du 6 mai 1919 par son article 23, vise l'admission des circonstances atténuantes. La partie de cet article, applicable en la matière, est la suivante : « Dans tous les

cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de seize francs ; ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police ».

Ainsi donc, en dernière analyse, les juges, dans un pouvoir absolu d'appréciation, peuvent faire varier la peine dans une marge qui va depuis 5.000 francs d'amende et un an de prison, avec insertions et affichage, jusqu'au minimum de 1 franc d'amende. Question de mesure et de circonstances qu'il est du rôle de la défense d'exposer, en dehors du débat possible sur l'acquittement ou la condamnation.

La loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes ne permet pas d'appliquer la loi de sursis aux peines d'amende. Il n'y a, dans la loi du 6 mai 1919, aucune restriction à ce sujet, et le sursis peut par conséquent être demandé et accordé tant sur l'amende que sur l'emprisonnement.

Les textes abrogés.

LA PRÉSUMPTION LÉGALE DÉCOULANT DES ANCIENS DÉCRETS DE DÉLIMITATION.

Art. 24 — Sont et demeurent abrogés :

1^o L'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905, mais en tant seulement qu'il a décidé que des règlements d'administration publique statueraient sur les mesures à prendre en ce qui concerne les appellations régionales ;

2^o L'article 1^{er} de la loi du 5 août 1908, complétant l'article 11 de la loi de 1905, en ce qu'il a décidé qu'il serait procédé par

des règlements d'administration publique à la délimitation des régions pouvant prétendre aux appellations de provenance de produits ;

3° La loi du 10 février 1911 ;

4° Tous règlements d'administration publique rendus en exécution des textes abrogés.

Toutefois, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées par les décrets des 17 décembre 1908, 1^{er} mai 1909, 25 mai 1909, 18 septembre 1909, 21 avril 1910, 18 février 1911, 7 juin 1911, pourront invoquer, à titre de présomption légale, les dispositions de ces décrets, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

L'article 24 abroge un certain nombre de textes législatifs qui sont, l'un devenu désormais inutile, les autres condamnés par la raison d'être et le texte même de la loi nouvelle.

C'est la loi du 10 février 1911 qui constitue la première catégorie. Elle est devenue tout à fait inutile par le vote de la loi du 6 mai 1919 puisque celle-ci a rangé, en ses articles 16 et suivants toutes les dispositions qu'elle avait prises pour garantir l'origine des vins de Champagne, groupant ainsi dans une loi unique toutes les dispositions qui ont pour but de protéger les appellations d'origine. (1)

La commission du Sénat a été poussée encore par une seconde raison à l'abrogation de la loi du 10 février 1911. L'article 4 de cette loi portait que « le service des contributions indirectes pourra se faire fournir les justifications d'origine et rejeter tout ou partie de ces déclarations, sauf recours devant un tribunal arbitral formé par un expert choisi par la régie, un expert choisi par la partie, et en cas de désaccord un expert désigné par le président du tribunal civil ». Bien que cet article eût été rédigé pour une

1. Les appellations d'origine prises en France et aux Colonies. Nous verrons plus loin les lois spéciales combattant et réprimant la tromperie sur l'origine quant aux produits venant de l'étranger. V. II^e partie.

période transitoire, il a paru que le principe dont il s'inspirait était tout à fait fâcheux et que, au moment où on allait confier à l'autorité judiciaire des pouvoirs nouveaux et les plus complets, il convenait, selon les termes de M. Jénouvrier, « de faire disparaître un texte qui dépouille les tribunaux régulièrement institués de la connaissance de contestations s'élevant entre l'administration et les citoyens ».

Dans la seconde catégorie des textes abrogés se classent les dispositions légales du 1^{er} août 1905 et du 5 août 1908 relatives aux appellations d'origine et les règlements d'administration publique rendus en exécution de ces textes ; en un mot toutes dispositions qui confiaient à l'autorité administrative le soin de « légiférer » sur le droit aux appellations d'origine et toutes mesures ultérieures d'exécution.

LA PRÉSUMPTION LÉGALE. — SA VALEUR.

Parmi les règlements administratifs abrogés se trouvent, et c'est le point capital, les sept décrets de délimitation (1). Cependant, les producteurs, fabricants et négociants des régions que délimitaient ces décrets pourront en invoquer les dispositions à titre de présomption légale, en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits.

Qu'est-ce à dire exactement et quelle est la portée précise de cette présomption légale ?

Les juges sont libres, en règle générale, de choisir, d'acquiescer ou de rejeter les indices d'où peut découler la

1. Étant donnée l'importance que conservent ces décrets, du fait de la présomption légale dont la portée va être exposée et dont bénéficient les régions par eux délimitées, nous en reproduisons le texte plus loin : Annexe à la I^{re} partie.

preuve du fait débattu devant eux. Mais parfois la loi impose aux magistrats sur ce point un raisonnement fait d'avance par elle-même ; elle tient pour prouvé, pour établi, le fait mis en discussion, à raison d'une circonstance déterminée et vérifiée ; il y a « présomption légale ». Ainsi la loi présume que le débiteur est libéré quand le titre lui a été volontairement remis par son créancier (art. 1282 C. civ.).

Mais la force et la portée des présomptions légales varient selon les cas.

1° Parfois la loi renverse seulement l'ordre naturel des preuves ; elle dispense de toute preuve celui qui réclame un droit contre autrui, ou bien encore celui qui oppose un moyen de défense, tel le possesseur du titre à l'égard du créancier. Le plaideur, en pareil cas, n'a rien à prouver si ce n'est qu'il se trouve dans le cas prévu par la loi, mais la production de la preuve contraire n'est pas interdite et, par exemple, le créancier peut démontrer que la remise de l'expédition du titre authentique a eu lieu sans que le débiteur se soit libéré. Il y a alors seulement dispense de preuve ou déplacement du fardeau de la preuve.

2° Parfois au contraire, il y a non seulement dispense de preuve pour l'une des parties, mais encore interdiction de preuve pour l'autre (voir art. 1352 Code civil) ; le fait est alors non seulement présumé mais tenu définitivement pour vrai. Ainsi la présomption d'interposition de personnes de l'article 911 du Code civil visant les dispositions faites au profit d'un incapable ; ainsi, selon les nombreux auteurs la prescription qui serait une présomption d'acquisition ou de paiement ; ainsi encore la présomption de vérité qui s'attache aux jugements et constitue l'autorité de la chose jugée empêchant de renouveler le procès ; ce sont des présomptions légales irréfragables.

Dans laquelle de ces deux catégories doit se ranger la présomption légale de l'article 24 dont bénéficient ceux des intéressés qu'englobaient les décrets de délimitation abrogés ?

Cette présomption est-elle une présomption irréfragable, c'est-à-dire, constituant pour ces intéressés un droit indiscutablement « acquis » qui ne saurait être dénié par aucun moyen ou bien ne leur accorde-t-elle qu'une dispense de preuve, comme au débiteur la possession du titre, dispense qui permettrait cependant au contradicteur, au demandeur, de fournir ou de tenter de fournir, et aux tribunaux d'admettre, la preuve que l'emploi, par ces intéressés, de l'appellation d'origine n'est pas conforme aux usages loyaux et constants et doit leur être refusée ? (Remarquons en passant que le droit à l'appellation reconnu par les décrets de délimitation porte non pas sur des appellations de crus particuliers mais sur les appellations générales qu'ont entendu circonscrire les décrets, non pas par exemple sur les noms de Graves, Saint-Emilion... mais sur les noms généraux comme Bordeaux, etc... seuls visés).

La présomption légale de l'article 24 doit être considérée comme une présomption irréfragable, au même titre qu'une prescription ou qu'un jugement définitif, reconnaissant à l'intéressé un droit qui ne pourrait lui être retiré.

Si, tout d'abord, cette présomption ne constituait qu'un renversement du fardeau de la preuve ou qu'une dispense de preuve, susceptible d'être renversée par une preuve contraire, elle n'aurait absolument aucun sens.

En effet, dans les actions de la loi du 6 mai 1919, celui, quel qu'il soit, qui fait usage d'une appellation d'origine à laquelle son droit peut être contestable et sera contesté, jouera le rôle de défendeur.

Le demandeur aura, en toutes circonstances, non pas

seulement à présenter comme un créancier quelque document établissant son propre droit, mais à apporter la preuve que le défendeur fait usage de l'appellation contestée « contrairement à l'origine ou à des usages locaux, loyaux et constants ». Ces arguments une fois fournis, et s'ils paraissent probants, le défendeur devra les combattre et démontrer son droit. C'est le cas général, et si l'article 24 ne devait avoir pour effet que de placer ceux qui bénéficiaient des décrets de délimitation dans cette situation qui n'est que la situation normale, il n'aurait absolument pas le moindre sens.

D'autre part la volonté du législateur sur ce point n'est pas douteuse.

M. Clémentel, alors ministre de l'Agriculture, a parfaitement défini, à diverses reprises et particulièrement dans la séance de la Chambre du 27 novembre 1913, la situation qui serait faite, en la matière, aux divers intéressés. Il montrait que ceux qui n'étaient point compris dans les décrets de délimitation pourraient user de l'appellation d'origine s'ils y avaient droit selon les usages loyaux et constants et que ce droit ne pourrait pas leur être contesté par la seule opposition des décrets de délimitation abrogés, mais que ceux qui avaient bénéficié de ces mêmes décrets continueraient à jouir d'un « droit acquis » que ces décrets leur avaient reconnu et que la loi nouvelle confirmait.

« Notre loi est également une loi de révision : c'est en effet la possibilité d'une révision légale que nous accordons à tous les intérêts qui se croient lésés. Jusqu'à ce jour un obstacle absolu, infranchissable se dressait devant eux. Ils avaient beau protester, ils avaient beau formuler des revendications ; ils avaient beau s'adresser à leurs députés, s'adresser au gouvernement, hélas ! nul ne pou-

vait leur faire droit. Le gouvernement ne le pouvait plus, depuis les votes successifs de la commission, de la Chambre et du Sénat. Il ne pouvait plus agir de son autorité administrative ; donc, il ne pouvait rien répondre aux protestataires. Et les protestataires ne pouvaient rien demander non plus aux tribunaux, puisque les lois de 1903 et 1908 avaient donné la compétence aux tribunaux administratifs.

.

Cette situation, elle cessera le jour même de l'application de la loi que nous vous demandons de voter. Tous les intéressés pourront faire valoir leurs droits. Par l'abrogation expresse des décrets de délimitations, tout en maintenant les droits acquis, nous faisons table rase des arguments contraires qu'on pourrait leur opposer. C'est ainsi, par exemple, que l'on ne pourra pas invoquer contre la région de Bergerac, le décret de délimitation du 18 février 1911, comme ayant définitivement fixé les usages locaux, loyaux et constants ; c'est ainsi qu'on ne pourra pas invoquer contre l'Aube les décrets de 1908 et de 1911, comme créant, à son profit ou à son détriment, des usages locaux, loyaux et constants. »

.

« Mais, il est bien entendu, je le répète, que ceux qui, actuellement, possèdent le droit à désigner leurs produits sous les noms Champagne, Cognac, Armagnac, Banyuls, Clairette de Die, voient ce droit non pas contesté, mais définitivement confirmé par la loi que nous discutons. »

Aux représentants de la Champagne « deuxième zone » qui certainement usera et use déjà de l'appellation « champagne », le ministre déclarait : « Vous pouvez conserver l'appellation, si bon vous semble : c'est un droit qui vous est confirmé, puisque les décrets maintiennent les droits acquis, mais personne ne pourra vous l'opposer. »

La Chambre avait voté, en 1913, dans l'article abrogeant les décrets, le texte suivant: « Toutefois, le droit d'employer, pour la désignation des produits définis par chacun de ces règlements, les dénominations d'origine visées par ces derniers, reste acquis pour l'avenir à ceux qui ont bénéficié des dispositions abrogées, sans préjudice des droits qui pourront être également reconnus à tous intéressés, sur ces dénominations, par application de la présente loi. »

M. Jénouvrier, en proposant au Sénat le texte actuel écrivait dans son rapport : « Sans doute la logique et même les principes juridiques commanderaient de décider que les textes abrogés ne pouvant produire aucun effet dans l'avenir, les récoltants, producteurs et négociants des régions en ce moment délimitées seront à l'avenir et en droit placés sur le même rang que ceux des régions non délimitées. C'était du reste la conséquence du projet de loi déposé par l'honorable M. Pams et des premiers projets rédigés par la Commission de la Chambre. Mais vos commissaires ont trop l'expérience de la vie, ils savent trop qu'on ne peut s'abstraire de certaines contingences, pour se cantonner rigoureusement dans les principes abstraits, et ne pas tenir compte des situations de fait. Ils vous proposent donc, dans l'avant-dernier article du projet de loi — et sur ce point capital l'accord s'est fait enfin avec le gouvernement le 2 juillet — que malgré l'abrogation des lois et décrets prescrivant les délimitations, les producteurs, fabricants et négociants des régions délimitées puissent invoquer à titre de présomption légale les dispositions de ces décrets en tant qu'elles leur donnent le droit d'appliquer une appellation d'origine à leurs produits. C'est sur ce point le maintien de la thèse du projet voté par la Chambre. »

Les termes de « présomption légale » étaient donc entendus par le législateur comme synonymes de l'expression « droits acquis » primitivement adoptée. La présomption légale de l'article 24 est donc bien une présomption qu'on ne saurait combattre par aucun moyen, c'est une présomption irréfragable.

APPLICATION DE LA LOI AUX COLONIES ET AUX PRODUITS COLONIAUX

ART. 25. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux Colonies.

L'article 25 signifie à la fois que les produits de la métropole sont protégés aux colonies contre les fausses appellations d'origine et que les produits des colonies sont, eux aussi, protégés de la même façon, dans la métropole et dans les colonies.

L'article 12 de la loi spécifie, comme on l'a vu, que ses prescriptions s'appliquent aux produits « d'origine française. »

M. Boisseux avait demandé à ce sujet qu'une précision soit faite quant aux produits coloniaux (Chambre, première séance, 24 avril 1919).

« Le projet qui nous est soumis contient un article 25 qui en déclare les dispositions applicables à l'Algérie et aux Colonies. Cela signifie que toutes les dispositions que vous allez voter tendant à la protection des produits naturels de la métropole contre les falsifications et les fraudes dont ils pourront être l'objet devront trouver leur application aux colonies. Je demande à la Chambre d'édicter de façon précise, sans qu'il puisse y avoir aucune équivoque possible, que les produits coloniaux français qui jouissent en ce moment d'une appellation d'origine ou qui

voudront jouir d'une appellation d'origine ou de provenance trouveront sur le territoire métropolitain national la même protection que les produits français. » M. Boineuf demandait l'addition des mots : « Et d'origine coloniale française. »

On lit à l'*Officiel* à la suite de cette intervention.

M. LABROUE. — Cela va sans dire.

SUR DIVERS BANGS. — C'est inutile.

M. LE MINISTRE DU COMMERCE. — « Française » veut dire « coloniale » aussi. Les produits coloniaux sont des produits français. » Et plus loin :

M. JEAN BON. — Vous allez voter un texte dans lequel il est dit que la loi est applicable aux colonies. Elle est applicable dans toutes ses parties.

Vu : le Président de la thèse,

LYON-CAEN

Vu : le Doyen

LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	5
Considérations générales. Historique	9
La loi de 1824 et la jurisprudence	14
Insuffisance de la loi de 1824	20
Les lois spéciales	21
La loi du 1 ^{er} août 1905 et les Décrets de Délimitation ..	23
La loi du 6 mai 1919. Son plan général	31

LA LOI DU 6 MAI 1919

Texte de la loi	39
-----------------------	----

ACTIONS CIVILES

Actions Civiles	45
Les Conditions d'exercice de l'Action Civile	48
L'Origine	49
Lieux de Production. Lieux de Fabrication	50
Les Appellations d'origine à caractère générique	54
Les Usages locaux, loyaux et constants	57
L'Action Syndicale. L'intérêt collectif, le Préjudice direct ou indirect	63
La Procédure	87
Procédure sommaire	88
Publicité. Intervention	89
Pourvois en Cassation. Pouvoirs de la Cour	90
Portée générale des jugements et arrêts	94

ACTIONS CORRECTIONNELLES

Actions Correctionnelles.....	95
Les Eléments du délit. Les faits. La mauvaise foi.....	97
Apposition... addition... retranchement.....	98
Façon de .., Système de..., Imité de.....	100
L'homonymie.....	101
Propriétaire à... Fabricant à..., etc.....	102
Vente, mise en vente ou en circulation.....	103
Elément moral du délit : la mauvaise foi.....	106
La Partie Civile.....	107
Appendice. Constatation et Preuve du délit.....	108

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX APPELLATIONS D'ORIGINE S'APPLIQUANT
AUX VINS ET AUX EAUX-DE-VIE

Dispositions Spéciales aux Appellations d'Origine s'appli- quant aux Vins et aux Eaux-de-vie.....	110
Pas de chute dans le domaine public.....	110
La Déclaration. Enregistrement. Publicité.....	111
Compte d'Origine chez les marchands en gros.....	119
L'Expédition de Régie.....	125
Eaux-de-vie. Déclaration de Distillation.....	126
La Prescription acquisitive — les locaux séparés.....	129

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX VINS MOUSSEUX

Dispositions spéciales aux vins mousseux.....	133
Le Champagne.....	133
Les locaux séparés — la prescription acquisitive.....	134
Délai d'application. Exception.....	136
Champagne (Mesures d'exécution immédiate).....	138
Champagne « deuxième zone ».....	140
L'Etiquetage du champagne.....	142
Etiquetage des Vins mousseux.....	143

Table analytique des matières

163

Pénalités.....	147
L'affichage.....	149
Circonstances atténuantes. Sursis.....	150

Les textes abrogés.....	151
La Présomption légale résultant des décrets de délimitation, sa valeur.....	153
Application de la loi aux colonies et aux produits coloniaux.	159

